luglio / juillet / julio / july 1977

interrogations

11

revue internationale de recherche anarchiste / rivista internazionale di ricerche anarchiche / international review of anarchist research / revista internacional de investigación anarquista

interrogations LUGLIO / JUILLET JULIO / JULY

11 1977

Hors-jeu international et jeu internationaliste

SANTIAGO PARANE (*)

Le mouvement anarchiste se montre particulièrement discret dans ses analyses des relations et des conflits internationaux. Ses publications périodiques ou ses livres ne traitent que rarement, ou très circonstanciellement, des problèmes de politique étrangère. Il existe certes un certain nombre de principes généraux — contre tous les impérialismes, contre les nationalismes, contre la guerre, contre les armements —, rituellement répétés, qui planent quelque peu au dessus des événements, des tensions ou des guerres lointaines. Cette répétition économise l'observation des faits et leur interprétation, plutôt qu'elle n'y invite.

Ce silence et ces généralités présentent un danger sérieux, celui de voir le quotidien, fait de désinformation et de propagande, modeler progressivement les réactions des militants et conduire à ce qui leur comportement pratique, face a des situations de fait, diffère de leur convinctions affichées, ou les contredise.

Le piège du choix, identique en fin de compte à celui qui fonctionne si souvent pour les questions sociales, réside dans l'exploitation des sentiments pacifistes et internationalistes à des fins guerrières ou impérialistes. Il n'est pas question d'appeler les libertaires à s'engager dans une lutte entre régimes d'exploitation ou entre Etats visant à l'hégémonie régionale ou mondiale. Il est plus intelligemment, et plus utilement fait appel aux sentiments anti-autoritaires, aux convinctions antitotalitaires, aux nécessités de la défense de conquêtes ouvrières, des libertés acquises. De même qu'au nom des valeurs dont se sert la « gauche », il est demandé non de participer aux règles

(*) *Militant chilien. Collabore à la presse libertaire internationale depuis une trentaine d'années.*

parlementaires, mais d'empêcher — par le vote — le triomphe d'un candidat de « droite ». Ou de faire bloc avec ceux qui défedent le « progrès » contre ceux qui s'accrochent aux pri-privilèges du passé.

Le procédé donne des résultats. Il faut reconnaître qu'il n'est souvent pas besoin de le mettre au point du dehors; il surgit spontanément, au sein même des milieux anarchistes. Ainsi le Manifeste des 16, en 1914.

* * *

La prise de position des Kropotkine, Grave, Malato, Mella ou Moineau n'est pas exceptionnelle, ni conditionnée par une situation unique. On la retrouvera, sous un autre langage, en d'autres conjonctures, en 1936 en Espagne, en 1939, comme on pourrait la détecter aujourd'hui même.

Tout au long de la guerre civile espagnole en effet, l'idée d'un « camp démocratique » favorable à la République a été défendue, propagée, par les adversaires de la revolution sociale — republicains bourgeois et staliniens —, mais elle a pénétré jusque dans nos rangs. Et elle s'y est maintenue. Sans discussion. Dans l'équivoque.

Ainsi, dès le début de la deuxième guerre mondiale, un homme de la taille du Rudolf Rocker a pu parler du Commonwealth britannique comme d'une « communauté de peuples libres »... Mais remarquons qu'entre les affirmation pacifistes, cri jeté sans aucune considération pour les données ou les perspectives de la réalité visible — le tract lancé par Louis Lecoin « Pour une paix immédiate » en fournit un modèle — et les plaidoiries justificatrices de ceux qui se rallient à un camp, il existe surtout un immense *no man's land* d'ignorance et de sclérose mentale.

Malgré les nombreuses expériences, la somme de connaissances acquises et entrées dans notre mémoire collective est maigre. Il y eut, pendant la guerre 14-18 des manifestations de la pensée et de l'action anarchistes qui témoignèrent de la lucidité et du courage des compagnons. Il y eut Zimmerwald et cent exemples de la présence libertaire. De 39 à 45 il n'y eut pas grand chose qui ressemblât à cette ténacité audacieuse et prometteuse. A quelques exceptions près. L'une collective: l'équipe de *War Comentary* à Londres. Les autres, individuelles ou à partir de petits noyaux, celui de l'*Adunata dei Refrattari* étant le plus solide. Le reste bascula dans l'illusion sanglante, le silence ou l'accomodement.

* * *

En pleine guerre, sous les bombes, l'effort de connaissance des éditeurs de *War Comentary* (succédant à *Spain and the World*) ne cesse pas. Avant toute chose, il s'agit de ne pas se laisser entraîner par les torrents de mensonges, accompagnement naturel des haines et des combats. Un effort qui pourtant ne s'imagine pas triomphant. Tout est difficile, lent, incertain, précaire. Marie-Louise Berneri, qui, avec Vernon Richards et l'équipe de *Freedom Press*, anime le journal, le dit explicitement: « Nous ne pouvons bâtir avant que la classe ouvrière ne se débarrasse de ses illusions, de son acceptation des patrons et de sa foi dans les chefs. Notre politique consiste à l'éduquer, à stimuler ses instincts de classe, et à enseigner des méthodes de lutte. C'est une tâche dure et longue, mais à ceux qui préfèrent des solution plus simples, comme la guerre, nous soulignerons que la grande guerre mondiale qui devait mettre une terme à la guerre et sauver la démocratie, n'a produit que le fascisme et une nouvelle guerre; que la guerre présente provoquera sans nul doute d'autres guerres, tout en laissant intacts les problèmes fondamentaux des travailleurs. Notre façon de refuser de poursuivre la tâche futile de rapiécer un monde pourri, et de nous efforcer d'en construire un neuf, n'est pas seulement constructive, elle est la seule solution » (1).

Il ne s'agit pas d'incantations à la paix, mais de suivre l'actualité et d'en extraire chaque jour la leçon, de dénoncer les bourrages de crânes, de rappeler par des exemples immédiats et évidents que la Grande Bretagne est un empire qui règne sur des peuples esclaves, que les Etats-Unis vont mettre à profit leur entrée en guerre pour étendre leur aire de puissance, que la Russie Soviétique est un totalitarisme qui écrase prolétariat, paysannerie et peuples; que les mots perdent tout sens quand un Tchang Kai Chek, tyran hier devient gran démocrate le lendemain..., que les idéologies couvrent des intérêts indéfendables. « Ne nions pas que... l'opinion américaine, et peut-être Roosevelt lui-même, n'exprime pas une véritable sympathie pour les démocraties. L'opinion des masses — ou plutôt ce que la presse leur fait croire —, n'a rien de commun avec les intérêts combinés des capitalistes et des impérialistes qui déterminent la conduite du pays. Mais on doit reconnaître

---

(1) « Neither East nor West » - Freedom Press - Londres 1952.

que ces intérêts ont tout à gagner dans une guerre européenne » (2).

Cette volonté de continuer à voir clair, de penser avec sa propre tête, va se manifester pour dire, exposer, propager les vérités crues. Par des publications, mais aussi par des tracts distribués aux soldats, ce qui donnera lieu à procès. Par une correspondance qui devra se faufiler dans la masse épaisse des censures et des contrôles, avec les isolés, les rescapés, les tenaces de quatre coins du monde et qui sont l'Internationale.

Sans doute la tradition anglaise fournissait encore, restes sans cesse grignotés du libéralisme d'expression, un terrain plus favorable à cette affirmation et à cette recherche anarchistes qu'en des pays entièrement militarisés ou soumis à un régime de police toute puissante. Mais ces possibilités sont exploitées à fond, et non pas escamotées en attendant des jours sans problèmes. Comme ailleurs l'illégalité et la clandestinité s'adaptent et répondent à la loi et à la répression. L'argument ne tient pas quand il est avancé que ces libertés doivent être défendues en se mettant à la disposition d'un pouvoir qui s'ingénie à les réduire. Ce qui est à noter, c'est que dans les pays dictatoriaux, nombre d'éléments de résistance ont agi en liaison avec des services d'Etat « ennemi », en vue de participer à l'effort de guerre de l'autre camp, et non pour des objectifs propres.

C'est là que s'établit la différence fondamentale, pour les anarchistes, entre l'action favorisant le triomphe d'une coalition contre l'autre, et celle qui correspond à des buts de libération sociale. Différence qui était sensible en Italie, en France, aussi bien que dans les pays dits « neutres » — comme en Amérique latine —, là où les grèves étaient soutenues, déclanchées ou condamnées, non par rapport aux intérêts de la classe ouvrière, mais suivant le critère du « bon » ou du « mauvais » bénéficiaire sur le plan international.

Il existe, en dépit des situations locales parfois très complexes, un fil conducteur: c'est la guerre sociale que nous menons, et non la guerre entre nations ou entre blocs. Les « forces de libération » ne s'y tromperont pas en Italie — 1944 —, quand les autorités militaires nord-américaines autoriseront la parution de toutes les pubblications de toutes les tendances « antifascistes », sauf les journaux anarchistes. De

(2) *War Comentary.* Décembre 1939.

même que dans le port de Buenos Aires, les staliniens s'opposeront aux mouvements revendicatifs, dès lors que la production des entreprises intéressées est destinée au ravitaillement des alliés — ennemis la veille — de l'URSS.

* * *

Reconnaissons que nous ne possédons pas de doctrine éprouvée. Nos « ancêtres » ne nous aident guère.

Dans la logique marxiste, et pour ce qui concerne la politique internationale, il existe la même croyance das le caractère « progressif » de l'expansion capitaliste dans le monde — étape inévitable pour que soient réunies les conditions nécessaires à la victoire du prolétariat — que pour le développement économique des nations. Miklós Molnár résume fort bien cette théorie: « Si le progrès réalisé par la bourgeoisie conquérante grâce au développement de ses forces productives est l'étalon universel pour mesurer les peuples, leur place au soleil et la légitimité de leurs revendications nationales, il est tout aussi impossible de se placer aux côtés des peuples « asiatiques » qu'aux côté des « sous-développés » du vieux continent. Autrement dit, si Marx et Engels avaient voulu adopter un concept anticolonialiste... ils auraient dû l'élaborer au sujet des peuples opprimés d'Europe également et vice-versa. Faute de se placer sur le terrain de l'autodétermination sans discrimination, ils s'enferment dans le carcan de leur vision matérialiste et, dirait-aujourd'hui, « productiviste » du monde. Dans une position idéologique donc? Pas du tout, puisqu'il s'agit d'une idéologie fondée sur une analyse de la réalité et qui se voulait scientifique. Ce n'est pas un voeu, un programme, un idéal que Marx et Engels prétendaient exprimer par leurs thèses, mais bien la tendance générale du développement historique » (3).

Il y aurait quelque cruauté à rappeler à nos bons similimarxistes d'aujourd'hui, qui se portent au secours des colonisés ou néo-colonisés (sauf quand il s'agit de colonies soviétiques), les positions de leurs maîtres à penser (il leur reste des maîtres, mais pas de pensée). Molnár le rappelle: « ...le contenu moral du colonialisme, son infâmie et sa stupidité n'infirment pas aux yeux de Marx sa nécessité en tant que pro-

(3) « Marx, Engels et la politique internationale » - Gallimard - Paris 1975.

cessus historique global. Quelque détestables que soient les motifs et les méthodes de colonisation britanniques, ils accomplissent une tâche historique somme toute progressiste » (4).

Côté Bakounine, le raisonnement est inverse: « La conquête faite par les nations civilisées sur les peuples barbares, voilà leur principe. C'est l'application de la loi de Darwin à la politique internationale. Par suite de cette loi naturelle, les nations civilisées, étant ordinairement les plus fortes, doivent ou bien exterminer les populations barbares, ou bien les soumettre pour les exploiter, c'est-à-dire les civiliser. C'est ainsi qu'il est permis aux Américains du Nord d'exterminer peu à peu les Indiens; aux Anglais d'exploiter les Indes orientales; aux Français de conquérir l'Algérie; et enfin aux Allemands de civiliser, *nolens volens*, les Slaves de la manière que l'on sait » (5).

Mais si l'examen des relations entre Russie, Allemagne, Pologne, donne l'occasion à Bakounine de conclure de manière tout à fait opposée aux opinions de Marx, le premier considérant l'Allemagne comme l'Etat le plus porté à l'expansion et le second estimant que la Russie tsariste est destinée à s'étendre par la nature même de son régime retardataire et absolutiste, il n'en reste pas moins que pour le Russe, c'est le problème de l'Etat qui est essentiel. « L'Etat moderne ne fait que réaliser le vieux concept de domination... qui aspire nécessairement, en raison de sa propre nature, à conquérir, asservir, étouffer tout ce qui, autour de lui, existe, vit, gravite, respire; cet Etat... a fait son temps » (6).

Ici, déjà, le principe étouffe les analyses détaillées. Il n'est pas sûr qu'il sera suffisant pour dominer les entraînements de la passion.

* * *

On ne peut mieux résumer une certaine mentalité qui règnait dans les rangs de l'émigration CNTiste en France, qu'en citant la réponse faite en novembre 1944 à l'Union Nationale Espagnole — fabrication du PC espagnol —, qui lors d'un congrès tenu à Toulouse, avait décidé d'éviter de nouvelles effusions de sang en Espagne: « Magnifique déclaration avec laquelle nous sommes totalement d'accord. Mais pourquoi dit-on aux Anglais une chose et une autre totalement différente aux Français et aux Espagnols réfugiés en France? Pourquoi les porte-parole de la U.N.E. appellent lâches les eixlés espagnols qui se refusent d'entrer dans les rangs de leurs guérillas qui prétendent reconquérir l'Espagne l'arme au poing? C'est nous qui portons le drapeau de l'unité de tous les Espagnols amants de la liberté et de la République. C'est nous qui, dans un Front Populaire, avons défendu la République, une République que l'U.N.E. considère morte. C'est nous qui disons aux Anglais, aux Américains, aux Russes et à tous les peuples démocratiques du monde — et très particulièrement aux Espagnols exilés en France — que l'on doit tenter de libérer l'Espagne en évitant une nouvelle tuerie cruelle entre Espagnols » (7).

Que d'illusions, que de vaines et gloriolantes espérances, quel manque de connaissance des motivations qui déterminaient la politique des Etats « démocratiques ». Le livre de José Borras dont nous avons extrait cette citation abonde en enfantillages de ce type et en guimauve littéraire, aux lieux et place d'une difficile mais indispensable analyse des conjonctures politiques internationales. La garde est baissée devant la froide détermination des Etats, égoïstes par nature. Après les désillusions, inévitables, viendront les aventures lancées à coups de jeunes, à coups de morts et d'arrestations, un prix aussi mal calculé que l'était là croyance en des gouvernements bourgeois démocratiques animés des meilleurs intentions...

Car le mouvement libertaire espagnol, du moins dans ce qu'il déclare officiellement, n'a rien appris de ce que vaut « l'antifascisme » national ou international: « Une des constantes qui ont nettement marqué le comportement politique des partis et organisations exilés a été de croire — et de faire croire — que si les antifascistes espagnols perdirent la guerre civile et s'ils ne sont pas encore parvenus à abattre la dictature franquiste, la faute en est aux puissances étrangères » (8).

S'agit-il d'une interprétation particulière, marquée par les circonstances propre au conflit ibérique? Il ne le semble pas, car nous retrouvons ce raisonnement, non plus à chaud, mais comme expression naturelle d'un courant de pensée, chez nombre de militants, et à propos d'autres guerres. Ainsi, sous la plume d'un excellent militant asturien, Ramón Alvarez, quand il parle d'Eleuterio Quintanilla, organisateur et propagandiste

(4) Ibidem - p. 199.
(5) « Aux compagnons... » - Archives Bakounine II.
(6) « Etatisme et Anarchie » - Archives Bakounine III.

(7) José Borras - « Politicas de los exiliados españoles - 1944-1950 » - Ruedo Iberico - Paris 1976.
(8) Ibidem - p. 23.

anarchiste du premier tiers du XXe siècle: « Tant que la guerre ne se manifesta pas par le choc brutal des armées sur les camps de bataille, transformées en tombes gigantesques de jeunes gens qui avaient rêvé d'une " belle époque " prolongée, Quintanilla se déchaîna contre la guerre. Il n'ignorait pas que les tueries collectives ont toujours assuré le salut du capitalisme, coïncidant chronologiquement avec les cycles de crises économiques, résultats des inévitables contradictions d'un système social basé sur l'exploitation et le profit.

« Une fois mortes les illusions reposant sur un internationalisme trop jeune pour être enraciné dans la conscience civique — bien qu'il doive consituer la première aspiration d'un idéaliste sincère —, Quintanilla décida rapidement de défendre le camp occidental, car il représentait une plus grande somme de libertés, où était possible l'ensemencement révolutionnaire; alors que la victoire du kaiserisme eut signifié un recul sensible, dont les conséquences eussent retombé de préférence sur les couches les plus pauvres de chaque nation » (9).

* * *

Dans la plupart des cas, le choix d'un camp est déterminé par le sentiment d'impuissance chez le militant. Demeurer en dehors de l'affrontement public majeur lui semble l'exclure de toute action, de toute existence.

Or, il ne s'agit pas d'être neutre, mais de refuser les règles d'un jeu qui n'est pas le sien. C'est le choix d'un camp qui fait disparaître sa personnalité propre. Son engagement signifie son suicide en tant que militant anarchiste.

Que les circonstances l'obligent à se trouver inséré, en uniforme ou en civil, dans les appareils de l'une des parties belligérantes, ne l'engage pas. Ce serait sa justification de ce qu'il n'a pas le pouvoir d'éviter qui le mettrait hors du combat social. C'est à partir de cette — de sa — situation de fait, non choisie, qu'il peut commercer — ou continuer — d'agir. Pour agir, il doit travailler à suivre et à comprendre les événements, tâche peu aisée mais possible. De même qu'il doit connaître le milieu où il se trouve placé, pour en saisir la diversité et les contradictions. Tous éléments de connaissance qui lui serviront, dans l'immédiat ou dans le temps. Les aspect sociaux d'un conflit, d'une tension, d'une guerre ne sont jamais absents longtemps. Non plus que les réactions individuelles. Là est son terrain.

(9) « Eleuterio Quintanilla - Vida y Obra del Maestro » - Editores Mexicanos Reunidos - Mexico 1973.

Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude fait le jeu de l'un ou l'autre antagoniste, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser la triomphe de l'un sur l'autre. Alors qu'un seule vérité est éclatante: nul ne fera notre jeu, si nous ne le menons pas nous-mêmes.

* * *

Ne pas vouloir participer aux opérations de politique internationale, dans l'un des camps en lutte, ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de la réalité de ces opérations, de ces formes de guerre permanente prenant les aspects les plus variés: commerciales, politiques, militaires; de ces stratégies. Oublier que les Etats Unis, par vocation et volonté de puissance, sont partout présents dans le monde, veulent assurer la défense et la garantie de leur métropole qui dépend d'un ravitaillement de nature intercontinentale; oublier les tendances à l'hégémonie mondiale de l'Union Soviétique; oublier la capacité expansionniste de la Chine; oublier que les poussées d'indépendance qui secouent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine sont à la fois volontés populaires, surgissements de nouvelles classes dirigeantes et pions des rivalités entre grandes puissances, c'est se condamner à donner dans tous les panneaux. C'est au contraire par le tri continu des éléments décisifs entre manoeuvres de type nationaliste ou impérialiste et courants de libération authentiques que la critique libertaire peut et doit s'exercer si elle veut être instrument de connaissance et de combat.

Or, à chaque fois que le militant prend position, avec l'espoir d'occuper une place dans la « marche de l'histoire », ou qu'il refuse de manifester son soutien à une poussée sociale, par souci de ne pas favoriser une autorité gouvernementale, il erre ou perde toute existence. Il faut se rappeler à ce propos l'attitude d'intellectuels libertaires italiens estimant « progressive » la liquidation de la féodalité thibétaine par l'Armée rouge chinoise (à quoi il était possible — aussi absurdement — de mettre en parallèle le rôle moderniste de la conquête mussolinienne de l'Abyssinie). Ou encore les réticences de milieux anarchistes français lors de l'insurrection hongroise de 1956, dans laquelle ils voyaient la main de la propagande nord-

américaine. Plus tard, la critique des méthodes dictatoriales castristes fut assimilée à la défense de l'impérialisme yankee. Et plus récemment, nous avons pu lire dans un journal anarcho-syndicaliste norvégien une défense inconditionnelle du M.P.L.A. d'Angola.

Ce sont exemples non de clairvoyance, mais de soumission aux artifices des propagandes, d'absence d'information directe ou de travail d'analyse. Exemples de l'inutilité des principes, si ceux-ci ne sont pas constamment nourris et vérifiés par l'effort de connaissance.

Par contre, là où nous trouvons des alliés naturels, là où surgissent des forces sur le plan social qui brisent le faux dilemme des blocs bons ou mauvais, nous ne sommes ni assez vigilants ni assez solidaires. Du moins en tant que mouvement, car fort heureusement, individus, noyaux et initiatives agiles n'ont jamais manqué. Il va sans dire que nos alliés naturels ne sont pas, dans les pays de l'Est, les services nord-américains, ni, en Amérique, les hommes du K.G.B. Mais réduire la compréhension des situations nationales et la complexité des rapports internationaux à ces cirques — comme il est aisé et courant de le faire — serait lamentable pour des militants, rétifs par principe aux sortilèges manipulés des *mass media*.

Si nos alliés naturels se trouvent parmi ceux d'en bas qui, sous des formes infiniment variées luttent ou se défendent dans les entreprises ou dans les quartiers populaires des villes ou des burgs, bulgares, cubains ou sud-africains, russes ou chinois, argentins ou nord-américains, ou à Hong Kong ou au Japon, nos ennemis non moins naturels sont les systèmes et les régimes qui les dominent, les exploitent ou les répriment. De même que nos préoccupations portent sur l'évaluation des résultats des mille formes de résistance aux conflits — non pas thréoriques, mais réels — c'est-à-dire sur la façon de savoir, par exemple, si les dizaines de milliers de déserteurs ou de réfractaires nord-américains ont accéléré la liquidation de la guerre au Viet Nam. Ce qui ne nous place nullement à la traîne ni aux ordres du gouvernement d'Hanoi.

A regarder de près, nous ne sommes pas absents du combat, si nous menons le nôtre, tout en connaissant et en dévoilant celui des autres. Nous dirions même que notre combat dépend étroitement de la connaissance de celui des autres. Les chausse-trapes se préparent évidemment bien à l'avance. Pour ne pas y tomber, nos généralités préventives ne sont pas suffisantes. Il nous faut dès maintenant apprendre à détailler: antagonisme-collaboration entre Etats-Unis et URSS, eurocommunisme, libérations du type angolais, éthiopien ou cambodgien, démocratie à la japonaise, etc... Des détails qui nous renforcerons dans notre hors-jeu international et notre possible action internationaliste.

Paris, juin '77

RIASSUNTO

Uno dei difetti del movimento anarchico è rappresentato dalla mancanza di analisi delle situazioni internazionali, mancanza che si crede possa essere colmata dalla ripetizione dei principi generali internazionalsti. Anche se in situazioni particolari, succede che una parte dei militanti anarchici faccia riferimento a questa o quella delle fazioni in lotta, abbandonando in tal modo la propria originalità. Questo è successo nel 1914, e nel 1936 in Spagna, e anche più recentemente. L'autore insiste sulla necessità di una conoscenza dettagliata delle manovre e dei conflitti di politica internazionale, come condizione di un intervento lucido, estraneo agli antagonismi tra stati e blocchi, ma attivamente inserito in tutti i conflitti sociali.

RESUMEN

Unos de los puntos débiles del anarquismo consiste en su falta de análisis de las situaciones internacionales, análisis que cree poder reemplazar por la repetición de unos principios internacionalistas de carácter general. En consecuencia, en conyunturas determinadas una parte de sus militantes se junta a uno u otro campo en lucha y abandona así su propia originalidad. Esto occurrió en 1914, en 1936 en España y más recientemente aún. El autor insiste en la necesidad de un conocimiento pormenorizado de las maniobras y conflictos de política internacional, condición previa para una intervención lúcida: fuera de juego por lo que concierne a los antagonismos entre Estados y boques, mas participación activa en los combates sociales que tienen lugar en cada campo.

SUMMARY

One of the weaknesses of the anarchist movement lies in its lack of analysis of international situations. Anaysis for which it thinks it can substitute by the rehearsal of general internationalist principles. To such an extent that at particular conjunctures, a section of its militants joins one or other of the contending camps, and by this act it relinquishes its very differentness. So it was in 1914, or in 1936 in Spain, and more recently still. The author insists on the necessity of a detailed knowledge of the manoeuvres and conflicts of international politics as the precondition for coherent intervention: as far as the antagonisms between States and blocs are concerned, active participation in social struggles in either camp is « offside ».

LETTERA DALL'ITALIA

Compromesso storico, lotta armata e nuovo dissenso

AMEDEO BERTOLO (*)

Il processo a Curcio (« leader storico » delle Brigate Rosse) e ad altri quattro brigatisti, iniziatosi in questi giorni a Milano, ha dato una visione paradigmatica di alcuni elementi della situazone politica italiana o meglio una visione proporzionata alla drammaticità che vogliono attribuirle — con paradossale coincidenza — sia i paladini dell'ordine pubblico sia i fautori dello scontro armato. Da un lato, gli imputati hanno attaccato giudici, avvocati e « sistema » con una virulenza verbale certo coerente con la loro scelta strategica e tattica ma palesemente sproporzionata alla reale intensità del conflitto sociale in Italia e più ancora sproporzionata al livello di coscienza delle classi sfruttate. Dall'altro, un'impressionante apparato poliziesco di mezzi blindati, mitra spianati, cani-poliziotto ha dato una esibizione teatrale di forza militare da parte dello stato. Più ancora significativa, forse, è stata la mobilitazione organizzata nei giorni scorsi dai partiti (dal P.C.I., in primo luogo) e dai sindacati (dalla C.G.I.L, soprattutto, la centrale sindacale controllata dal P.C.I.) che avrebbe dovuto concretizzarsi in un massiccio « presidio operaio » al Tribunale. A simboleggiare la solidarietà dei lavoratori con gli amministratori della giustizia di stato, contro i mostri eversori. Non è trascurabile, per un giudizio sull'involuzione politica dell'« ultra-sinistra », notare

(*) *36 anni, assistente universitario. Ha collaborato ad « A - rivista anarchica ». Autore di una prima « Lettera dall'Italia » (Interrogations, n. 3, giugno '75). Co-autore con L. Lanza, di « IRI nazionalizzazione all'italiana » (Interrogations, n. 1, dicembre '74).*

che gli esponenti di Democrazia Proletaria (1), presenti nei Consigli di fabbrica di alcune grandi industrie erano favorevoli al « presidio ». Il « presidio » è rientrato all'ultimo momento per l'opposizione della C.I.S.L. (la centrale sindacale a maggioranza democristiana) che lo riteneva inopportuno, temendo potesse apparire qualcosa di simile alla costituzione di « milizie popolari », un segno di sfiducia nella capacità di poliziotti e carabinieri a mantenere l'ordine pubblico. I sindacati hanno comunque organizzato « squadre operaie di vigilanza » nelle sedi più vicine al palazzo di giustizia. Inoltre una delegazione del Comitato Unitario Antifascista per l'Ordine Repubblicano (cui aderiscono tutti i partiti del cosidetto « arco costituzionale » — dai liberali ai comunisti — e le tre confederazioni sindacali) ha chiesto ed ottenuto di assistere al processo come una sorta di « parte civile » politica contro i brigatisti.

Grande spettacolo politico-giudiziario-poliziesco, dunque, con spiccata partecipazione della sinistra e dell'estrema (?) sinistra, e completa collaborazione della stampa, organizzato per esorcizzare i diavoli della sovversione. Tutti insieme, in nome dell'ordine pubblico, l'altro ieri contro il « pericolo fascista », oggi contro i « terroristi », le Brigate Rosse e gli « autonomi ».

In effetti, dalla precedente « lettera dall'Italia » (Interrogations n. 3, giugno 1975) ad oggi e soprattutto nel corso dell'ultimo anno, dei due elementi che allora caratterizzavano il quadro politico italiano, il *compromesso storico* ed il *pericolo fascista,* il secondo è pressochè scomparso dalla tematica degli osservatori e dei commentatori ed il binomio si è ricostituito con l'elemento « lotta armata ». Il « pericolo fascista », che è servito in varia misura e con strumentalizzazioni diverse ma alla fin fine complementari, si è sgonfiato, confermando quanto dicevamo in quella lettera. Dei due aspetti, quello « golpista » è rientrato e nei diversi processi in corso contro i fascisti implicati in « trame nere », stragi, ecc. risulta sempre più chiaro, anche agli osservatori meno maliziosi, che i servizi segreti seguivano da presso tutte le « trame », aiutandole ma nel contempo tenendole sotto controllo e smantellandole al momento « opportuno » (secondo gli interessi del regime); mentre il processo di crescita dell'M.S.I. (il partito di estrema destra) s'è invertito in un processo di calo elettorale costante e genera-

(1) Un cartello elettorale ed un coordinamento post-elettorale fra i quattro principali partitini marxisti-leninisti.

lizzato. In cambio, gli episodi di « guerriglia rossa » si sono moltiplicati ed aggravati in una *escalation* costante, mentre parallelamente si è verificata una *escalation* della violenza offensivo-difensiva di piazza, con uso delle armi da fuoco sia da parte della polizia e dei carabinieri sia da parte dei manifestanti, e si sono visti mezzi blindati in servizio d'ordine pubblico...

A chi giudicasse la situazione italiana solo dalle cronache giornalistiche, soprattutto di alcuni periodi più « caldi », potrebbe apparire un'Italia in piena guerra civile. Il che è quanto meno esagerato. Cercherò di ridimensionare quest'immagine e di spiegare gli elementi essenziali della situazione italiana. Non è facile compito, soprattutto in poche pagine. Rinvio, del resto, alla mia precedente « lettera » per una più dettagliata esposizione ed interpretazione del quadro socio-economico-politico italiano. Qui mi limiterò a tratteggiarne l'evoluzione più recente.

* * *

Non passa giorno senza che si verifichi in Italia qualche episodio di violenza politica, in una gamma che va dagli scontri di piazza agli atti di lotta armata vera e propria, passando per una sfumatura intermedia continua che va dall'uso delle « molotov » nelle manifestazioni al sequestro di persona, dagli attentati a base di benzina e di esplosivo all'uccisione o al ferimento di personaggi di vario rilievo. Vi è, in questo, una radicalizzazione da « botta e risposta » (se la polizia bastona spranghiamo anche noi, se la polizia usa bombe lacrimogene noi usiamo le molotov, se la polizia spara spariamo anche noi); vi è una radicalizzazione da scelta politica (alla violenza oggettiva dello sfruttamento e del dominio di classe bisogna rispondere con « violenza proletaria » adeguata ed esemplare, ad esempio assaltando i « covi del lavoro nero » (2); v'è una radicalizzazione da progetto strategico. Quest'ultima è quella che fa riferimento ideale e/o organizzativo alle strutture clandestine di lotta armata, che si pongono come nuclei di aggregazione di « un partito comunista combattente ».

Le due principali organizzazioni di questo tipo sono le Brigate Rosse (B.R.) ed i Nuclei Armati Proletari (N.A.P.), le prime

(2) Vengono cosidette, nel linguaggio militante, quelle aziende che si basano sull'impiego di lavoro sottoretribuito ed irregolare, senza assicurazioni sociali e senza contratto regolare.

di più vecchia e solida struttura e con impianto prevalente al Nord, i secondi con impianto prevalente nel Centro-Sud. Entrambi di ideologia dichiarata marxista-leninista, con più frequenti riferimenti lessicali alla classe operaia le B.R., con marcato interesse per il sotto-proletariato ed i « delinquenti politicizzati » i N.A.P., esprimono il diverso ambiente socio-culturale di formazione politica e di reclutamento. Le differenze tra le due formazioni sono andate tuttavia facendosi meno nette e negli ultimi tempi si è parlato anche di una loro unificazione strategica.

A giudicare dai membri noti (arrestati o latitanti) risulta esservi in entrambe le formazioni, soprattutto nelle B.R., una forte componente di intellettuali e studenti o ex-studenti, predominante ai livelli ideologico-dirigenziali, Altre formazioni, stando alle « firme » di diverse azioni, si sono recentemente aggiunte a B.R. e N.A.P. nella scelta della lotta armata, ma è difficile stabilire se e quanto si differenzino dalle prime e se ai nomi corrispondano vere e proprie strutture organizzative.

Quali le operazioni « politico-militari » (per usare il loro linguaggio) di questi movimenti clandestini? Fino a due anni fa, tranne un paio di episodi clamorosi, le loro azioni si sono limitate a qualche attentato dimostrativo ed a rapine di autofinanziamento, mentre, a giudicare dagli sviluppi successivi, si dedicavano soprattutto ad un lavoro meno vistoso ma non meno importante di tipo logistico-organizzativo: allestimento di basi, rifornimento di armi, strutturazione della rete clandestina e semiclandestina di appoggio, ecc. Poi, recentemente, quell'escalation di sequestri — sia di natura politica sia di autofinanziamento — e di attentati a magistrati, poliziotti, giornalisti, avvocati, funzionari, che risulta dalla cronaca e che appare palesemente rispondere al passaggio ad una fase diversa della strategia armata. All'impianto ed al rafforzamento organizzativo segue l'attacco di tipo « terroristico », in preparazione della guerra civile vera e propria.

Sinora nè grandi capitalisti, nè uomini di governo, nè noti politicanti di regime nè alti ufficiali sono stati oggetto di attentati e ciò, che è in contraddizione con la dichiarata volontà di « portare l'attacco al cuore dello Stato », è presumibilmente da attribuirsi più che alle misure di difesa di questi personaggi ad una logica che calibra e prevede (o crede di prevedere) azioni e reazioni, in una progressione programmata e finalizzata della lotta armata.

Quale la forza delle organizzazioni clandestine? Amici e

nemici, organi repressivi dello stato e simpatizzanti della lotta armata tendono per opposti motivi a sopravvalutarla. Quello che è certo è che attualmente un paio di centinaia di supposti membri di organizzazioni clandestine (« bande armate ») di estrema sinistra sono in galera — compresa la maggior parte dei « capi storici » — e ciononostante le azioni armate segnano una progressione. Si può verosimilmente supporre che queste organizzazioni contino su qualche altro centinaio di militanti e simpatizzanti « attivi » oltre che su un'area di alcune migliaia di simpatizzanti « passivi »(senza contatti con le organizzazioni), un'area di più facile quantificazione perchè si manifesta pubblicamente o quasi.

Non è poco, se si considera che un paio di anni fa la scelta della lotta armata era limitata a poche decine di persone. Non è poco se si pensa che la lotta armata in nessun paese occidentale (ad eccezione dell'America Latina e del Nord-Irlanda) ha avuto tale estensione. Non è molto se si considera che lo sbocco che si prefigge la strategia della lotta armata è la guerra civile in tempi piuttosto brevi. Non è molto se si pensa che tutte le organizzazioni (partiti e sindacati) della sinistra sono irreversibilmente riformiste ed inequivocabilmente e solidamente egemoni nella classe operaia e che la stessa sinistra post-sessantottesca rifiuta quasi unanimemente la scelta della lotta armata e gli uni e gli altri collaborano con la repressione statale per fare terra bruciata intorno ai « guerriglieri » e nel rifiutarne addirittura la parentela ideologica.

Pochi o tanti che siano o si valutino i brigatisti rossi, resta il fatto che anche qualora fossero tre-cinque-dieci volte più numerosi, la loro strategia sarebbe comunque fallimentare, perchè si basa su una errata valutazione degli effetti della lotta armata oggi in Italia. Cercando di « leggere », al di là dei proclami, la loro strategia, possiamo verosimilmente supporre che, con il terrorismo, essi perseguano schematicamente questi scopi: 1) fare fallire la strategia riformista del P.C.I. (significativa la scelta delle vittime degli attentati nel ceto medio di professionisti e funzionari); 2) tramite la delusione per questo fallimento e tramite l'inasprimento repressivo, fare « ritornare » una parte dei comunisti su posizioni di opposizione antisistema; 3) indurre una progressiva radicalizzazione della lotta poltica ed economica e « provocare », in crescendo, il regime sino ad uno sbocco da guerra civile nella quale assumere il ruolo di nucleo direttivo « politico-militare ».
Semplice... ma sbagliato. Sbagliato, voglio dire, non solo in una prospettiva *sociale* libertaria, qual è la nostra, ma anche in una prospettiva *politica* autoritaria qual è la loro. In primo luogo non sembra che finora il P.C.I. (e la sua strategia riformista) sia stato danneggiato dall'intensificarsi della violenza politica: anzi ne è stato sinora rafforzato, grazie alla sua immagine — ed alla sua sostanza — di partito d'ordine. In secondo luogo la repressione dei Paesi « democratici » tardocapitalisti è una repressione differenziata, come ha dimostrato esemplarmente la Germania, cioè una repressione che sa usare il pugno di ferro contro le minoranze ribelli senza coinvolgere direttamente il proletariato, ottenendone così la neutralità o addirittura l'adesione emotiva, attraverso l'uso dei *mass-media* e la collaborazione dei partiti e dei sindacati riformisti. Così la « provocazione armata » rischia di ritorcersi (e nelle altre esperienze s'è ritorto) proprio contro il dissenso radicale, armato o no che sia, contro l'opposizione rivoluzionaria al sistema, sia come restrizione degli spazi di libertà legale, sia in termini di agibilità politica tra le masse sfruttate. Il sistema cioè si ricompone in equilibrio secondo la logica dell'evoluzione tendenzialmente autoritaria e totalitaria dello stato tardo-capitalistico. Così un certo effetto positivo *destabilizzante* — sia politico sia psicologico — della lotta armata viene annullato da simmetriche ed opposte reazioni *stabilizzanti* istituzionali e psicologiche.

* * *

S'è detto più sopra che l'estrema sinistra (quella che, fino ad un anno fa, quando « conquistò » sei scranni in parlamento, si chiamava sinistra extra-parlamentare) condanna la lotta armata quasi unanimemente e con rabbia quasi pari a quella del P.C.I. Fa eccezione, pressochè esclusivamente, quella che viene detta « area dell'autonomia » o più sinteticamente « autonomia », una parte dei cui aderenti fa pubblica esibizione di simpatia per la lotta armata.

Questa « autonomia » è una realtà molto eterogenea. Passata nel giro di due anni da alcune centinaia ad alcune migliaia di militanti e simpatizzanti, è salita alla ribalta della cronaca come la più recente e la più radicale espressione dell'estrema sinistra. La quale estrema sinistra accusa l'autonomia di provocazione e ne aggredisce anche fisicamente i militanti. Non è una vera organizzazione, ma piuttosto un movimento composito (ci si ritrova dal libertario allo stalinista) e organizzativamente poco istituzionalizzato e gerarchizzato, per lo meno for-

malmente. Alla sua origine c'è stato (ed al suo interno agisce in funzione quasi direttiva) un nucleo più omogeneo, un « quasi-partito » che, per l'appunto lavora nella prospettiva marx-leninista di fondazione del « vero partito proletario »... il cinquantesimo o giù di lì da cent'anni a questa parte. Questo nucleo centrale (« Autonomia Operaia ») (3), si è costituito sulla linea di alcuni ex-militanti di Potere Operaio, un'organizzazione extra-parlamentare scioltasi qualche anno fa.

Nel « gioco dei bussolotti » del microcosmo marx-leninista, l'autonomia è venuta ad occupare la posizione più estrema, per molti versi, ed ha così raccolto una parte dei militanti di altre organizzazioni, delusi dall'evoluzione istituzionale e perbenista dei loro partitini ed ha attratto una parte del nuovo dissenso giovanile che è esploso nel corso dell'ultimo anno.

Al solito, nonostante l'aggettivazione « operaia », l'autonomia è, come gli altri movimenti postsessantotteschi, composta solo minoritariamente da operai, anche se conta su nuclei di lavoratori che in talune realtà aziendali ed in taluni momenti di lotta hanno avuto un ruolo di agitatori di un certo rilievo.

Non è tuttavia per questa loro presenza sul luogo di lavoro che gli autonomi si sono fatti la fama di *enfants terribles* dell'estrema sinistra, ma per il loro comportamento in piazza. Come le organizzazioni tipo B.R. cercano di « radicalizzare lo scontro » con le azioni di lotta armata, così gli autonomi si prefiggono o sembrano prefiggersi lo stesso scopo con la « violenza proletaria di massa », che concretamente ha significato violenza di piazza attuata per lo più con azioni di *commandos* collaterali alle manifestazioni.

Dall'uso delle molotov una parte degli autonomi è passata, negli ultimi mesi, all'uso delle pistole, spesso in mano a ragazzi di 17/18 anni, non senza discussioni e contrasti interni. Soprattutto il settore realmente operaio dell'autonomia sembra opporsi a questa versione politica del *western* all'italiana, dove lo sceriffo non è certo da meno: decine di poliziotti in divisa ed in borghese hanno sparato nel corso delle ultime manifestazioni. Ci sono state prese di posizione pubbliche,

(3) Come espressione lessicale, detto tra parentesi, « Autonomia Operaia » ha avuto un successo ed una diffusione ben superiore all'omonima organizzazione ed è entrata nella sloganistica scritta ed urlata dell'estrema sinistra nel suo complesso, probabilmente per la sua sostanziale genericità che copre diverse interpretazioni del già vago significato originario.

anche in seno all'autonomia, di sganciamento politico di « quelli della P. 38 » (che è la sigla di una pistola che pare entusiasmarli in modo particolare). Il che ha un po' stupito tutti, dacchè il segno distintivo collettivo degli autonomi nelle manifestazioni è la pistola simulata con tre dita della mano destra. E' anche vero però che, come dicevamo, l'area dell'autonomia è estremamente composita e dietro la liturgia comune dei segni bellicosi e degli slogan truculenti e dei « servizi d'ordine » agguerriti c'è un po' di tutto, dal sindacalista rivoluzionario, al simpatizzante delle Brigate Rosse, compresi quelli che sono l'uno e l'altro insieme e quelli che non sono nè l'una cosa nè l'altra.

* * *

L'« estremismo » degli autonomi ha espresso parzialmente (o comunque vi si è legato partecipandovi dall'interno) un fenomeno di « nuovo dissenso » assai più ampio, espressione a sua volta di un ancor più ampio fenomeno sociale.

A partire dallo scorso autunno il riflusso strisciante del dissenso extra ed anti-istituzionale (un riflusso che era causa ed effetto insieme del progressivo svuotamento della carica sovversiva del movimento post-sessantottesco e dell'evoluzione neo-riformista dei partitini nati da quello, nonchè della « crisi della militanza » nell'estrema sinistra) ha segnato una battuta d'arresto e progressivamente si è sviluppata una tendenza opposta. Schematicamente il nuovo dissenso si è espresso in tre ambiti: quello dei giovani emarginati di alcune realtà metropolitane (Milano e Roma soprattutto), quello degli studenti universitari e quello dei lavoratori.

Il primo ambito di rivolta si è espresso tra l'ottobre ed il dicembre scorsi, nella nascita di « circoli giovanili » che riunivano studenti medi e sottoproletari della periferia e dell'*hinterland* urbano in azioni tra il ludico e l'aggressivo: occupazioni di case sfitte per farne centri di ritrovo alternativo per i giovani, espropri « di massa » (cioè di gruppo) di capi d'abbigliamento e di alimenti e bevande, « autoriduzioni » collettive del prezzo di spettacoli cinematografici e di concerti musicali... In una specie di versione sovversiva del consumismo post-industriale, i giovani proletari rivendicavano il diritto al « lusso » ed alla « cultura ». Con una manifestazione organizzata per contestare la « prima » del Teatro Alla Scala di Milano (che è una tradizionale esibizione di lusso padronale), una manifestazione vietata dalla questura e finita in scontri violenti con la polizia ed in numerosi arresti e condanne, i cir-

coli giovanili toccano il massimo della notorietà ma anche il massimo dello sviluppo. Per vari motivi, non ultimo il settarismo delle organizzazioni dell'estrema sinistra riprodottosi all'interno dei circoli come volontà egemonica, il movimento rientra.

All'inizio di quest'anno esplode la ribellione nelle Università. La scintilla occasionale è la protesta contro un progetto di riforma governativo dell'Università. Il fuoco si accende dapprima a Roma ed in alcuni atenei meridionali ma si propaga ben presto a quasi tutta la penisola. E' sempre a Roma tuttavia che il movimento si esprime con forme più originali e con intensità e durata più accentuate. Anche a Bologna, nel marzo, la lotta degli studenti assume per qualche giorno aspetti drammatici: la polizia spara ed uccide, alcuni studenti assaltano un negozio d'armi e sparano anch'essi... l'ordine viene riportato coi mezzi blindati fatti intervenire con il consenso del sindaco comunista. A Milano, che pure ha sempre espresso sin dal '68 la più alta combattività studentesca, la nuova ondata di ribellione trova rispondenza piuttosto contenuta e per lo più come reazione di protesta per la brutalità repressiva e gli omicidi polizieschi. Il fatto è che il nuovo dissenso universitario a Roma non solo nasce da condizioni di più profondo e diffuso disagio studentesco, per una più vistosa inadeguatezza delle strutture e per una più esigua prospettiva di sbocchi professionali, ma soprattutto si sviluppa nella quasi assenza di canali istituzionali o neo-istituzionali (della sinistra e della estrema sinistra). Così la rivolta si esprime in modo « selvaggio » e per molti versi spontaneamente libertario (4); incontrollata, tocca elevati livelli di radicalizzazione. Esemplare il trattamento riservato al comunista Luciano Lama, segretario nazionale della C.G.I.L., costretto ad abbandonare precipitosamente la città universitaria con i « poliziotti rossi » del suo servizio d'ordine, dopo che questi ultimi avevano cercato di zittire con la forza la contestazione degli studenti. Significativo è il fatto che anche all'Università di Bologna fossero pressochè inesistenti le strutture organizzative della nuova sinistra m.-l. e ci fosse una tradizione di « pax universitaria » attribuita come merito all'amministrazione comunista e che, infine, tra i protagonisti del nuovo dissenso vi sia stata una fortissima componente di studenti meridionali di « emigrazione » universtaria, molti dei quali studenti-lavoratori.

(4) Ottengono un certo successo ed una certa notorietà in una prima fase della rivolta gli « indiani metropolitani » una specie di *provos* dalla prassi e dal linguaggio dissacranti ed ironicamente provocatori.

Meno appariscente ma non meno importante dei primi due è il terzo aspetto del nuovo dissenso, quello proletario. Da un anno a questa parte si vanno accentuando i sintomi di una crescente difficoltà per le burocrazie sindacali ad ingabbiare la combattività dei lavoratori. Si è sviluppata una notevole tensione interna al sindacato tra la dirigenza confederale ed una parte di militanti e quadri intermedi, che contestano la linea troppo conciliante dei vertici. Ma soprattutto, mentre nel complesso la conflittualità operaia, seppure tra i malumori della base, tende a ridursi nella linea di relativa tregua sociale stabilita dai comunisti, nel contempo aumentano paradossalmente gli episodi di lotte autonome condotte al di fuori del controllo della burocrazia sindacale o addirittura contro di essa con casi limite di duri attacchi reciproci. Queste lotte si verificano anche in singoli reparti di industrie a forte e radicata presenza sindacale, ma si sviluppano soprattutto in categorie particolarmente disagiate ed a presenza sindacale ridotta o particolarmente « collaborazionista ». Un esempio: i lavoratori ausiliari ospedalieri di Milano conducono da quasi un anno una dura lotta autogestita, senza e contro i sindacalisti che hanno dimostrato chiaramente di volere congelare una vertenza che ha come controparte degli amministratori social-comunisti.

* * *

Tuttavia, se è importante, nella nostra prospettiva, e sintomatico che il nuovo dissenso si manifesti con episodi di lotta extra-sindacale anche tra i lavoratori, bisogna riconoscere, per dimensionare correttamente il fenomeno nel quadro sociale complessivo, che tali episodi rimangono l'eccezione. La regola è il ripiegamento delle lotte proletarie su posizioni difensive in sintonia sostanziale con la politica sindacale. Anche in questo caso le scelte delle organizzazioni e le scelte della classe operaia si influenzano e si rafforzano reciprocamente e sono entrambe determinate dalla persistente crisi economica; una crisi che si trascina da anni, palesando in ciò la sua natura più strutturale che congiunturale, una crisi la cui soluzione appare ancora lontana e dolorosa.

La crisi si manifesta nel binomio « perverso » stagnazione-inflazione, che significa per gli sfruttati contemporaneamente disoccupazione e riduzione del potere d'acquisto dei salari. Questa riduzione è stata sinora molto contenuta per la maggior

parte dei lavoratori (per alcune categorie più forti o di settori privilegiati è stata addirittura nulla), perchè il meccanismo della « scala mobile » ha sinora consentito un'aggiornamento automatico (di un terzo-metà dell'effetto inflattivo), integrato dagli aumenti contrattuali. Ben inteso, se anche l'effetto diretto dell'inflazione sul salario reale è stato sinora contenuto (ma fino a quando?), esso può pesare comunque per altre vie sul proletario in termini di reddito *famigliare*, laddove ad esempio colpisce pesantemente il potere d'acquisto delle pensioni...

Analogamente, la stagnazione produttiva crescente non si è espressa sinora nella tradizionale forma dei licenziamenti collettivi: vi si è opposta la forza operaia organizzata sindacalmente e politicamente. La disoccupazione ha così preso un'altra via prevalente, quella del blocco delle nuove assunzioni. E' la disoccupazione giovanile (che, tra l'altro, si trasferisce anch'essa sui redditi familiari proletari) a fare da serbatoio per la ridotta capacità di assorbimento di manodopera del sistema produttivo.

Beninteso la crisi è stata scaricata anche altrimenti, ad esempio sui lavoratori precari, ed ha colpito più pesantemente al Sud che al Nord, più le donne che gli uomini... in breve, ha grosso modo colpito più pesantemente le categorie, i settori, le zone più deboli perchè marginali o emarginati dalla produzione e/o scarsamente tutelati o del tutto privi di tutela sindacale, mentre ha sostanzialmente risparmiato il grosso della classe operaia organizzata. Tra i vari meccanismi « selettivi » della crisi economica ci interessa in modo particolare quello della disoccupazione giovanile, perchè ci consente la comprensione del nuovo dissenso degli emarginati e degli studenti che della crescente disoccupazione sono vittime presenti o future, che vivono cioè già la realtà più o meno drammatica ma sempre frustrante della disoccupazione o la vivono come futuro prossimo.

Un aspetto particolare di questa disoccupazione è che in essa è andata e va crescendo assai più che proporzionalmente la quota di aspiranti lavoratori « intellettuali » cioè di diplomati e laureati. Così si intreccia alla crisi economica la crisi della scuola italiana, facendo dello studente medio un frustrato, la cui frustrazione può trasformarsi in rivolta. Alla fine degli anni '60, alla duplice spinta delle esigenze oggettive del sistema produttivo e della contestazione studentesca, il governo reagì con misure temporanee di rappezzo delle strutture scolastiche e con demagogiche « aperture » che nel breve termine

attenuarono la tensione ma nel medio termine aggravarono la situazione. Apparentemente cioè, venne adottata ed applicata una filosofia del « diritto allo studio » che apriva la via alla « scolarizzazione di massa ». Le scuole medie superiori e le università si gonfiarono di studenti che perseguivano un obiettivo di emancipazione individuale attraverso il titolo di studio. Nelle grandi città, soprattutto, si generalizzò questa grande illusione collettiva: ad esempio a Milano quest'anno, secondo una stima approssimativa, circa due terzi dei giovani tra 15 e 20 anni frequentano una scuola media diurna o serale. Grande illusione, perchè è evidente che in una società gerarchica la via dell'emancipazione individuale non può che essere aperta ad una ristretta minoranza, anche in una società a più libera mobilità verticale di quanto non sia quella italiana. Grande illusione, perchè nella migliore delle ipotesi, una società gerarchica non può esprimere altro che modelli meritocratici di scuola, almeno per quanto riguarda la trasmissione del sapere socialmente significativo (significativo in termini di potere e di privilegio). Grande illusione, perchè il diritto di tutti all'istruzione superiore è legato, come possibilità reale, al dovere di tutti al lavoro manuale, cioè alla distruzione della divisione gerarchica del lavoro sociale... cioè alla rivoluzione egualitaria e libertaria. La politica scolastica in Italia, che negli scorsi anni ha scelto la via provvisoria di una demagogica e illusoria scolarizzazione di massa, ha prodotto in realtà una massa di disoccupati o futuri disoccupati sfornando diplomati e laureati in misura superiore agli effettivi ruoli sociali corrispondenti, oltre tutto di qualità professionali insoddisfacenti ed in una fase di ristagno dello sviluppo economico.

Ora il governo deve/vuole riformare la scuola secondo modelli più funzionali alle esigenze produttive ed al sistema sociale, ma questi modelli non possono che essere selettivi (con una selezione di tipo meritocratico nella migliore delle ipotesi) e dunque stroncare la grande illusione collettiva della scuola come « ascensore sociale » aperto a tutti, scatenando prevedibili reazioni. D'altro canto l'alternativa di continuare a produrre in numero crescente diplomati e laureati senza sbocchi professionali è altrettanto — e forse più — pericolosa in termini di destabilizzazione sociale.

* * *

Dalla lotta armata agli autonomi, dal nuovo dissenso alla crisi economica e scolastica, abbiamo esaminato gli elementi

politici extra-istituzionali e gli elementi oggettivamente destabilizzanti della situazione italiana (e gli anarchici? *dulcis in fundo* li riserviamo a chiusura della « lettera »). Resta da esaminare il quadro politico istituzionale, in funzione soprattutto della strategia riformista del P.C.I. del « compromesso storico ».

La « lettera » del '75 si chiudeva con delle previsioni sul voto alle elezioni amministrative e regionali del 15 giugno successivo: calo della D.C. dal 38,7 al 35 per cento e aumento del P.C.I. dal 27 al 30 per cento. In effetti per la D.C. la previsione è risultata esatta, ma il successo dei comunisti ha superato la previsione, raggiungendo il 32%. Il *trend* di crescita del P.C.I. è continuato anche con le elezioni politiche del 20 giugno '76 che gli hanno dato il 34,4%, però nel contempo la D.C. è imprevedibilmente risalita al 38,7%. La polarizzazione dell'elettorato italiano ha raggiunto così la sua vetta più alta, con oltre il 73 per cento di voti concentrati sui due principali partiti ed il resto suddiviso tra un partito socialista (P.S.I.), in costante declino da trent'anni e ridotto ormai a meno del 10%, ed a una mezza dozzina di altri partiti minori.

Consistentemente ridimensionato l'M.S.I. neofascista, quasi scomparso il P.L.I. (« liberali » di centro-destra), stabili i repubblicani, in sfacelo i socialdemocratici, un deludente 1,5% al cartello d'estrema sinistra « Democrazia Proletaria ». I dirigenti di quest'ultima si aspettavano almeno il 3%, gli entusiasti militanti e simpatizzanti ancora di più. In realtà D.P. ha avuto un buon successo solo tra i giovani fra i 18 ed i 25 anni, dei quali ha raccolto, secondo stime, quasi il 10% dei voti. Un sorprendente 1,1% al micropartito radicale.

Accentuato polarismo, dunque, ma di tipo particolare « all'italiana », « bipartitismo imperfetto » perchè la natura particolare del polo opposizionale, il P.C.I., ha reso sostanzialmente « monopartitico » il sistema. Nonostante la marcata evoluzione in senso socialdemocratico del P.C.I. abbia reso meno drammatica l'alternativa di sinistra agli occhi di una porzione crescente di italiani, nonostante un disprezzo quasi generale per la corruzione e l'inefficienza della D.C., la pregiudiziale anticomunista continua a mantere i democristiani al governo.

Un interessante — ed a prima vista valido — sondaggio d'opinioni dell'agenzia Makno (si chiama proprio così, ma non ha nulla a che vedere con il nostro Nestor Ivanovic), fatto nello scorso maggio, dà un'utile interpretazione dell'atteggiamento politico degli italiani dietro ed al di là delle cifre elettorali.

Schematizzanto le scelte in quattro tipi politici fondamentali « radicali di sinstra » (o « innovatori aggressivi »), « riformisti d'ordine », « conservatori moderati » e « radicali di destra » (o « reazionari aggressivi »), risultano appartenere alle due categorie estreme rispettivamente il 12% ed il 9%, mentre appartiene al « partito » dei riformisti d'ordine una sostanziale maggioranza (44%) di italiani ed un 39% ai conservatori moderati.

Dalla scelta politica a quella partitica, il comportamento dell'italiano si complica e si intreccia. Infatti i « radicali di sinistra » si dividono tra il P.C.I., il P.S.I. e D.P. (il quale, con il suo misero 1,5% è l'unico partito — anzi insieme di partiti: P.D.U.P.-Manifesto, Avanguardia Operaia, Lotta Continua e Movimento Lavoratori per il Socialismo — ad esserne esclusivamente composto); metà dei riformisti d'ordine votano P.C.I. (di cui vanno a costituire ben il 75% dell'elettorato), ma un quarto abbondante vota D.C. (la quale a sua volta assorbe due terzi dei voti conservatori moderati e quasi metà dei reazionari). L'M.S.I. (che nel frattempo per una scissione ha perso un terzo di elettori, del tipo conservatore) si prende i residui reazionari. Gli altri partiti si dividono in varia misura i residui voti riformisti e conservatori. Una bella confusione. Semplificando, si può solo dire che il P.C.I. è il principale polo di riferimento dei riformisti e la D.C. dei conservatori, ma anche così non ne sappiamo molto di più sulla plausibilità della strategia del compromesso storico se non che ad esso, nella D.C., gli può essere favorevole senza difficoltà la minoranza d'estrazione riformista e intransigentemente contraria la minoranza d'estrazione reazionaria.

Torniamo alle cifre elettorali. Anch'esse sono ambivalenti in termini di compromesso storico: da un lato gli sono favorevoli, apportando al P.C.I. una nuova fetta di elettorato riformista, a conforto della sua linea politica socialdemocratizzante, ma dall'altro lato vi si oppone il rafforzamento della D.C. con voti inequivocabilmente anticomunisti, sottratti all'M.S.I. ed ai partiti « laici » minori di centro.

Lasciamo di nuovo le cifre e passiamo a considerare i reali rapporti di potere negli organi centrali e periferici. Su questo piano indubbiamente l'equilibrio si è spostato a favore del P.C.I., che ormai « governa » in partnership egemonica sulle principali città italiane (Milano, Torino, Roma, Napoli, Genova, Bologna, Venezia...) e su un consistente numero di regioni. Il che non vuol dire semplicemente potere politico-amministra-

tivo, ma anche politico-economico, cioè la dirigenza di enti pubblici (ospedali, banche, aziende di trasporto, ecc.). Questo però non significa necessariamente « compromesso storico » più vicino, anche se indubbiamente significa che è stata attribuita al P.C.I. una maggiore « quota » in quella cogestione sostanziale del potere esercitata costantemente negli ultimi 30 anni. Tuttavia, in diverse situazioni locali sono maturate vere e proprie soluzioni di « compromesso » o di quasi-compromesso: ad esempio nel governo regionale lombardo il P.C.I. non ha assessori, però fa parte della maggioranza, cioè partecipa alle decisioni politiche.

La fantasia bizantina dei politicanti italiani sta producendo continue formule di transizione verso il compromesso, anche a livello del potere centrale. Qui, dopo li 20 giugno, è stato costituito un ennesimo governo democristiano (di cui però alcuni ministri sono « tecnici », sempre democristiani ma « non sgraditi » alle sinistre) che si regge sulla « non-sfiducia » del P.C.I., cioè non sul voto a favore ma su un'astensione concordata sia del P.C.I. sia del P.S.I. sia dei partiti laici minori. A passettini appena percettibili il compromesso avanza — o forse sembra solo avanzarsi — con dimostrazioni di pazienza infinita sia da parte dei democristiani (nel rifiutarsi all'abbraccio palese, pur fornicando in privato e nell'inventare sempre nuove tappe intermedie di un processo di transizione che tende all'infinito), sia da parte dei comunisti (che sembrano altrettanto gesuiticamente abili nell'accettare una marcia che va progressivamente rallentando con l'avvicinarsi alla meta, fino a movimenti appena percettibili della mente umana). L'ultima mossa è quella che in questi giorni vede impegnato il governo a discutere con gli altri partiti della « non-sfiducia » (cioè fondamentalmente il P.C.I.) un suo programma sui temi chiave della politica economica e dell'ordine pubblico. La prossima mossa sarà forse un rimpasto governativo, con l'introduzione di altri ministri « tecnici » vicini al P.C.I. Poi forse un governo d'emergenza nazionale che includa, con gli altri partiti dell'astensione anche qualche comunista, magari al ministero del lavoro o del bilancio (visto che tutto sommato sono più « austeri » dei democristiani). Poi chissà... Quello che è certo è che i democristiani tireranno la corda ai limiti del possibile, per logorare il P.C.I., invischiandolo in compromessi sostanziali (a tutela della « pace sociale », a difesa dei sacrifici necessari a risolvere la crisi, a copertura da sinistra delle misure legislative poliziesche di

« germanizzazione »...) senza concedersi al compromesso formale della sua partecipazione diretta al governo.

Se da parte democristiana i tempi lunghi offrono solo vantaggi, da parte comunista vi sono vantaggi e svantaggi in misura difficilmente prevedibile. Al rafforzamento di potere reale, all'assuefazione progressiva dell'opinione pubblica moderata, all'attrazione esercitata su settori crescenti del ceto medio impiegatizio e tecnico e sulla tecno-burocrazia, all'attenuazione dell'opposizione americana, si contrappongono il logorio delle aspettative, l'insofferenza della base operaia, la compromissione e l'inquinamento inevitabili e crescenti, possibile inversione di tendenza dell'elettorato...

Complessivamente tuttavia il « compromesso storico » rimane l'ipotesi più probabile. Sia perchè la D.C. senza — o peggio ancora contro — il P.C.I. non potrebbe governare nè in Parlamento (non è possibile aritmeticamente una maggioranza di centro, nè politicamente una di centro-sinistra per il rifiuto categorico del P.S.I.), nè tanto meno nel Paese reale », nè superare la crisi economico sociale (5). Sia perchè un'alternativa di sinistra è aritmeticamente impossibile e politicamente pericolosa (il P.C.I. tiene in gran conto l'esperienza cilena). La prospettiva del compromesso clerico-comunista è tutt'altro che entusiasmante: l'atmosfera italiana si farà ancora più asfittica. In cambio però il P.C.I. ed i sindacati non potranno più giocare sul doppio tableau del regime e dell'opposizione e dovrebbe allargarsi uno spazio politico alla sinistra del P.C.I. potenzialmente rivoluzionario, anche se già Democrazia Proletaria si presenta, giustamente, come erede del P.C.I. e conta di recuperarlo al suo « neo-riformismo ».

* * *

Per concludere queste brevi note, qual è lo stato del movimento anarchico, a due anni di distanza dalla precedente « lettera »? Quantitativamente il movimento è pressochè « stazionario », ma con una tendenza al « miglioramento » per dirla in linguaggio meteorologico. I due più diffusi organi di stampa, — Umanità Nova (organo della Federazione Anarchica Italiana) ed A rivista anarchica (che fa riferimento ai Gruppi Anarchici Federati), entrambi con una tiratura attorno alle

---

(5) Ricordiamo che i due rami del Parlamento sono attualmente presieduti rispettivamente da un comunista e da un democristiano.

12.000 copie —, dichiarano un costante seppure modesto incremento nelle vendite. Un mese fa una manifestazione nazionale contro il terrorismo di stato, indetta dagli anarchici a Pisa, ha raccolto dietro le bandiere nere e rossonere cinque-seimila compagni venuti un po' da tutt'Italia ma soprattutto dal Centro-Nord. Tanti quanti ne avevano riuniti, tutti insieme, i partitini di D.P. che avevano aderito alla manifestazione. Beninteso, gli anarchici non sono nè cinquemila nè dodicimila. Essi sono di più e di meno. Di più (15-20.000 secondo una stima approssimativa) se si considera l'« area libertaria » cioè coloro che in modo più o meno coerente e complessivo fanno riferimento all'anarchismo, ma senza collegamenti organici con il movimento anarchico. Di meno, considerevolmente di meno, se si valuta solo il movimento anarchico in senso stretto, cioè solo i compagni che fanno parte di qualche struttura organizzativa anarchica — gruppi, circoli, collettivi, nuclei, ecc.

La composizione del movimento è sempre prevalentemente giovanile (più ancora marcatamente giovanile l'area libertaria) e a maggioranza studentesca (diciamo oltre metà) ma crescente è la presenza di lavoratori « manuali » in senso lato e consistente anche la presenza di tecnici ed insegnanti (per lo più ex-studenti anarchici giunti al diploma od alla laurea).

I rapporti tra gruppi e federazioni sono nel complesso discretamente buoni, vale a dire che il « tasso di rissosità » interna del movimento è molto basso e le polemiche negli ultimi anni non sono di norma uscite dagli ambiti della correttezza reciproca. Il coordinamento e la collaborazione tuttavia non sono progrediti in proporzione alla diminuita tensione interna. Proprio alla fine dello scorso anno una proposta di assemblee nazionali di movimento (come prima forma concreta di collegamento), avanzata dai G.A.F., è stata respinta dalla F.A.I. che l'ha ritenuta « immatura ». Anche i tentativi di collegamento settoriale (lavoratori, studenti, donne, ecc.) non hanno dato sinora grandi frutti.

La presenza nelle lotte sociali degli anarchici è ancora quasi insensibile se si escludono fenomeni episodici limitati nel tempo e nello spazio (ad esempio tra i lavoratori ausiliari in alcuni ospedali milanesi, ad esempio nel movimento degli studenti a Roma, Palermo, Bologna, Bari...) ma non è forse eccessivamente ottimistico ritenere che sia in atto un notevole e crescente sforzo di intervento nei vari ambiti del conflitto sociale ed anche un impegno a superare l'episodicità ed improvvisazione di questo intervento. Uno sforzo che potrebbe

dare, nel prossimo futuro, dei frutti di chiarezza e di recupero all'area propriamente libertaria degli elementi antiistituzionali e potenzialmente o confusamente antiautoritaria del « nuovo dissenso ».

Il grande compito degli anarchici in Italia oggi è, crediamo, proprio questo, di occupare quello spazio rivoluzionario lasciato progressivamente libero non solo dal P.C.I. ma anche da quegli ex-extraparlamentari che, alla sinistra del P.C.I. ne seguono il progressivo spostamento a destra, e che non può essere lasciato al disperato irrealismo della P.38 od all'irrealistico militarismo del « partito combattente ». Si tratta, come diceva il titolo di un editoriale dell'ultimo numero di A, di costruire « l'alternativa libertaria tra neo-riformismo e lotta armata ».

Giugno 1977.

RESUME

Pendant les deux dernières années, la situation italienne a été caractérisée par une forte escalation de la violence politique, à tel point que quelque observateur étranger pense que l'Italie soit proche de la guerre civile. En réalité, on exagère la dramaticité de la situation (pour des motifs opposés), aussi bien de la part des partisans du combat armé que de celle des responsables de l'ordre public: les premiers espèrent accélérer ainsi la maturation des conditions révolutionnaires, les autres sont décidés à utiliser tout « désordre » pour des buts répressifs.

Les principales organisations clandestines qui se vouent à la lutte armée contre l'Etat sont aujourd'hui les Brigades Rouges (BR) et les Noyaux Armés Prolétariens (NAP), tous deux de matrice marx-leniniste, mais différentes en ce qui concerne le milieu de recrutement et les zones d'intervention. L'auteur tente une analyse de la stratégie de ces organisations, qu'il considère une faillite, tant du point de vue « politique-autoritaire » que dans une perspective « sociale-libertaire ».

Hors de la guerrilla urbaine, la violence politique se manifeste aussi aus cours des manifestations dans les places, de la part de jeunes,

connus comme « autonomes », qui font des actions de commandos *contre la police. C'est ceux que l'on peut considérer comme l'expression « extrémiste » d'une « nouvelle opposition », qui va en se développant parmi les jeunes émarginés, parmi les étudiants sans perspectives d'emploi, et même (bien qu'en ton mineur) à l'intérieur de certaines de travailleurs, c'est à dire des catégories sociales qui plus ont souffert de la crise économique toujours en cours. Cette nouvelle opposition, bien que se présentant confuse du point de vue idéologique, manifeste d'intéressants traits libertaires et elle n'est pas contrôlée, de toute façon, par les partis de la gauche traditionnelle.*

Après avoir considéré le rapprochement, lent mais progressif entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste, l'auteur examine la situation du Mouvement Anarchiste, dont il met en évidence la croissance quantitative, mais aussi la difficulté à s'insérer profondément dans le conflits sociaux en cours. On reconnaît toutefois l'effort des militants anarchistes pour surmonter ces obstacles, la tentative de constituer une alternative révolutionnaire et constructive entre le suicide inévitable des groupes favorables à la lutte armée, et le néo-réformisme de ceux qui la refusent.

SUMMARY

During the past two years, the situation in Italy has been marked by an escalation in political violence so much so that some foreign observers have been let to believe that the country is on the verge of civil war. In fact, the seriousness of the situation has been over dramatized (or conflicting reasons) both by the proponents of armed struggle and by the protectors of public order: the former hope to accelerate the revolutionary process, the latter are intent on using every « conflict » for repressive purposes. The main underground organizations involved in the armed struggle against the state are nowaday the Brigate Rosse (BR - Red Brigades) and Nuclei Armati Proletari (NAP - Proletarian Armed Nuclei) both of which are of a marxist-leninist ideological orientation but differ from each other in the milieu of recruitment and in their area o action.

The author attempts to analyse the strategy of these organizations which he believes will eventualy lead to failure both from a politically authoritarian point of view and from a social libertarian prospective.

Besides that of the urban guerrilla, the demonstrations in the streets also contain political violence carried out by groups of young people known as the « autonomia » who take part in commands-style raids against the police often with the use of fire arms. All this can be regarded as an « extremist » expression of a new form of dissent which has been devoloping amongst the students and even (if only of lesser relevance) amongst several categories of manual workers that are amongst the social categories most affected by the current economic crisis. This new dissent althought appearing to be extremely confused from an ideological point of view also has some interesting libertarian connotation and is not controlled by the parties of the traditional left.

The author, having noted the progress of the coming together DC-PCI (Christian Democratic Party - Italian Comunist Party), then analizes the situation of the anarchist movement which shows both its quantitative growth but also difficolties of active insertion in current social conflict. Finally the author acknowledges the efforts of the anarchist militants trying to overcome these difficulties in their attempt to build an alternative between armed struggle and neo-reformism.

RESUMEN

En los ultimos dos años, la situación italiana ha sido caracterizada por una fuerte escalation *de violencia politica, de modo que hay observadores extranjeros que quizá creen que sea próxima una guerra civil. En efecto, tanto los partidarios de la lucha armada que los representantes del orden público, tenden a dramatizar la situación, por razones opuestas: los primeros esperan acelerar la maturación de las condiciones revolucionarias, los otros quieren utilizar todo « desorden » para la represión.*

Las mas importantes organizaciones clandestinas que se dedican a la lucha armada contra el Estado, hoy son las Brigadas Rojas (BR) y los Nucleos Armados Proletarios (NAP), los dos con matriz ideologica marx-leninista, pero distintas por le que se refiere al milieu *de reclutamiento y las zonas de intervención. Análizando la estrategia de dichas organizaciones, el Autor afirma que está destinada al fracaso, tanto desde un punto de vista « politico-autoritario » que en una prospectiva « social-libertaria ».*

A parte la guerrilla urbana, la violencia politica se manifiesta también en las demostraciones en la calle: hay commandos *de jovenes, conocidos como « los autonomos » que se endrentan con la policía, empleando también armas de fuego. Se pueden considerr estos jovenes, como expresión « extremista » de un « nuevo disentimiento » que está desarrollandose entre los marginados, los estudiantes, y también (aunque en menór medida) entre algunas categorías de trabajadores, o sea entre las categorías sociales que más han sufrido por la presente crisis económica. Este « nuevo... », aunque sea muy confuso ideolojicámente, manifiesta todos libertarios interesantes y no está controlado por ningún partido de la izquierda tradicionál.*

El A. nota el acercamiento progresivo de la Democracía Cristiana y del Partido Comunista, y examina despues la situación del M. Anarquista. Afirma que este ha crecido numericamente peso encuentra dificultades para entrar activamente en las luchas sociales presentes. Sin embargo, reconoce el esfuerzo de los militantes anarquistas para superar estes obstáculos, en la tentativa de edificar una alternativa entre la lucha armada y el neo-reformismo.

3

The Ulster conflict

part 2

DAVE MANSELL

The first part of this article (see INTERROGATIONS 10) broke off in 1893 at the point where Gladstone's second attempt to bring in a Home Rule act had been defeated by Conservative-unionist majority in the British parliament's second chamber, the House of Lords. Gladstone was returned to power in August 1892 once more dependent on the votes of the Irish nationalist M.P.s for his House of Commons majority, and thus under an obligation to try to introduce Home Rule legislation. But even before the election campaign proper the mere prospect of Gladstone returning to power pledged to introduce Home Rule had galvanised Irish unionists, with the enthusiastic support of British unionists, into re-organizing themselves to resist any Home Rule proposals.

THE ULSTER CONVENTION

The first fruit of this re-organization was the promotion of a spectacle — an Ulster Convention — by the Ulster Loyal anti-Repeal Union, a front for Belfast's Conservative new industrialists and entrepreneurs. The idea of such a Convention had already been put forward at the time of the first Home Rule crisis in 1886, but not put into practice. As a further period of office for Gladstone became a distinct probability during early 1892 the idea was revived by Joseph Chamberlain (the Liberalunionist leader whose defection along with his supporters from the Liberal side had scuppered the 1886 Home Rule bill) and taken up by the ULa-RU in March 1892. In April an organizing committee, with Liberals and Conservatives equally represented, was set up. It appealed for political unity in Ulster, and called on unionists in the South to

organize a similar convention to allay any accusations of regional bias.

The covert aim of the Convention was to impose the urban politics of the Belfast industrialists on the whole anti-Home Rule movement at the expense of the landed aristocracy and gentry, and the Orange order; in fact, to bring the movement under Belfast control. "All walks of Ulster life" were intended to be represented at the Convention, but the organizing committee declined to subsidize rural delegates' travelling expenses, which ensured a majority for urban representation. In addition the committee tried to form associations throughout rural Ulster for the purpose of sponsoring delegates to the Convention, and attempted to restrict the choice of such delegates to local professional people so as to eliminate any linking of the new movement with either landlords or tenant farmers. The long term aim of this move was the creation of a new controlling class in the countryside which would, in fact, represent urban interests and act as the intermediary between the political leadership of the province and local interests.

The spectacle of the Convention itself was intended to provide an "ideology" capable of unifying the rural section of the movement with the Belfast industrial entrepreneurs and working class. The centre-piece of the show was a pavilion specially erected for the occasion in Belfast's Botanic Gardens and decorated on the outside with suitable flags and emblems and on the inside with tapestries depicting the momentous events of Protestant history. The entire event, which took place in June 1892, marked by silent mass processions to the pavilion and heavily rhetorical speeches by the pre-ordained "leaders" of the movement, was intended to articulate the concept of an "Ulster civilization" which combined "progress" and "tradition", "unity" and "diversity" (in the sense of the usual conservative hierarchical organization of social classes). The project of the Convention was the procreation of a new party — the Ulster Unionists (as distinct from *Irish* unionists) —and, in effect, the birth of a new nationalism centred around a new creation, the "Ulsterman", with a claim to self-determination.

The appeal to the working class was now more sophisticated than the crude tactics employed in 1886 when the Home Rule crisis had coincided with a severe economic depression. At that juncture it had been possible to arouse the

latent Catholic/Protestant working class rivalry by saying that Home Rule would mean the replacement of Protestants by Catholics at all levels, with Catholic control of the labour market leading to instant immiseration of Protestant workers and their families, etc. Now, in 1892, when the social conditions of the working class in Belfast were amongst the worst in the British Isles, though still not as bad as those prevailing in Dublin, the argument deployed by the Ulster Unionist leaders was that Home Rule signified not merely economic collapse but also the cutting off of the extension to the Belfast working class of social reforms which were "guaranteed" by Ireland's membership of the British Empire which meant that the "Ulsterman" enjoyed, along with his British partners, "the most advanced privileges and freedoms in the world".

The major outcome of the Convention was the setting up of a political body, the Ulster Unionist Clubs Council, to spread this message of "social imperialism" to the lower classes through the medium of clubs which bore none of the old political labels and which could integrate urban and rural sections of the populace, under the control of the local professional stratum brought forward by the pre-Convention campaign. The Clubs movement had some initial success, but in certain rural areas the clubs were taken over by the old landlord power élites, and when the 2nd Home Rule bill was defeated by British unionist mobilization of their inherited power in the House of Lords (by 419 votes to 41) in September 1893, the enthusiasm for popular activity and class unity died away along with the crisis.

THE GUNS SPEAK

Although the new organizing strength of the urban industrialists, as demonstrated by the Convention and the Clubs movement, had failed to displace the more traditional agencies of Ulster political mobilization (the landlords and the Orange Order), the Ulster Unionist Party had, during this period, staked its claim to being regarded as an alternative State to the one which was being confusedly developed in the South. Its claim to power was not only in the creation of the local Unionist associations to select delegates which survived, in embryo at least, until they were to be used again during Home Rule scares and crises of the early 20th century, but also in its first tentative steps towards forming the prerequisite of any aspirant state — a disciplined armed force.

In March 1893, at the same time as the Ulster Unionist Clubs movement was being launched, an Ulster Defence Union was set up by Ulster parliamentary representatives and local businessmen to prepare armed resistance to Home Rule. The articulation of political debate by resort to weapons was scarcely new to Ulster or to Ireland as a whole. Muskets had played a role in Ulster rural disorders of the 1830s when even the poor had been enabled to buy weapons on the instalment plan through sectarian gun-clubs. The peasants involved in the rural migrations of the 1840s had taken their guns with them to Belfast (where, incidentally many of the weapons had been manufactured or imported) where they figured increasingly in the sectarian riots chronicled in the first part of this article, culminating in the thirty-two deaths of the 1886 Home Rule riots.

The passage of the 2nd Home Rule Bill on Saturday April 22nd 1893 through the House of Commons was celebrated by the lighting of bonfires in Carrick Hill, a Catholic quarter of Belfast. The Sunday passed off peacefully, but on the Monday morning Protestant workers prevented many Catholics from working, especially in the Harland and Wolff shipyard. Soldiers and police were dispatched to the shipyard gates but instead of the violent riot which was usually prompted by the appearance of the "forces of order", the Protestant workers marched through the town singing "God Save the Queen", with nobody being seriously injured. This peacefulness as compared with 1886 was due, in part, to the activities of the Unionist Clubs Council which organized a peace movement amongst its members; and due, in part, to the fact that a new channel had been created for the expression of militant Protestantism and anti-Nationalism. Three weeks before the passage of the Home Rule Bill, there had been a march past of 100,000 loyalists at which Balfour, who had been Irish secretary in the previous, Conservative, administration delivered this message in his speech:

"I do not come here to preach any doctrines of passive obedience or non-resistance. The tyranny of majorities may be as bad as the tyranny of Kings and the stupidity of majorities may be even greater than the stupidity of Kings, and I do not think that any rational or sober man will say that what is justifiable against a tyrannical King may not, under

certain circumstances, be justifiable against a tyrannical majority".

This apologia for the use of "violence" against "democratic power" came from a man who, as Irish Secretary, had employed the "democratic power" of the British state (coercion laws, armed police) to defeat the Irish National League's "plan of campaign" (designed and animated by William O'Brien to force rent reductions for tenant farmers, mainly in the South and West). Balfour's double standard — on the one hand virtually legitimizing an extra-parliamentary militia, on the other using state power to crush a "subversive" layer of the Catholic small owners — is typical of the Machiavellian use made by British Conservative leaders of Ireland in the late 19th century and early 20th century as a pawn in their ploy to gain and retain power in Britain. Not that the Irish unionist leaders were any less Machiavellian in their intents.

KILLING HOME RULE WITH KINDNESS

When Balfour had taken office in 1887 as Irish Secretary he had promised "repression as stern as Cromwell's" to defeat the agitational activities of the National League (in fact, only three people were killed, when police opened fire on a crowd in Mitchelstown); but a major component of his strategy was to liquidate the Irish question by "killing Home Rule with kindness", by granting "concessions as great as Mr Parnell and anyone else can desire" (short of Home Rule, that is). Balfour concentrated on improving economic conditions, assuming that every Irish "native" had his price, that nationalism was "born in the peasant's cottage, where men forgive if the belly gain". Particular economic measures such as the tacking of governement sponsored light railways in the West on the network that had been developed through the rest of the country by British capitalists (to open up a new market) had the net effect of an increase in the emigration of landless labourers and the consolidation of the larger farmers. Attempts were made by the British government to foster lace-making, knitting, weaving and fishing to provide the landless with some economic basis for staying put. In this they were supported by the Roman Catholic clergy who felt that the pastoral care of their flocks could only be ensured in a rural setting away from the atheistic influence of the "big cities"

in Britain and America. Ironically the priests' attempt to improve living standards coupled with the failure of government-sponsored schemes once subsidies were withdrawn, probably encouraged the emigration they were designed to reduce.

The tenant farmers, however, were determined to stay put, and to increase the viability of their farms. In 1896 rent reductions became possible under the provision of Gladstone's 1881 Land Act, and they were usually of the order of 20% when cases went to arbitration. This was a further incentive to absentee landlors to agree to the sale of increasingly less profitable lands where interested tenants could be found (very few of them were so mesmerised by the prospect of ownership that they were willing to pay a yearly instalment on the purchase price for the foreseeable future which was more than they were already paying in rent). The British conservative administration were encouraging land purchase in the rural areas by a variety of schemes, but none of them were generous enough to encourage the transfer of ownership on a large scale. They did, however, effect a large transfer of political power by the reform of local government in 1898. Previously the rural areas had been under the control of "grand juries" composed of the local Protestant Ascendancy landlords or their representatives. Now these juries were replaced by elected county councils which, outside East Ulster, fell almost exclusively into the hands of the Nationalists. Various extensions of the franchise in Britain had meant that political power was increansigly being transferred to the petty bourgeoisie, in electoral terms at least, who were represented massively in Ireland by the farming constituency.

After Parnell's death the Irish parliamentary had splintered into warring factions. One of the contenders for leadership was William O'Brien, the author of the "plan of campaign", but he had "retired" from politics in 1895 apparently out of disgust at the struggle for power going on in the party (more likely, because of his own lack of success at it). O'Brien's power-base was in the rural West and in 1897 he climbed on the back of a campaign being waged by local small farmers to break up large grazing farms and have them compulsorily divided up and sold so that they could make their own operations more viable. In January 1898 O'Brien launched the United Irish League as an organization dedicated to the issue of the grazing farms which he saw as a means of harnessing the power of the "land-hunger" being experienced by the farm-

ing-class (at a time when there was a continuing upsurge in world agricultural prices) for the reinvigoration of the nationalist party (and presumably for his own capture of its leadership). The party had lost a lot of its constituency since the death of Parnell; in particular the flow of funds from America had turned into a trickle because of the disarray of the party leadership and the lack of any effective campaigning. The new agitation drew in fresh American funds and won the party the support of the farming class and their dependents, the small traders, when the success of the United Irish League forced the leaders of the party, Redmond and Dillon, into an accomodation with O'Brien, whereby the U.I.L. became the national organization (in Ireland as opposed to at Westminster) superseding their own organizations. That, however, was the limit of O'Brien's political success within the party. After he had conceded the leadership of the newly re-united party to Redmond he devoted himself to land purchase, giving it priority over Home Rule. (In fact, a great deal of steam had gone out of the pressure for constitutional Home Rule amongst the nationalist party with the reform of local government. Redmond considered later on that the act giving effect to this reform was the most important initiative in Irish politics in his generation in that it aided nationalists to prepare for the responsibility of self-government by giving them the chance of attaining experience in administration. In fact the takeover of local government by nationalists led to corruption and favouritism to their own supporters on the same scale as that which applied before. The Irish tradition of government as a face-to-face patron-client relationship (facilitated by the small scale of the society) was continued and reinforced by the nationalists, and continues down to today.

O'Brien entered into negotiations with the conservative and unionist landlords on how to achieve the best bargain for themselves and the tenants. The result of the discussions, proposals, counter-proposals and a public conference was the Land Act of 1903 by which the British conservative government enormously increased the funds available for underwriting land purchase. This ensured that the repayments which the tenant farmers had to make to the state each year were lower than the equivalent rent, and the landlords got a more than equitable rate of compensation. Some of the unionist landowners in the South were so impressed by the terms they got and by the style of nationalist local government that they were quite amenable to the idea of devolving some form of

regional government to Ireland which was being mooted by Sir Anthony MacDonnell, the (Catholic) Irish Undersecretary.

THE DEVOLUTION CRISIS

The Land Act had, to a large extend, defused the Irish land question and the landlords who formed the Irish Reform Association in 1904 no doubt thought that this was a propritious moment to "freeze" the political situation whilst they still had a change of retaining their waning power. On September 20th 1904 the Irish Reform Association suggested a devolution scheme under whose terms a central council of "representative" Irishmen would operate a measure of local autonomy, though still within the framework of union with Britain. In their thinking, however, like the nationalists they had wished the Ulster unionists out of existence, assuming that any resistance they might put up could easily be overcome by the sovereign British government. The Ulster unionist leaders immediately asserted their existence and denounced the scheme.

As far as they were concerned any compromise of the union with Britain was the first step towards Home Rule and total separation of Ireland from the British empire and their industrial interests. What really enraged them was the suspicion that members of the government were conniving at the Reform Association scheme, and although it turned out that MacDonnell had been co-operating with the Association without the consent or knoweldge of Wyndham, the Irish Secretary, the Ulster unionist M.P.s at Westminster hounded Wyndham out of office. The feeling of being stabbed in the back was so great that the M.P.s began to reorganize unionist forces in Ulster.

BUILDING THE U.U.C.

Exhortations were published to "revive on a war footing for active work the various Ulster defence associations", and a conference was held in Belfast in December 1904 to set up a "democratic and representative" association of the local unionist associations, the Orange Order lodges, and Ulster unionist M.P.s and members of the British House of Lords. This eventually came to be called the Ulster Unionist Council,

which had 200 members who, theoretically, determined policy. In fact real control was exercised, from the start, by a caucus of a few landowners, businessmen and local professionals whilst the day-to-day works was carried out by a permanent staff and a small executive standing committee.

The first secretary of the Council had to resign because of ill-health in October 1906. He was replaced by R.D. Bates, a Belfast solicitor. By this time the Home Rule scare ha died away because the Liberals had been returned to power with a massive majority and were not dependent on the Irish parliamentary party for their tenure of power. Nevertheless Bates got down to meticulous organizing of the U.U.C., acquiring an intimate knowledge of the local unionist associations and vigorously disseminating to them his view that all Roman Catholics were Nationalists and all Nationalists were traitors. The propagator of this Manichaean picture of the basis of politics in Ulster was to retain his position as secretary of the U.U.C. until 1921 when he became Minister of Home Affairs in the first Unionist government of Northern Ireland. Bates's work was crucial to the development of the U.U.C. into a politically important instrument since popular enthusiasm for the unionist class alliance in Ulster had waned since the defeat of the 2nd Home Rule bill in 1892.

In the country districts in the 1890s Ulster tenant farmers had joined in the general demand for redistribution of land. The conflict of interest between landlord and tenant had at times split unionist forces in Ulster putting safe parliamentary constituencies at risk. The 1903 Land Act removed this source of friction, and since the Irish parliamentary party had to denounce the measure to retain their credibility as the party of Home Rule, most of the Ulster farmers had no difficulty in returning to the unionist ranks.

WORKERS UNITE?

More serious challenges to the unity of the Unionist front came from the organization of a Labour Party in Belfast which fought both the municipal and the parliamentary elections; and from dissident workers within the Orange Order who broke away, on the basis that their demands were not reconcilable with those of the industrial bourgeoisie (who now dominated the Order) to form an Independent Orange Order. For

a while in 1906/7 it seemed possible that Protestant and Catholic workers might join together on a class basis. The Belfast Trades Council gave its support in the 1906 parliamentary election to a slate of three candidates (fighting three of the four Belfast constituencies) representing, respectively, the Belfast Labour Party, the Independent Orange Order and the A.O.H. (Ancient Order of Hibernians — the Catholic nationalist political machine in Belfast).

In 1907 these same political organizations climbed onto the back of a long series of strike actions in various sectors of Belfast industry, which had been strengthened by the arrival in the city of the Liverpool-born Irish Catholic syndicalist, James Larkin, who had come in his capacity of organizer for the British-based National Union of Dock Labourers. Larkin's tactical ability and determination to win seemed to herald the onset in Belfast of a non-sectarian industrial syndicalism, but the surface unity was illusory. Because of the way the industrial economy had developed in Ulster in the 19th century (as outlined in the first part of this article), a semi-caste system operated in the labour market with Protestants getting a larger share of the skilled jobs than their simple proportion in the population would seem to predicate. By the same token, Protestant and Catholic workers tended to belong to different trades unions. Protestant skilled worhers were organized in the British-based craft unions whilst Catholic workers tended to belong to Irish-based unions, if they belonged to one at all. In times of prosperity (which the years up to 1908 were for Belfast) when the Home Rule issue was not prominent, it seems as though the two sets of workers could manage to "bracket" their religious differences sufficiently not to interfere with a compaign against the bosses, but organizationally they remained distinct entities. By 1908 when a general British recession had hit Belfast the workers were once again divided on sectarian lines. Joseph Devlin, the leader of the A.O.H., who had waited prudently for a month before rapidly catching up with the 1907 strikes band waggon, had beaten an equally quick retreat to the relative safety of his Catholic nationalist soapbox when the (predominantly Catholic) dockers strike had failed, and had denied any involvement in the struggle. This blatant opportunism of his was a great factor in the increasing sectarian antagonism between the workers. Almost simultaneously the Independent Orange Order sloughed off the religious conciliatory skin which had been grafted onto it by participation in its leadership of a Dublin-based journalist,

and replaced it with a virulent anti-catholicism which had always been a component of its make-up. It soon collasped back into the Official Order.

NATIONALISM + CATHOLICISM + SYNDACALISM = ...?

Whilst the basic divisions in the community were reasserting themselves in Ulster, a separatist nationalist movement in opposition to the parliamentary gradualism of the Irish parliamentary party was putting down fresh roots in the South. Gaelic sports and language associations had been in existence for decades but their influence over the years was now bearing the fruit of a generation which believed in the existence of a separate Irish culture which could only be fully realized in an Ireland more independent of Britain than the Home Rule schemes pursued by the Irish parliamentary party envisaged.

In the field of economic thought this fresh nationalist influence was paralleled by that of Arthur Griffith, who developed Parnell's idea that a native Irish capitalism could take off, from a base of small industrialists and farmers, only by a complete separation from the competition of British manufacturing. To achieve independence Griffith advocated withdrawhal of the Irish parliamentary representatives from Westminster and the establishment of a separate Irish Council to administer the country. This idea of his was to be taken up by the Sinn Fein representatives in 1918, when it did, in fact, precipitate *de facto* independence for the South of Ireland from British rule.

The organizations described in the two preceding paragraphs were all infiltrated by members of the more "purist" nationalist organization, the I.R.B. (Irish Republican Brotherhood) which contained the survivors of the Fenian movement, and was devoted above all to the abrupt breaking of British power in Ireland. At first the infiltration was a result of the organizational feebleness of the I.R.B. at the start of the century when it was a mere skeleton organization mainly supported by donations from its American sister organization, the Clan na Gael. After 1907, however, the Brotherhood was reinforced by the return of major figures from America and the recruitment of new young members.

Although the burgeoning Irish-based trades union movement was not specifically infiltrated by the I.R.B., the majority of its membership accepted nationalism and catholicism as a

natural part of their make-up, saw no contradiction between those two themes and even managed to add in a dissonant third — socialism. The major developing trade union at this time was the Irish Transport Workers Union which had been started by James Larkin in Dublin after he had been sacked from his N.U.D.L. job for over-activity. Lakin normally managed to give his socialism precedence over his Nationalism-Catholicism, but the buried aspects of his ideology often came to the fore at times of stress, as during the great 1913 strike and struggle in Dublin, at the time when the prospect of the separation of Ulster from Ireland was first mooted, and at the outbreak of the First World War when Redmond, the leader of the Irish parliamentary party, called on his supporters to volunteer for the British army. Larkin's lieutenant during the 1913 strike, James Connolly, had had close relations with the I.R.B. before he emigrated to America in 1903, and he was consciously nationalist as well as consciously Marxist in his ideas and propaganda. He considered, declared and published that the national liberation of Ireland was necessary before a true class struggle could develop in the country, and this was to have serious consequences since Connolly was left in charge of the Irish Transport Workers' Union and the Irish Citizens Army (a small force recruited to defend Dublin workers from the brutality of police repression) when Larkin departed, ostensibly temporarily, for America in 1914 on a fund raising trip. He did not return until eight years later, that is, after the 1916 rising, the war against the British, and the Irish civil war.

HOME RULE, FOR THE THIRD AND LAST TIME

The years 1909/10 had been occupied at Westminster by a struggle between the Liberal government and the predominantly Conservative House of Lords, for hegemony over legislation, because the Lords still retained an ultimate veto. This struggle had pushed the Irish question into the far background because the Liberals still had a huge majority in the House of Commons. In 1910 the Liberals decided to hold an election to gain support for their policy of restricting the obstructive powers of the Lords; as a result of this the Liberals once again became dependent on the vote of the Irish parliamentary party for their overall majority. The consequence of this was that they were pledged once more to introduce a Home Rule bill after the Lords problem had been resolved.

The Irish unionist M.P.s (representing predominantly Ulster constituencies) and the U.U.C. quickly saw the writing on the wall, and began to organize resistance. Due to the 1910 election result the Irish unionist M.P.s had to select a new leader. They chose Sir Edward Carson, a Southern Irish Protestant, who represented one of the Dublin constituencies, was a leading and extremely wealthy lawyer at the English bar, and a prominent figure in English Conservative circles. At the same time the U.U.C. revived the Clubs movement which had been instituted in 1893 so as to enrol popular support once again, and started importing weapons. (Arms importation into Ireland had been banned under a Coercion statute but this had lapsed in 1908).

By 1912 the struggle between the Liberals and the Lords had been resolved so that the Lords could delay legislation voted through the Commons for three successive sessions of Parliament at the most. As a reward for their aid the Irish parliamentary party were granted a Home Rule Bill which passed through the Commons for the first time in 1912 and was thus destined to become law in late 1914. Although the bill only envisaged partial independence for Ireland, with many powers still retained by the British parliament, the fears of the Protestants in the North were once again roused by the spectre of their being a minority in a predominantly Catholic state where they reckoned that a Catholic majority would take vengeance on them for their previous wrongs, and that the Roman Catholic Church would restrict their religious rights, not to mention the economic ruin that would befall them, they predicted, if the taxation and economic policy-making function were transferred from free-trade Britain to a protectionist regime in Dublin which would milk Belfast to provide funds for economic development and welfare benefits in the South, and erect barriers against their markets.

VOLUNTEERS EVERYWHERE

On September 23rd 1912, Sir Edward Carson declared, in a speech in Belfast: "We must be prepared — and time is precious in these things — the morning Home Rule passes, ourselves to become responsible for the government of the Protestant province of Ulster". A few days later the inner caucus of the U.U.C. met to make plans for the formation of an Ulster Volunteer Force, with sufficient weaponry to defend a Protestant state in Ulster, even in defiance of a British Act of Parliament. This has been the characteristic stance of the ultra-loyalists in Ulster from that time until today: they give so much allegiance to the existing regime (which presumably they see as beneficent to themselves) that they are ready to reject compliance with new laws that they consider inconsistent with the model they support. In a way they could be compared with the white colonialists in Rhodesia who declared and enforced a unilateral independence to maintain the *status quo*, but the difference is that the Protestants in Ulster form a real community there, and it is fairly unlikely that they could ever be extirpated by the I.R.A., even with the open support of the Irish Army. The only result of such a conflict would be a barren waste called "peace". In the 1912/14 period the Ulster unionists could also rely on the publicly declared support of the Conservative party in Britain, whose current leader was the descendant of Ulster parents, and with the tacit support of officers in the British army. When the British government attempted to mount a show of force in Ulster to convince the Protestants of the wisdom of accepting the Home Rule Bill, the British officers stationed at the Curragh army camp threatened to resign their commissions rather than comply with the government's wishes.

The two year gap between the passing of the Home Rule Bill and its proposed implementation, allowed the U.U.C. to mount a propaganda campaign in Britain against the iniquity of incorporating Protestants within a Catholic state; and to develop the Ulster Volunteer Force as a functioning unit. By the end of July 1914, when the Home Rule Bill had passed in the Commons for the last time, Ulster Protestants had a stock of more than 40,000 rifles, with ammunition and men organized to use them. An even more spectacular publicity *coup* had been the public signing by more than 90% of the adult Protestant population of Ulster of a loyal Covenant which was worded as follows:

"Being convinced in our consciences that Home Rule would be disastrous to the material well-being of Ulster as well as the whole of Ireland, subversive of our civil and religious freedom, destructive of our citizenship, and perilous to the unity of the Empire, we, whose names are underwritten, men of Ulster, loyal subjects of His Gracious Majesty King George V, humbly relying on the God whom our fathers in days of stress

and trial confidently trusted, do hereby pledge ourselves in solemn Covenant throughout this our time of threatened calamity to stand by one another in defending for ourselves and our children our cherished position of equal citizenship in the United Kingdom, and in using all means which may be found necessary to defeat the present conspiracy to set up a Home Rule Parliament in Ireland. And in the event of such a Parliament being forced upon us we further solemnly and mutually pledge ourselves to refuse to recognise its authority. In sure confidence that God will defend the right we hereto subscribe our names. And further, we individually declare that we have not already signed this Covenant. Go save the King".

The effect of these displays and manoeuvres was to convince the Liberal government that immediate Home Rule for the whole of Ireland would lead to bloodshed in Ireland, and popular alienation from their party in Britain, so they began to suggestion that Ulster or part of it might be partitioned from the rest of Ireland, at least temporarily. At this point the Irish politicians on both sides were divided. Carson's strategy was that Home Rule would prove economically impossible with the exclusion of Ulster, so that to attain this exclusion would scupper the whole idea of Home Rule and maintain the union of all Ireland with Britain, which was his aim. The U.U.C. caucus, which was led by Sir James Craig, the millionaire son of a whiskey manufacturer, and R.D. Bates, were busy working out the economic and political feasibility of an Ulster separated from the rest of Ireland and maintaining economic and political union with Britain. The parliamentary nationalists were divided between a scheme under which Ulster would be temporarily excluded from Home Rule for six years and total rejection of any exclusions. The debate was rendered academic by the convenient outbreak of the First World War. The Home Rule Act was suspended until the end of the war, and the politicians were dispatched home to raise support for the British war effort.

There was however a body of nationalists in the South of Ireland who saw the war as Ireland's opportunity to break free from Britain. In response to the setting up of the Ulster Volunteer Force, some members of the Gaelic language association, the Gaelic League founded the Irish Volunteers, named after the 1780 force which had compelled the British government of the day to repeal the Catholic penal laws. The most prominent Gaelic Leaguers involved in its foundation were

Eoin MacNeill, a professor of Gaelic, and Patrick Pearse, a young teacher who believed in progressive teaching methods, but was also obsessed with the idea of a blood sacrifice to awaken Ireland to its national purpose and to cleanse it of corruption, also ideas that were quite current in the Europe of his day. The Irish Volunteers were almost instantly infiltrated by members of the I.R.B. who took over positions of influence, and also by members of Arthur Griffith's Sinn Fein movement which was experiencing an organizational low period. The recruitment to the Volunteers was so high that Redmond felt compelled to demand leading positions for his representatives in the command structure, and on the outbreak of the world war, he did manage to split the movement, with the vast majority of the membership leaving to enrol in the British Army, the theory behind this being that the sacrifice of southern Irish catholic lives would ensure the full implementation of Home Rule; the leaders of the Ulster Volunteer Force decided that the same process would have the converse outcome, with the result that over 5,500 members of the Ulster Division of the British army lost their lives at the Battle of the Somme alone.

THE EASTER RISING

Meanwhile a small remnant of the Irish Volunteers had refused Redmond's strategy, and had split away, under Pearse's and Macneill's leadership, still retaining the same name. Under the impulsion of a small inner leadership composed of I.R.B. members (Pearse was now a member of the I.R.B.) it was decided to stage a rising whilst Britain was engaged on other fronts. This was a strategy that was being separately broached by James Connolly who was one of the few European labour leaders to denounce the war as an imperialist trick and to call on workers to strike against it. Eventually Connolly, who had the tiny Irish Citizens Army at his disposal, and the I.R.B. leaders of the Volunteers got together and planned a rising all over Ireland for Easter 1916. Most of their preparations went wrong, but they still went ahead with the insurrection. On Easter Monday 1916 a group of armed men entered the General Post Office in Dublin and proclaimed the Irish Republic "in the name of God and of the dead generations from which she receives her old traditions of nationhood". Any social aims of the "usurpation" as they called it, were

expressed so vaguely as to be indecipherable.

The rising lasted for a week and then the rebels surrendered. In a mood of exasperation with the Irish when the war effort was going so badly the British political leaders allowed a "military solution" of the insurrection which meant execution of the leaders after summary trials and internment of hundreds of their supporters. The executions caused a revulsion against the British, and turned the rebels into martyrs. This turn of feeling sank the Irish parliamentary party as the vehicle of nationalism in the South, and curiously threw up Sinn Fein as an alternative to it; curiously because Arthur Griffith had left the I.R.B. before the uprising, and because the proclamation of the Republic had contained nothing even approximating to his economic programme. The main reason for the rise of Sinn Fein was because uninformed journalists had linked the name of Griffith's party to the rising due to erroneous British government handouts. Needless to say, all the separatist politicians now flowed into the Sinn Fein Party especially when it started winning parliamentary by-elections against the Irish parliamentary party.

THE TROUBLES

From the time of the Rising until the end of the world war Ireland was generally quiet. The rising itself and the fact that prominent Irish unionists like Carson had participated in the coalition war cabinet had ensured that part at least of Ulster would be excluded from a Home Rule Ireland: the main problems for the English politicians were how this could be done peacefully, and for the Ulster politicians which parts of the province would have to be "sacrificed" to make the province a viable unit, since in its present condition there was only a small overall Protestant majority.

The English politicians still imagined that the leaders of the Irish parliamentary party were still representative of opinion in the Catholic south, and continued to negotiate with them until they were swept out of power in the first post-war British general election. The majority of the M.P.s (outside Ulster where Unionists and Nationalists were still the two major parties) elected to Irish seats went under the title of Sinn Fein, and under the leadership of E. De Valera (the only surviving leader of the 1916 rising he had been saved from execution because of his American citizenship and the need of the British government to placate American public opinion at the time) they abstained from taking up their seats at Westminster and set up their own Dail Eireann (Council of Ireland) in Dublin. The result of this particular unilateral declaration of independence was an armed attempt at coercion by the British government which the southern Irish met with a campaign of rural and urban guerilla warfare, waged by members of the ex-Irish Volunteers, now renamed the Irish Republican Army, progenitor of today's urban guerillas in Belfast. In fact, the Dail Eireann was almost totally inoperative in the period up to 1920 and there was no accept authority in most of Ireland outside Ulster. In Ulster the Ulster Volunteer Force was reconstituted into a special constabulary with three levels of operational organization: "A", "B" and "C", which fought alongside British troops against the I.R.A. in the North, with a ferocity on both sides that ignored all protocols of war.

Belfast was under curfew, except for two brief intervals, until Christmas 1924; I.R.A. guerilla attaks were answered with progroms against Catholic districts, which reinforced the sectarian geographical division of the city, reinforcing the territorial segregation of the two working-class communities. The physical I.R.A. attacks within the city were bolstered by a trade boycott imposed from the South. The Ulster Protestant "siege mentality" had at this moment a very palpable reality to feed on. In his writings on Ulster James Connolly had stressed that the separation of the North-East from the rest of the country would cause irreparable damage to the working class movement in Ireland as a whole and before he was executed he had warned against any shooting in the North because he knew from his experience as a trade union organiser in Belfat that any attempt at external coercion of the North would only drive the Protestant working class into the arms of the industrial bourgeoisie.

Connolly's actions, however, which ended in the class alliance of the Easter Rising, dealt a tremendous, almost knockout, blow to the Southern workers' movement (which had been greatly weakened by ultimate defeat in the 1913 Dublin general strike) in favour of the separatist nationalist movement which was dominated by the Southern bourgeoisie. In the 1918 general election the Irish Labour Party in the South had stood aside to allow the Sinn Fein party a direct contest with the parliamentary Nationalists. The politics set in motion by the Sinn Fein upsurge have meant that the constitutional

issue has been as much of a weapon at elections in the South as in the North-East so that the Irish Labour Party has always been a poor third to the two rival nationalist parties which emerged as the contenders for power out of the civil war in the South in 1922/3.

In the military struggle which followed the Dail Eireann's secession from the British regime in Ireland, the I.R.A. was used as much to prevent takeovers by the landless of the property of the landed bourgeoisie in the South, as to hold the South against the British troops and auxiliaries. The dominant figure in the I.R.A. power structure was Michael Collins, who along with Arthur Griffith, as the representative of the large land-owners and finance capital in the South. Although the Dail was, from the separatist base was among the small farmers and manufacturers and the defeated working class, was at best in a position of dual power with Collins and Griffith.

The incursion of the I.R.A. into the North in the spring and summer of 1920 came after a period of strong class struggle in Belfast. There had been a massive engineering strike in January/February 1919 which had brought industry in the city to a standstill for four weeks. The leader of the predominantly Protestant strikers had been a Catholic, and this resurgence of non-sectarian working-class unity seemed to last until the local government elections in January 1920 when twelve non-Unionist Labour councillors were elected. The local Ulster Unionist leaders had already tried to preempt labour dissidence in Belfast by the foundation of an Ulster Unionist Labour Association affiliated to the Ulster Unionist Council, which was theoretically the medium of expression of the views of Labour Unionists within the U.U.C., and whose duty it was "... to expose the real aims and objects of Socialism and other anti-British movements", but it never achieved any penetration among the Ulster Protestant working class, so the spectre of socialism regaining strength amongst the Belfast workers truly appalled the Unionist leaders. The I.R.A., however, came to their rescue by their intervention allowing them to incite sectarianism. The progroms of "republicans" and "Sinn Feiners" (i.e. all Catholics) started in the shipyards, the base of the most militant sector of the Ulster workers. These "unofficial" measures were strengthened by the setting up of an armed special constabulary, the "A", "B" and "C" specials, of whom only the second survived, until their disbandment by the British government during the most recent phase of "troubles".

PARTITION

The I.R.A.'s sporadic raids and the economic boycott ensured that the British government would accept the principle of separating the six most Protestant Ulster counties from the rest of Ireland. The British regime no longer had any fixed assets in Ireland once the sale of the land to the paesants (from which it was supposed to derive an income in land annuities) had gone through, but there was no way that they could assimilate Ulster into the rest of Ireland. They were under great pressure from international opinion (particularly from Amrica where the Irish lobby was still powerful) to settle the Irish question. The outcome was an attempt at the usual British compromise with the 1920 Government of Ireland Act which proposed separate parliaments in Dublin and Belfast with a Council of Ireland given limited rsponsibilities for the 32 counties. Both sections of Ireland were to continue to have representatives at Westminster which reserved to itself powers like defence, foreign policy and the coining of money. Eventually the Council might become a unified all-Ireland parliament federated to the Westminster parliament.

The Ulster Unionists were willing to abandon their fellow unionists in the Southern provinces and also in the three most heavily Catholic counties of Ulster (Donegal, Monaghan and Cavan) because the six counties left constituted a state which was two-thirds Protestant and thus a formidable redoubt. Ulster Unionist leaders in later years were often to claim that they had never wanted a parliament of their own, that they had merely wished to remain a part of the United Kingdom ruled from Westminster, but they were very quick, under the leadership of James Craig (who had been the organizational genius behind the rhetoric of Carson) to establish the power of their semi-autonomous state and to consolidate the interests of their class.

In the "siege" atmosphere the election for the new Ulster House of Commons (at which voting was by the usually fissiparous proportional representation system, an innovation in British electoral practice which has still not been adopted on the mainland, and which the new Ulster parliament under the Unionists was to reject for future use) produced a sharp division between 40 Unionists on the one side and 12 Sinn Fein and old-style Nationalists. The Sinn Fein and Nationalist representatives, although disagreeing violently over political

aims immediately created a crisis of authority which remains until this day by agreeing to repudiate the new Parliament and take no part in its proceedings.

Unhampered by any opposition the new government hastened to impose "peace" as quickly as possible by establishing a viable political system. It passed three measures to ensure its control over the local authorities and the peace maintaining forces — apart from the British troops. A Special Powers Act made it virtually possible for the Minister of Home Affairs (at this time R.D. Bates) to suspend all rights of detainees. A new police force, the Royal Ulster Constabulary was set up which took the Special Constabulary under its control, and then several measures aimed at making gerrymandering of local elections easier. This was essential from the Unionist point of view since they had to regain control of the local authorities in West Ulster, three of which — Londonderry, Tyrone and Fermanagh — had already opted to joint the Irish Free State.

The separatists in the South had rejected the 1920 Act, they were not satisfied with the qualified autonomy the Unionists had ironically, given their public stances, accepted. Although Sinn Fein candidates won 124 of the 128 seats in the election for the proposed Southern Parliament since no one had dared to stand against them, except for the seats allocated to the predominantly Protestant Trinity College, Dublin, they did not attend the opening of the parliament, which was thus still-born. The military struggle in the South between the I.R.A. and the British ceased in June 1921 when the British government were forced by public opinion to attempt a peaceful settlement. I.R.A. aggression against the North however continued and it was not until the acceptance of the Anglo-Irish treaty of December 1921 (which conferred dominion status on the whole of Ireland but allowed the Northern Ireland parliament to opt out within one month of April 1922 — which they did) by Collins and Griffith and its rejection by De Valera precipitated a civil war in the south starting in June 1922, that the need for the anti-treaty section of the I.R.A. to concentrate on its struggle with the provisonal government headed by Collins and Griffith took the pressure off the Unionist government in Ulster. Eventually in May 1923 De Valera accepted military defeat and told his supporters: "... military victory must be allowed to rest for the moment with those who have destroyed the republic".

THE REPUBLICANS AND FIANNA FAIL

Although the split in Sinn Fein over the Treaty is sometimes seen as purely a matter of the status of the new Southern entity — whether it was to be the Irish Free State still under the tutelage of the British, or an Irish Republic external to the British empire — it can also be seen as a struggle for power over the direction of the Southern economy. By eventually giving recognition to the economic boycott of Belfast, which had been started by small Southern trade interests at a time of slump, the Southern politicians had, *de facto*, portitioned the island economically and had, incidentally, reinforced the bitterness and destructivity of the relations between the Catholic nationalists and the Protestant unionists in the North, all this from a safe distance.

Arthur Griffith had been one of the main supporters of giving official status to the boycott, and it was he too who was the most willing to accept the Treaty on the grounds that it gave *de facto* independence with full fiscal powers, would avoid further bloodshed, and would restore a "peace" which would allow the kind of capitalist development of the Southern economy which was the *raison d'être* of his political life. Griffith was, in effect, the spokesman for the budding small manufacturers and traders who had experienced an unparalleled boom (along with the large ranching farmers) during the first world war when the sharp rise in world agricultural prices had led to an export boom and shortages in some imported goods had favoured traders and some local manufacturers.

The urban and rural wage earners fared badly during this same period since wages lagged behind rising prices and emigration virtually ceased during the war years: the pool of unemployed increased in the countryside, since emigration usually came from the rural rather than the urban centres, and this pool supplied recruits for the I.R.A. in 1918. Disaffection with the prevailing social order was widespread among this section of the I.R.A. in the early 1920s, and it was here that De Valera had his strongest support when he went outside Sinn Fein to launch his own party, eventually to be known as Fianna Fail ("Warriors of Destiny").

Before this, however, the agricultural boom collapsed when prices slumped due to the cessation of hostilities in Europe. The economic dislocation in the South was considerable, but

the larger financial interests were able to absorb the shock because the war had turned them into creditors with large overseas holdings: large surpluses accumulated during the war had financed the purchase of many additional stocks and shares. Interest accruing to the residents of the Irish Free State alone in the early 1920s was greater than the interest accruing to the whole of Ireland in 1913.

The economic buoyancy of the larger farmers and financial interests compared with the economic depression of the rural and urban wage-earners plus the fact that that the Roman Catholic hierarchy had thrown itsweight behind the pro-Treaty forces spelt doom for De Valera in the June 1922 elections. The more "nationalist" and the more "revolutionary" sections of the I.R.A. split from the national army, and initiated a guerilla campaign in which they became known as the Irregulars. Once more a situation of dual power existed and De Valera and his part of Sinn Fein almost immediately formed a junction with the Irregulars. In October 1922 they set up, under De Valera's presidency a government that claimed to represent the legitimate autority of the "Republic". They failed, however, to gain popular support because the mass of the country was war-weary, because the "Free State" had access to British weaponry, and because the Roman Catholic hierarchy stigmatized the Republican campaign as a "system of murder and assassination of the National forces", and excommunicated anybody who took part in it.

As we have seen, De Valera abandoned the military struggle in May 1923 and eventually founded the Fianna Fail (in 1926) with which party he re-entered parliamentary politics in 1927. This left a rump of "nationalist" and "revolutionary" Republicans still dedicated to a military dissolution of the border established by partition. They retained the name of I.R.A. and the theoretical claim that their inner council (consisting almost entirely of I.R.B. members) was the legitimate government of the whole of Ireland since they had never accepted the 1921 Treaty and were still at war with the British. Their ideology was a hopeless conglomerate of nationalism and "socialism" which split their militants into two camps which often came out into open opposition to each other (and presaged the split into "Official" and "Provisional" I.R.A. in 1969). The only unifying factor was a"mystical" belief that the military re-unification of the island would somehow solve all Irish problems.

The more "practical" and "hard-headed" of the new class of Republican politicians who had risen to the surface during the "Troubles" recognised the impractical idealism of the I.R.A. and saw that since the Free State's power and repressive apparatus was too strong for them they would have to resort to parliamentary action to gain control of it. But the relationship of De Valera and subsequently Fianna Fail to the I.R.A. has always been and remains ambiguous. When De Valera gained power in 1932 he repressed the I.R.A. more effectively than the Fine Gael ("Sons of Ireland" — the new name of the pro-Treaty section of the old Sinn Fein) ever had done, whenever the I.R.A. threatened to disturb Southern interest, but he continued to allow that it had a function in the anti-Partition struggle, and prevented too much *de facto* acceptance of Partion from permeating Southern society. De Valera's equivocation over the issue of Republicanism, his encouragement of popular enthusiasm for an ideal 32-county Irish state at election times and in his 1937 constitution which claimed that "Eire", his new name for the Irish Free State, had sovereignty over the whole island, his adroit manipulation of anti-British feeling rooted in the atrocities of the "Troubles" period, all these factors enabled him to retain power from 1932 to 1948 and to regain it after that with only brief periods in opposition until his accession to the presidency. As Bakunin wrote in 1967: "Liberty, to the political republican, is an empty word, it is the liberty of a willing slave, a devoted victim of the state. Being always ready to sacrifice the liberty of others, political republicanism therefore, necessarily leads to despotism".

ECONOMIC DEVELOPMENTS NORTH AND SOUTH

The military-political restoration of social "peace" in the South in 1923 was followed by an economic recovery in 1924 after the economic contraction of 1921-3. The leader of the new government (Cumann na nGael, which later became Fine Gael) was not Griffith who had died (of natural causes) during the civil war, nor was it Collins who had been assassinated, but a new figure, Cosgrave. His economic policies were heavily influenced by civil servants from a rural background whose outlook was that industrial protection Griffith's tariff policy) would harm exports of cattle by increasing the import price of maize and grain feed stuffs. Their general notion of the

economy was that agricultural prosperity for the strong ranching farmers, unimpeded by tariffs would somehow stimulate wider economic development, so that, in the event, Griffith's party, after his death intervened only minimally in the economy, except for the setting up of a semi-autonomous state body, the Electricity Supply Board to develop hydro-electric power on the river Shannon, and the passing of a Currency Act in 1927 which retained parity of the Irish pound with sterling and thus kept the Free State within the financial ambit of Britain. The hydro-electrical scheme was bitterly opposed by the rural bourgeoisie who were dedicated to minimal taxation on themselves and had no interest in investing their capital in Ireland. The main effect of this policy of keeping budgetary costs to the absolute minimum was an almos total neglect of welfare expenditure. The bad economic conditions of 1925-6 forced the usual Irish solution of the unemployment problem: massive emigration, with a huge flow to the United States which was still enjoying a post-war boom.

Economic development in the North under a now indigenous one-party system of vernment, which had showed itself to be strong enough to repel attacks from beyond the border, and which had inherited a competent civil service from the British administration, did not live up to the expectations of the "ultra-loyalist" capitalists and workers. Ulster had chosen "loyalty" to Britain because it was effectively a part of the British economic system. It was in the interests of all the social classes, including the industrial workers, to remain British. Cutting themselves off from the British market would have meant suicide for all classes. But the economy had taken a sharp downward turn after the war due to a continual decline in the Belfast shipbuilding industry consequent on the fall in world trade. Linen enjoyed a temporary boom because of an upsurge in the American market for it, but this demand gradually dried up so that by 1930 there were 20,000 *unemployed* linen workers in Belfast, and the number of employees in the shipyards reduced from 20,000 in 1924 to 2,000 in 1933.

According to any theory of progressive immiseration of the workforce these experiences of workers in Dublin and Belfast should have resulted in a united all-Ireland revolutionary working class. That his class did not emerge is due to the welfare policies of the Ulster Unionist government and the conservative stranglehold that the Roman Catholic church had over the working-classe in the South by its operation of public charity.

WELFARE IN THE NORTH UP TO THE SECOND WORLD WAR

In the absence of state intervention to subsidize Ulster's rapidly failing specialized industrial base, the first Unionist government's domestic policy consisted essentially of trying to ensure parity of social services, particularly in unemployment benefit, with the rest of the United Kingdome, in spite of a much lower *per capita* yeld of personal taxation in Ulster. The British government conceded this principle in 1929 after long and tortuous negotiations. By 1931, however, at the height of the world slump, when unemployment in Belfast had reached 25%, the British government was compelled to turn off the subisdy taps which provided Ulster welfare. The result was the first non-sectarian demonstration in Belfast since the general strike of 1919 .A hunger march of the unemployed on Stormont (the palatial new home of the Ulster parliament) was banned by the Minister of Home Affairs (still R.D. Bates) under the Special Powers Act. Despite this crowds of unemployed workers gathered in both the Falls (Catholic) and the Shankill (Protestant). When the police baton charged and fired over the heads of the crowd in the Falls Road, the Shankill crowd rioted in their support for the first time in history.

While the British government was in difficulties in paying the necessary subsidies the only way the increasingly aging Unionist leaders could conceive of for maintaining their power was the old solution of arousing sectarianism. They brought this to the surface again by resurrecting the policy of discrimination against Catholics in job allocation particularly in the Unionist family-owned businesses. The Thirties were a terrible time for all workers in Ulster, but the slight advantages Protestant workers were given over Catholics, their relatively lower rate of deprivation, kept them loyal whilst maintaining their living standards at such a low level as to lessen any prospects of class revolt.

PROTECTIONISM IN THE SOUTH

The reaction of the Irish Free State government to the slump was to join the worldwide trend towards protectionism. This was accelerated by the accession of De Valera and the Fianna Fail party to power in 1932. Since the party had been founded at the height of Griffith's old party's abandonment

of his economic policies, De Valera had been free to combine opposition to Griffith's politics with support for his economics, so that once in power he could combine his aim of separation from Britain with protectionist economic policies. As early as 1928 one of De Valera's colleagues, Sean Lemass had made a speech in the Dail which epitomized the traditional separatist view of the possibilities of the Irish economy:

"We believe that Ireland can be made a self-contained unit, providing all the necessities of living in adequate quantities for the people residing in the Island at the moment and probably for a much larger number".

De Valera opened the period of autarchy by precipitating an "economic war" with Britain by withholding the Land Annuities. The British reacted by erecting a tariff barrier to which the Irish replied in kind — from 9% in 1931 the level of duties rose to about 45%. At the time emigration to America had virtually stopped because of the recession there, and by 1935 unemployment was twice the 1926 level. To combat this trend De Valera's policy had been the deliberate fostering of light industry. To facilitate this it was necessary to set up semi-autonomous state bodies starting with the Industrial Credit Company in 1933 to provide long term loans to private capitalists, and to act as an underwriter for Irish capitalists on the British stock exchange. In the same year the Irish Sugar Company Ltd. was established to provide Irish farmers with an outlet for their crop. In 1936 the state set up Aer Lingus because no private capitalists showed any sign of developing air transport. Aer Lingus played a central role in introducing new technologies and technical skills into the Irish economy, but any profitmaking diversifications it established were usually turned over to private entrepreneurs.

The main effort to reduce unemployment, however, lay in the government's development of small agricultural cooperatives and industrial units of less than fifty workers, and this had the active support of the Roman Catholic clergy. There was a rise in employment in industry from 110,588 in 1931 to 166,513 in 1938, and industrial output rose by 40% between 1931 and 1936, but this policy of import substitution had definite limits of expansion due to the small size of the domestic market.

The benefits that the rise in industrial and rural co-operative employment brought to wage earners were so miserable that the Church really did become the opium of the people in

this period. Catholicism has always thrived among deprived social groups, and part of De Valera's autarchic policy depended on devloping an austere spirit among the workers. In his gratitude to the Church for what it achieved by its "charitable works", and in order to cast off the odour of unholiness that clung to his "subversive" activities of the early 1920s De Valera started to institute a whole series of laws which embodied Catholic social policy, such as the outlawing of divorce and birth control, the censorship of literature (including books on birth control) and films, etc. The final accolade was his Constitution of 1937 which conceded a special place in the structure of the state to the Roman Catholic Church. Not unnaturally this document, which laid claim to sovereignity for Eire over the whole island, inflamed tensions in the North and reinforced ideas about the role of the Church in the Nationalist movement.

By now, however, De Valera was experiencing strong opposition to his protectionist policies from the Fine Gael supporting farmers who had been hard hit by them. In 1938 when industrial expansion had fallen to an eighth of its previous rate he negotiated a settlement of the "economic war" with the British whereby he handed over £10million of blocked funds to settle the Land Annuities question once and for all, negotiated a mutual reduction in tariffs which facilitated the export of agricultural products, and transferred back to the Irish government strategic ports which had been reserved by the U.K. government for defence purposes in the 1921 Treaty.

These legal moves did not stop the downward spiral of exports and imports in the southern Irish economy and the neutrality of Eire in the 2nd World War resulted in an absolute nadir of economic activity. The only alternative to this autarchic decline after the war was the progressive liberalization of trade relations with Britain. The two main periods of the Fianna Fail government opening up its economy to British influence were marked by I.R.A. campaigns against Ulster and Britain. The I.R.A. was functioning as the nationalist conscience of the traditional separatist party, and one can discern the same syndrome in the resurrection of the I.R.A. as a military force in 1969/70, during a similar period of pragmatic *rapprochement* between the Ulster and Eire economies.

THE ONE-PARTY STATE IN ULSTER

The Ulster economy was revived by the needs of the British war-time economy. It had been saved from bankruptcy by agreements squeezed out of the British government to the effect that any deficit in the Stormont budget would be made good by the British treasury provided that such a deficit was not the result of lower taxation or higher social welfare than in Britain. This principle of parity of taxation and parity of social services saved Ulster from impending bankruptcy. Rearmament brought economic benefits in the shipyards, engineering works and a new aircraft factory, but these gains were negated by the effects of German air-raids. The lack of any positive action by the old-guard who still retained the leadership of the one-party state twenty years after its inception brought on another crisis of allegiance amongst the Protestant workers. This forced the introduction of a relatively younger generation of leaders more in tune with the needs and methods of management of war time economy. The major economic scheme was the building of barracks for a 120,000 strong contingent of American troops who were stationed in Ulster to defend the Atlantic seaways (since Eire was neutral). The new prime minister, Sir Basil Brooke, undertook the massive building programme by setting up a Production Committee which controlled the supply and distribution of all bricks, cement, stone, tar and bitumen in Northern Ireland. By August 1944 the number of unemployed in Ulster had dropped to 10,000.

The effect of the war was to place the Ulster economy under the microscope and reveal its many defects particularly in health and housing. A Select Committee inquiring into the health service found it so bad that it recommended the immediate establishment of a Minsitry of Health, to take health out of the hands of the Minister for Home Affairs (R.D. Bates) who had built up the Northern Ireland police force at the expense of the health of its citizens. Ulster had to wait until 1948 before it could implement a fully renovated health service since the Unionist government had now adopted a "step-by-step" system of implementing social welfare legislation at the same time as the Westminster parliament no matter which party was in power in Britain. Its education system was remodelled by a 1947 Education Act which followed the English pattern in general outline. Clashes between the Unionist government and the Roman Catholic hierarchy occurred over

both these acts since they sought to take under state control, in return for subsidization, institutions which had been built up and were still controlled by, the Catholic Church; but the general extension of the welfare state in Ulster gave children's allowances, maternity grants, grammar school and university scholarships to Catholics and Protestants alike. The cost of all this was underwritten initially by the post-war Labour government (in recognition of Ulster's contribution to the war effort) and subsequently by all following British governments. Northern Ireland would have found it impossible to finance schemes for housing, health, education and social security otherwise. The price Ulster had to pay for this was the surrender of much of the freedom given to it by the Government of Ireland Act. The Northern Ireland budget and all supplementary estimates had to be submitted yearly to the British Treasury for prior approval.

The real sorepoint in Catholic/Protestant relations in this period of rising prosperity and rising expectations was the actual local control and allocation of resources by the Protestant bourgeoisie in even predominantly Catholic areas. This had been brought about by the gerrymandering of local government electoral ward boundaries in the "siege" period to prevent certain Catholic areas, notably Derry, from seceding to the Free State. The operation had been carried out as a political act, but the new social legislation had greatly extended the potentials of state and local authority patronage, and in housing, health, transport and education the best jobs and the most lucrative contracts went to government supporters.

Housing was a particularly sensitive area since Ulster was chronically short of decent housing due to *laissez-faire* neglect in the 1930s and the effects of German bombs during the war. Housing acts of 1945 and 1946 provided subsidies from both state and local authorities for public and private builders; and a Housing Trust, financed by the governement but autonomous in its operations, was set up to build workers' houses in all areas of Northern Ireland. The vigour with which the housing problem was tackled was fairly commendable, what was not was the way the houses thus built were allocated. Local authorities would site and allocate new housing developments for the sake of electoral advantage rather than need. The growth of a new Catholic middle class in Ulster containing articulate and ambitious men was soon to challenge this state of affairs.

THE BRITISH LABOUR PARTY & IRELAND

As we have seen the Unionist one-party government in Ulster adopted the social welfare programme of the 1945-51 Labour government in Britain as the solution to its problems of political control of its working class: the securing of British subsidies appeared to have given it the means of quasi-permanent tenure of power.

But whilst the Unionist party in Ulster was busy annexing as much of the social welfare programme as possible for its own purposes, the Unionist M.P.s representing the province at Westminster were joining with the Conservative opposition inresisting it. This identification of the Westminster Unionist representatives with the Conservatives (which was to break down after the dissolution of Stormont in 1972, was countered by a lobby within the British Labour Party, the Friends of Ireland group whose aim was "to secure democratic Labour government in Ireland both North and South, with a view to attaining a united Ireland by common consent at the earliest possible moment". When the Labour government reacted to the anti-Fianna Fail coalition's rejection of the Commonwealth link with Ireland in 1949 with the Ireland Act which confirmed the British tie with Ulster, 63 of the Labour Friends of Ireland voted against the Act in committee stage. There was undoubtedly some connection between these Labour M.P.s' concern with nationalist aspirations in Ireland and the importance of the emigrant Southern Irish communities' vote in Labour constituencies in Britain.

TECHNOLOGICAL REVOLUTION

When the second post-war Labour government was returned to power in 1964, it was in its "white-hot technological revolution" phase, and it was undoubtedly elected with the aid of the vote of a young ambitious managerial stratum which saw heavy investment in technological transformation (naturally involving increasing use of technical-managerial skills) as increasingly necessary for economic survival given Britains failure to get into the European Economic Community.

Similar developments had been taking place in the economy of the Irish Republic, under the premiership of Sean Lemass who had succeeded De Valera in 1955. An Industrial

Development Authority had been set up in 1949 to canvass abroad for investment in Irish industrialization, but it did not begin to have much success until 1958 when acts were passed which minimized the effect of protectionist legislation on the transfer of productive foreign capital to Eire. In 1963 National Industrial Economic Council was established on the initiative of the government. Its membership was composed of representatives of trades unions, employers' organizations and the State semi-autonomous corporations. Its task was to draw up guidelines for industrial development. After the rejection of Britain and Eire's joint application for membership of the E.E.C., the essential unity of their economic structures became obvious in their common strategy of turning to multinational capital for their salvation.

Similar economic policies were also being tried in Ulster under the direction of a new prime minister, Terence O'Neill, who was regarded by some as merely a mouthpiece for technocrats in the civil service. On the basis of a mass of reports on the economic state of the province, a new economic policy was propounded which accepted the decline of the province's traditional and aime to create a modern economic infrastructure and a series of growth-centres which, together with lavish grants would make the North very attractive to foreign capital. As part of the plan it was decided to create a new city in North Armagh, to build a new road network and to start a new university in Coleraine.

The plan demanded good relations with the trade unions and O'Neill soon cleared out of the way all the difficulties involved in setting up an employer-labour-government economic council. In the end the strategy paid off and big international combines like Michelin, Goodyear, Du Pont, Enkalon, ICI and Courtaulds were attracted to the province. Eastern Ulster became a major centre of the artificial fibre industry. This had an effect on the traditional power balance in Ulster since it shifted economic power from the old family firms to the new "foreign" firms which did not operate the old Orange system of discriminatory employment, and in fact employed a lot of mainly Catholic semi-skilled or femal labour since the main investment was in machinery. This had the effect of creating a certain sense of insecurity amomg Protestant working class men.

Similar successes had followed the Irish Republic's parallel economic strategy. By March 1965 234 new foreign enterprises

had been established, 40% of them British. The technocrats in the two Irish civil services made increasing contact which resulted in Lemass going to visit O'Neill at Stormont in January 1965 after which they issued a *communiqué* stating that they had discussed matters in which there might prove to be a degree of common interest and had agreed to explore further what specific measures might be possible or desitable by way of practical consultation and co-operation. They stressed that they had not discussed partition. The next month O'Neill visited Lemass and a whole series of meeting began between Stormont and Dublin ministries to discuss co-operation between their departments. Interestingly the discussion on agriculture was between Harry West who is now the leader of the official Unionist party in Ulster and was at one time associated with a scheme for an independent Ulster based on the small farming interest, and Neil Blaney who was later dismissed from the Fianna for his involvement in a gun-running scheme connected with the setting up of the Provisional I.R.A. in 1969.

CATHOLIC INTEGRATION IN ULSTER?

After the February O'Neill-Lemass talks the Nationalist party in Ulster finally took up the position of official opposition at Stormont for the first time in the state's history. At the same time a much larger and better educated Catholic middle class had come into existence thanks to the working of the post-war welfare state. It was anxious to participate in politics at high levels, much higher than the Orange system allowed. Free education and welfare benefits had also made them less anxious for immediate unity with the South with its inadequate social services, and more willing to work within the Northern system to reform it from inside. Their basic political/religious orientation was still however the eventual unity of the island, i.e. nationalism.

The British Labour governement were more than happy with these devolpments since there was still a sizeable anti-Unionist pressure group inside the party which shade the Northern Catholics' ultimate nationalist aspiration. The Labour party's economic strategists could envisage a nationalist solution to Irish economic problems which might result in a "rationalisation" involving withdrawal of British subsidies, the elimination of small capitalist interests in favour of "economies of scale" and a larger state sector, but this would have to be done on a basis of "mutual agreement", since the lessons of history had taught about the dangers of backlash.

The Labour government had not, however, reckoned with the ferocity of the opposition that even the hint of any "abandonment" of the Ulster Protestants would unleash among the Ulster small farmers and heavy industrial workers, who knew that their economic futures depended on the continuance of British subsidies to agricultural products and the Harland and Wolff shipyard. The Reverend Ian Paisley who acted as a megaphone for some of these interests denounced the O'Neill-Lemass talks straightaway, and the British government were soon made ware of the existence of an Ulster Volunteer Force prepared to committ sectarian murders to uphold the superiority of the Protestants.

Nor had the Labour government reckoned that Lemass's attempt at a pragmatic accomodation between North and South, trying to wither the border issue away, in the interests of the new Free Trade policies, would generate an area of political confusion which the I.R.A. would exploit with considerable ability.

I.R.A. RESURGENS

After its defeat in the 1956-57 border dispute the I.R.A. had changed to social agitational tactics. When Lemass seemed to have it in mind that the partition issue could be discreetly forgotten in the course of a pragmatic economic development, the I.R.A. started to campaign against Fianna Fail's desertion of its Sinn Fein inheritance with regard to trade policy and to relations with the North. As far as its Sinn Fein economic policies were concerned nobody took any notice of the I.R.A., but its traditional view that the border was only to be erased by military force aroused considerable enthusiasm.

There can be no doubt that the middle class Catholics who launched the Northern Ireland Civil Rights Association did not intend that it should become a vehicle for a relaunching of the Republican offensive in the North, but the tactics employed in the campaign eventually had that effect. One of the central demands of the campaign was "One man, one vote", which was intended to evoke in the mind of the British public the image of Ulster being a society with a colonial structure like

that of Rhodesia or South Africa, but all that was at issue in Ulster was the abolition of the property franchise in local government elections which had no bearing on Stormont or Westminster elections and which disenfranchised Protestants as well as Catholics.

The real dynamic of the Civil Rights agitation lay not in its demands which were all capable of being granted by the Unionist government (and when they were nobody noticed). The real dynamic was a policy of provocation and confrontation. The housing issue was the real detonator. In Derry in 1968 a Housing Action Committee had been set up by Eamon McCann out of the membership of the local Republican Club and the left-wing Labour party. It encouraged squatting and the disruption of council meetings. In Dungannon Austin Currie, a Nationalist M.P. had squatted a house to protest about the local Unionist control over housing allocation in a predominantly Catholic area. These actions led to the idea of demonstrations culminating in a plan for a march through Derry into walled city centre, a Protestant stronghold. No anti-Unionist parade had ever gone along the proposed route. The Minister for Home Affairs banned the march but the Derry activists and the NICRA eventually agreed to go ahead with it. When it did start it was almost immediately stopped by the Royal Ulster Constabulary and a riot developed. The march had been well covered by T.V. and viewers all over Ireland and Britain saw the RUC smashing up a demonstration. This simple image aroused sympathy for the Northern minority in both the South and in Britain and increased pressure on the British government to compel the the Unionists to grant reforms.

Derry had now become the scene of intense Catholic Civil Rights agitation. It has certainly been gerrymandered in the 1920s because the Catholics elected in a majority to the local authority had repudiated the Unionist government and refused to administer on its behalf. Partition had cut it off from its hinterland in Donegal and it had experienced structural unemployment in the Catholic majority population for decades. Now the population felt that they were being missed in the new economic plans which were being developed in the East of Ulster. A Derry Citizens' Action Committee was formed, pulling together various earlier *ad hoc* groups; its dominant figure was John Hume a 31-year old local businessman. Hume was an exemplar of the new middle class Catholics of Ulster. His father had been unemployed for 20 years. He had trained

for the priesthood, had become a teacher and then a salmon smoker. He had organized a credit union and a housing association locally, and had agitated for economic development of Derry. Within a few months he had replaced the old Nationalist leader at Stormont as M.P. for the Catholic area of Derry. But his precise concern at this moment was to attain the reform of local government in Derry. The result of the agitation was just such a reform. Hume subsequently joined the Social Democratic and Labour Party, a predominantly Catholic social democratic party which aimed to operate inside the Northern Ireland system to obtain reforms, but also to further the cause of Irish unity. Latterly Hume has acquired a job as a Public Relations for the image of the E.E.C., but he still retains his Ulster parliamentary seat.

PEOPLE'S DEMOCRACY

By now another factor had entered the situation. I.R.A. men had been recognised in the Derry agitations, but now the People's Democracy, a vaguely New Leftist students' organisation, which took its basic ideology from the whole series of student/authority confrontations that had developed worldwide in 1968, but which also contained many people with strong Republican sympathies, had decided at a crucial period in the relations between the Ulster Protestant and Catholic communities, to stage a march through Protestant rural strongholds, to demand a rather abstract programme of civil rights. It was obviously an attempt to imitate the black civil rights marches through Alabama earlier in the decade.

The Protestant small farmers who felt particularly strongly about the "new course" in Ulster economics, assumed that the whole Civil Rights agitation was a front for a renewed I.R.A. Catholic Nationalist assault on the North, and when a Republican banner was unfurled on the march, and the march was protected at night by a local I.R.A. unit, they drew their own conclusion and attacked the march before it reached its destination. Symbolically the march had been from Belfast to Derry — the agitational link was finally made in August 1969 when rioting spread from Derry (where a Catholic attack on an Apprentice Boys march escalated into the well-prepared phenomenon of "Free Derry") to the Catholic ghettos in Belfast. Protestant working class response to Catholic provoca-

tion was so strong that the British government had to send troops to establish a "peace-line" between the two communities. Before the British arrived, however, the I.R.A. in Dublin held mass meetings to demand the intervention of the Irish Republic's army to "liberate" Derry. The Irish government did in fact begin to move the troops to the frontier.

Between August 1969 and Easter 1970 the Catholic community in Belfast were treated to most of the reforms that the civil rights agitation had demanded. The "B" Specials were disbanded, the RUC were disarmed, reformed and kept out of the Catholic areas, and Catholic Belfast was left alone. In that same time the Provisional I.R.A. was built up in the Belfast ghetto where they established an urban *foco* that has enabled them to remain in action though on an increasingly reduced basis to the present day. It gradually emerged that the Provisionals, who were the mainline separatist nationalist section of the I.R.A. had been supplied with money and arms by ministers in the Fianna Fail government in the South.

POLITICAL STALEMATE

Sean Lemass had been replaced in 1966 by Jack Lynch but only after a fierce struggle with Charles Haughey who remained an influenctial figure in the cabinet. Along with another cabinet minister, Neil Blaney, whose power base was in Donegal, Haughey, who had been born in County Derry, was dedicated to the military solution of the "Northern problem" but they were disturbed by the "Marxist" orientation of the leadership of the I.R.A. who wanted to spread the struggle into the southern arena so they financed a split away by the northern command of the I.R.A. provided that they abandoned political operations in the Republic.

In fact the Provisionals have gone so far as to become the promoters of a populist economic policy of a republic of workers and small farmers, completely out of touch with any developments in any part of Ireland; its economics are reflected in its mafiastyle control of local retail trade in the Catholic ghettos which it still controls. The Provisionals are now a rearguard action in all senses, though with the return of Jack Lynch and Fianna Fail to power in Ireland in recent weeks, on the vote of precisely the kind of small farmer they claim to be fighting for, and with the retention of Charles Haughey in the Lynch government, reports in The Sunday Times that

the Provisionals are re-arming for a fresh onslaught may presage a freezing of the present deadlock which is all they can achieve.

During the Fine Gael-Labour coalition in the Republic from 1973 to June 1977 the Official I.R.A. contracted into their political wing which now calls itself "Sinn Fein — The Workers' Party", eschews the "Hibernian nationalism" of the Provisionals, describes itself as the "vanguard of the Irish working class" and unsurprisingly states that "the struggle to defend, consolidate and expand the state sector is the single most vital task confronting the organised working class at the present time".

The strongest force in the North now is the Protestant working class. It demonstrated in a self-managed general strike in 1974 that it would resist all attempts to coerce it into a union with the South by the device of a Council of Ireland. The incompetence of the Unionist leaders in 1972 in meeting the challenge of the Provisionals' attempt to destroy the province led to the introduction of direct rule by the British government, which accelerated the trend of the Catholic towards adopting a nationalist attitude to the Ulster conflict. This was precisely the effect that the Provisionals wished to achieve, since it is on the maintenance of nationalist sentiment that they thrive. They even managed to impose it on the Social Democratic and Labour Party which has to retain grassroots Catholic support to survive. The SDLP was set up to channel Catholic agitation into parliamentary expression but now it has to adopt the equivocal attitude of never saying whether it supports or rejects the state in Ulster.

It is unlikely that a withdrawal of British troops would lead to a Provisional victory since the withdrawal of the "B" Specials, a host of Protestant terror organizations have risen to take their place and have even come to occupy a similar position to the Provos in the Protestant ghettos. To an extent both sets of "guerillas" have an interest in the continuation of the conflict, and a first step towards a real solution of the problem would be their extirpation by the communities they prey. The only hopeful sign in this direction has been the "Peace People", originally a movement of housewises springing from revultion against the violence to attempt to persuade men to give up their weapons. It has been criticized however, for its failure to call on the British Army to de-escalate its violence, and the movement seems on the verge of splitting up

over internal differences. The role of the British Army in the Ulster conflict would require an essay of its own. Suffice it to say that it is impossible that any British government will withdraw its troops unilaterally from Ulster. It must maintain the illusion of power, and besides Ulster has proved to be a perfect testing ground for the counter-insurgency theories of Frank Kitson, and for the products of the riot control industry. It has also been the testing — ground where the theories of religious nationalism, economic nationalism, sectarian nationalism and multinational capitalism have made their mark and proved their destructive qualities.

July 1977

RESUME

Dans la deuxième partie de son article, l'auteur expose l'évolution — séparée des intérêts des unionistes d'Irlande du Sud — d'un appareil politique unioniste en Ulster, jusqu'à sa constitution en gouvernement alternatif avec ses propres forces armées (1912). Il pourra dès le début compter avec le soutien de membres importants de l'« establishment » britannique (les chefs du parti conservateur, l'armée) qui intègrent cette propagande à leur stratégie pour maintenir « l'intégralité de l'Empire » et pour regagner le pouvoir politique.

Lorsque les conservateurs arrivent au pouvoir en Grande-Bretagne, ils adoptent une nouvelle ligne qui consiste à repousser la question foncière irlandaise, passant le pouvoir politique des propriétaires terriens à des fermiers, par une série de lois et de réformes municipales. Cette stratégie n'est pas sans succès; le Parti national irlandais à Westminster, pris dans le dilemme entre réformisme parlementaire et indépendance unilatérale, subit un coup mortel lors du soulèvement nationaliste pendant la première guerre mondiale.

Malgré l'éventualité d'une réconciliation entre les ouvriers protestants et catholiques de Belfast pendant la période syndacaliste révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais, les luttes dans les usines ne sont pas coordonnées en raison des sectarismes qui subsistent depuis le XIX siècle. Le mouvement syndicaliste puissant qui se développe dans le Sud n'est qu'une tentative d'harmoniser socialisme, catholicisme et nationalisme. Dans la lutte confuse pour l'« indépendance nationale » au cours des années qui suivent le soulèvement, nationalisme et catholicisme triomphent du socialisme. L'Ulster a pu être séparé du reste de l'Irlande en raison de la position équivoque de leaders sudistes par rapport à l'Angleterre pendant la guerre. Les luttes militaires et politiques ont ainsi pour résultat, au Sud, un gouvernement de fermiers et de petits capitalistes auquel s'oppose un mouvement nationaliste virulent qui se réduira bientôt à un groupuscule militaire — l'IRA, dont le but est la suppression par les armes de la « Partition »; et, au Nord, un gouvernement de grands capitalistes protestants, auquel s'oppose une forte minorité catholique mais qui est assuré de conserver le pouvoir à condition d'empêcher les débats politiques sectaires sur la question de la séparation et de se garantir le soutien des ouvriers protestants en leur offrant des conditions sociales meilleurs qu'au Sud. Pour y parvenir, ils mettront tout en oeuvre pour obtenir des subventions du gouvernement britannique.

Au Sud, la Fianna Fail, parti dirigé par le héros nationaliste De Valera, reste longtemps au pouvoir grâce à l'équivoque de sa position sur la question de la séparation (et sur celle de l'IRA), grâce à ses mesures économiques protectionnistes pour apaiser les petits capitalistes et à la législation sociale catholique qu'il introduit pour se concilier la hiérarchie ecclésiastique. Vers 1958, l'économie protectionniste qui s'est révélée désastreuse est abandonnée au profit de la liberté du commerce et d'un développement économique technocratique.

Au Nord, l'agriculture et l'industrie sont de plus en plus dépendantes des subventions britanniques, qui ont décuplé pour répondre à l'accroissement des besoins des gouvernements régionaux. A la suite de l'introduction d'une législation sociale à l'anglaise se constitue une classe moyenne catholique cultivée, qui cherche à prendre une place plus importante dans l'administration des ressources de la province que ne le permettait le système de castes prédominant au niveau local. Elle essaie d'exercer une pression sur les allocations de logement et les votes en créant une « Association pour les droits civiques », vite infiltrée par l'IRA puis, en 1968, par des étudiants militants qui bravent tous les tabous politiques de l'Ulster par le choix des itinéraires de leurs marches de protestation.

Pour les militants protestants, ces marches représentent un combat d'avant-garde de l'IRA dans la province, et leurs attaques à main armée contre le marcheurs entraînent une rapide escalade de l'utilisation des armes. L'intervention de l'armée britannique pour « préserver la paix » renforce immédiatement l'IRA, et la question sociale est vite débordée par les combats militaires. L'IRA a pour but de détruire économiquement la province, ce qui conduit la communauté protestante à lancer contre elle ses propres troupes para-militaires. Dans cette situation, le gouvernement britannique — qu'il soit conservateur ou travailliste — essaie toutes les solutions, mais doit finalement reprendre lui-même le pouvoir en mains (de mauvais gré, car il voudrait une fois pour toutes être libéré du problème irlandais). La situation en est là aujourd'hui, mais avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement Fianna Fail, l'IRA prépare une nouvelle offensive...

RESUMEN

En la segunda parte de su artículo, el autor presenta la evolución de la máquina política unionista en el Ulster, ajena a los intereses de

los Unionistas del Sur, en la medida en que se presenta como un eventual gobierno con sus propias fuerzas armadas (1912). Desde el comienzo de este proceso, tiene el apoyo de ciertas personalidades del « establishment » britanico (líderes del partido conservador, del ejercito), por los menos en el aspecto propagandístico, como parte de su estrategia para mantener « la integridad del Imperio » y reconquistar cierto poder político.

Siendo al poder, los Conservadores británicos siguen una segunda política con el objeto de diluir el problema de la propiedad agraria irlandesa, y de traspasar el poder político de los terratenientes a los arrendatarios, con una serie de decretos, y la reforma del sistema de administración local. Su estrategia encuentra exito hasta cierto punto, y el Partido Nacional Irlandés se encuentra, en Westminster, con el dilema de optar por un reformismo parlamentario o por una indipendencia unilaterál, con el golpe mortal de la sublevación nacionalista en la primera guerra mundial.

A pesar de ciertas posibilidades de reconciliación entre trabajadores católicos y protestantes en Belfast durante la fase « sindicalista revolucionaria » del movimiento obrero britanico, las tentativas de coordinación de las luchas industriales fracasaron, a raiz de las tendencias sectarias que se manifiestan en el periodo del extraordinario desarrollo económico del Ulster en el siglo XIX. A pesar de que un movimiento sindical potente se impone en el Sur, su espiritu corresponde a la busqueda de una convivencia entre socialismo, catolicismo y nacionalismo. En la lucha confusa por la « independencia nacional » que siguio la sublevación, el nacionalismo y el catolicismo eliminaron el socialismo.

La separación del Ulster del resto de Irlanda fue posible merced a la política equivoca de los lideres del Sur frente a Inglaterra durante la guerra. El resultado el mas claro de la lucha militar y política fué un gobierno de arrendatarios y de pequeños capitalistas en el Sur, con la oposición de nacionalistas mas virulentes, poco a poco reducidos a decadentes grupos militarizados (el I.R.A.), los cuales buscavan una liquidación armada de la partición, y un gobierno de grandes capitalistas protestantes en el Norte, frente a una importante minoria católica, asegurados de mantenerse al poder en la medida en que se reducia l debate político al nivel de una polemica sobre la partición, y obteniendo del apoyo de los trabajadores protestantes que gozaba de un nivel de bienestar mas alto que el Sur. Tactica que podia ser aplicada en la medida en que el gobierno britanico acordaba subsidios.

El en Sur, el Partido Fianna Fail, dirigido por el heroe nacionalista De Valera, se mantuvo en el poder por largos periodos, tomando una posicion ambigua en cuanto a la partición y al I.R.A., adoptando medidas de protección economica en favor de los pequeños capitalistas, imponiendo leyes sociales de concepción católica para obtener el apoyo de le jerarquia católica. En 1958, este tipo de proteccionismo economico llevo al desastre, y tuyo que ser reemplazado por otro, con la liberalisación del comercio y la aplicación de una politica tecnocrática en favor del desarrollo de la economia.

En el Norte la agricultura y la industria pasaron progresivamente bajo la dependencia del gobierno británico que jugaban con sus subsidios, asi que los fondos puestos a la dispoción del gobierno regional se multiplicaron por diez. Con la introducción de la legislación social en vigor en Inglaterra, una clase media católica culta se formó, exigiendo jugar un papel mas importante en la administración de los cursos de la provincia, esperanza limitada por las tradiciones de casta de la política local. La Liga de los Derechos Civiles que nacio para obtener ciertos derechos electorales y subvenciones para el alojamiento, estuvo infiltrada por el I.R.A. y, a partir del 1968, militantes del movimiento estudiantil entraron en su seno, rompiendo los tabues de la vida política del Ulster, especialmente con el uso de nuevas tacticas de propaganda y de acción.

Militantes del sector protestante interpretaron estas manifestaciones como señales anunciadores de un asalto de la provincia por el I.R.A., y sus propias demostraciones armadas desencadenaron una rápida escalada en la violencia.

La intervención del ejercito británico come « elemento de pacificación » favorecio sin tardar el I.R.A. El problema social fue rapidamente olvidado en favor de la lucha militar. El proyecto del I.R.A. es la destrucción de la economia de la provincia, y la comunidad protestante contesta con sus propias fuerzas paramilitares.

Frente a esta situación, el gobierno británico (en sus fases laburistas o conservadores) esta probando varias soluciones, pero en la práctica retomo el poder entre sus manos, a pesar de sus dudas en cuanto a la posibilidad de encontrar una solución definitiva al problema irlandés. Asi que, por el momento, la cuestion irlandesa sigue abierta, pero con la instalación de un nuevo gobierno Fianna Fail, el I.R.A., esta preparandose para una nueva ofensiva...

RIASSUNTO

*Seconda parte dell'articolo sull'Ulster. L'autore descrive lo sviluppo di una struttura politica unionista, indipendente dagli interessi degli unionisti del Sud, al punto da porsi come governo alternativo con forze armate sue proprie (1912). Fin dall'inizio, tale struttura può contare sull'appoggio di personalità in vista all'interno dell'*establishment *inglese (Partito Conservatore, Esercito), almeno a livello propagandistico, come parte della strategia per il mantenimento dell'« integrità dell'Impero » e per riguadagnare potere politico.*

Una volta al potere, i Conservatori inglesi tentano una seconda politica di risoluzione della questione agraria irlandese e di trasferimento del potere politico dai proprietari terrieri ai fittavoli, attraverso una serie di leggi agrarie e con la riforma del sistema di governo locale. In una certa misura la strategia si rivela vincente, ed il Partito Nazionale Irlandese, a Westminster, intrappolato nel dilemma tra il riformismo parlamentare e l'indipendenza unilaterale, viene messo definitivamente ko *da una sollevazione nazionalista durante la prima guerra mondiale.*

Nonostante qualche sintomo di una possibilità di riconciliazione tra lavoratori Cattolici e Protestanti sia visibile a Belfast, durante la fase « sindacalista rivoluzionaria » del movimento operaio britannico,

i tentativi di coordinare la lotta nell'industria vengono vanificati dalle divisioni settarie formatesi durante il periodo di eccezionale sviluppo economico dell'Ulster, nel 19° secolo. Nel Sud si crea un potente movimento sindacale, ma sulla base di un tentativo di armonizzare tra loro socialismo, cattolicesimo e nazionalismo. Durante il confuso conflitto per l'« indipendenza nazionale » seguito alla Rivolta, il nazionalismo e il cattolicesimo prendono il sopravvento sul socialismo. La separazione dell'Ulster dal resto dell'Irlanda riceve una spinta dall'equivoco atteggiamento di lealtà verso l'Inghilterra, da parte dei leaders del Sud, durante la guerra. Il risultato della lotta militare e politica, nel Sud, è un governo di agrari e piccoli capitalisti, al quale si oppone un movimento di nazionalisti accesi, gradualmente ridotti ad una struttura militare (IRA) che persegue il sovvertimento militare della Separazione; al Nord, si forma invece un governo di grandi capitalisti Protestanti, ai quali si oppone una non esigua minoranza Cattolica, certo di poter mantenere permanentemente il potere « congelando » il dibattito al livello di una rissa settaria sulla Separazione, e guadagnandosi l'appoggio dei lavoratori Protestanti, garantendo loro un tenore di vita più elevato che nel Sud. Ciò viene ottenuto facendo pressioni sul Governo inglese perché fornisca una congrua quantità di aiuti.

Nel Sud, il partito Fianna Fail, guidato dall'eroe nazionalista De Valera, mantiene il potere per lungo tempo per mezzo di un atteggiamento equivoco sul problema della Separazione (e nei confronti dell'IRA), con misure economiche protezionistiche volte a tacitare i piccoli capitalisti, e introducendo la legislazione sociale Cattolica per ottenere il favore della gerarchia religiosa. Verso il 1958, le misure protezionistiche si rivelano disastrose, e vengono abolite per essere sostituite dal libero commercio e da uno sviluppo più tecnocratico dell'economia.

Nel Nord, l'agricoltura e l'industria sono sempre più dipendenti dall'aiuto inglese ed i fondi a disposizione del governo regionale (le cui strutture sono in espansione) sono aumentati di dieci volte. In seguito all'introduzione della legislazione sociale, parallelamente alle riforme inglesi, si forma una classe media di Cattolici colti che aspira a svolgere, nell'amministrazione della provincia, un ruolo più rilevante di quello permessole, nella politica locale, dalla casta dominante. Nell'Associazione per i Diritti Civili, costituita da queste persone per l'intervento nelle questioni della casa e del diritto di voto, si infiltra l'IRA e vi si uniscono (1968) giovani militanti che infrangono tutti i tabù della vita politica dell'Ulster con la scelta dei percorsi delle loro marce di protesta.

I militanti Protestanti interpretano queste marce come le avanguardie di un'offensiva dell'IRA contro la provincia, e rispondono con le armi. Questo porta ad una rapida escalation dello scontro armato. L'entrata in campo dell'esercito inglese come « forza di pace » consolida immediatamente l'IRA e gli aspetti sociali del problema vengono rapidamente messi in secondo piano dalla lotta militare. Lo scopo dell'IRA è la distruzione economica della provincia, e la comunità Protestante schiera le sue organizzazioni paramilitari contro di esso. Di fronte a tale situazione, il governo inglese (ora Conservatore ora Laburista) tenta varie soluzioni ma finirà per trovarsi nella necessità di riprendere il potere nelle sue mani, anche se di malavoglia (in quanto preferirebbe liberarsi della questione irlandese una volta per tutte). Questo è lo stato attuale della situazione, ma, con l'avvento di un nuovo governo Fianna Fail, l'IRA sta preparando una nuova offensiva...

Documento

Euzkadi frente al Estado español

Del sarampion nacionalista y al planteamiento federalista libertario.

1. LA NACIÓN O COMUNIDAD VASCA

La nación vasca en la Edad-Moderna, no ha constituido un Estado y durante el Medievo el propio Reino de Navarra estuvo dividido y sometido por los Estados español y francés. Este hecho y la evolución separada subsiguiente, han acarreado dos realidades socioculturales y económicas diferentes en el seno de la comunidad vasca; si bien ésta, en el plano general, sigue conservando cierta cohesión y significación social, antes las realidades nacionales de los pueblos que la rodean, y, sobre todo, manifiesta una voluntad de SER que caracteriza — por su radicalismo — la última fase de la Historia de nuestro pueblo.

La nación vasca, tuvo un pasado histórico « común » hasta la segunda mitad del siglo XVIII, quedando cortada definitivamente por la anexión violenta que el centralismo francés posterior a la Revolución de 1789 llevó a cabo por medio de su Estado dictatorial jacobino en el Norte de nuestro país. En cuanto al sur, la pérdida total de las libertades formales, ocurre durante las guerras Carlistas de 1833-39 y de 1872-76, que concluyeron con la traición al movimiento popular (pactando « por lo alto » burgueses y aristócratas) y su consiguiente derrota, en el famoso Abrazo de Vergara.

Cortados estos nexos económico-históricos y en buen grado culturales, la comunidad vasca, dividida, se ha visto forzada a realizar su integración en los nuevos sistemas. Este proceso ha originado una serie de diferencias internas, más, a pesar de ellas, existe un aglutinante común, que unas veces constituye un proceso histórico, otras, un mundo psicológico, otras representa unos intereses económicos de especie diversa e incluso la mezcla de todos ellos. Colabora de manera fundamental en el fortalecimiento de este aglutinante el proceso revolucionario desencadenado por E.T.A. y el apoyo dado por el pueblo a los militantes perseguidos y a su línea esencial de intervención hasta el comienzo de la Reforma Suarez, en que, tanto la influencia de la acción armada, como su apoyo popular general, puede considerarse en franco retroceso. Esta actitud depende del exito de la Reforma para llegar a una situación plena e inequivocamente democrática y en ella al reconocimiento oficial de los derechos nacionales de Euskadi, o sea el conjunto de personas que trabajan y viven en el territorio actualmente ocupado por la comunidad vasca.

Entre las diferencias internas a la nación vasca observamos la existencia de dos órdenes:

1) **Económico-sociales.** - Zona industrial vasco-parlante. Zona industrial hispano-parlante. Zona agrario-pesquera vasco-parlante. Zona agrario-pesquera hispano-parlante. Zona agrario-pesquera (turística) francés y vasco-parlante. Zona agraria atrasada francés y vasco-parlante.

2) **Cultural-lingüísticas.** - Zona influenciada por cultura francesa (E.N.). Zona influenciada por cultura española (E.S.). Zona influenciada por cultura española que habla vasco. Zona influenciada por cultura francesa que habla vasco. Zona influenciada por cultura francesa que habla francés. Zona influenciada por cultura española que habla español. Zona cultura vasco parlante.

No obstante estas diferencias, existe una comunidad vasca con relación a las comunidades nacionales que la rodean, y ello pone de manifiesto la importante necesidad para el pueblo de Euskadi, de desarrollar una política económica y cultural propia, tendente a paliar y corregir las situaciones anormales internas a nuestra comunidad. Una política pragmática que, partiendo de las actuales coordenadas, ofrezca alternativas realizables y suponga pasos seguros de libertad e igualdad ciudadanas hacia la recuperación nacional frente a la alienación cultural y económica actual y a la autogestión federal socialista.

2. REUNIFICACIÓN Y REEUSKALDUNIZACIÓN

Desde la perspectiva que les es propia, los compañeros de Askatasuna se plantean el problema de manera clara y radical: ¿Cuáles son los límites geográficos del territorio ocupado por la comunidad vasca? ¿Podemos nosotros establecer esos límites, ignorando o sin consultar la opinión de sus habitantes? Sin un período de libre expresión y facilidad de propaganda de las diferentes posiciones con relación al futuro nacional vasco y, en consecuencia, sin permitir la libre información a la población, ¿puede ésta definirse? Por otra parte, los anarco-comunistas vascos no identifican el concepto de « límite » con el de fronter estatal, sino que lo relacionan con el de organización social, económica y cultural correspondiente a nuestra comunidad.

Hay que leer, pues, las opiniones que siguen, como una aportación carente de rigidez dogmática útil en la medida que no se haga otra mejor (mejor en el sentido de los intereses globales de los trabajadores vascos y de las comunidades vecinas que nos ocupan).

Aceptamos como punto de partida para los límites geográficos de Vasconia, los jurídicamente establecidos para las provincias del norte y sur de Euskalherria y que forman en la actualidad el Zapiak-Bat (Navarra, Alava, Vizcaya, Guipuzcoa en el Estado español y Bonabarra, Laburdi y Zuberoa en el Estado francés).

Luchamos en base a ello por la reunificación nacional de Euskadi y la reeskaldunización del país, basándonos en un profundo respeto por las opciones personales o comunitarias en minoría, que a través de una estructura federal y autogestionada — fundamentada en el apoyo mutuo solidario — pueda dar lugar, al ordenamiento en Euskadi de una vida comunitaria, fraterna, igualitaria libre y solidaria para nosotros mismos, así como los pueblos que nos rodean y todos los del mundo.

La nación estará constituída por la Libre Federación Provincial, que a su vez comprende la Libre Federación Comarcal, y esta la Libre Federación de Comunas o Ayuntamientos. El objetivo final es la Confederación a nivel peninsular, europeo, etc.

Por lo expuesto, los anarquistas vascos de Askatasuna consideran *que los límites de Vasconia* Euskadi o Euskalherria en la actualidad, no tienen más validez que la puramente aproximativa y que *durante el proceso revolucionario de luchas sociales, se irán forjando los auténticos lazos comunitarios y nacionales* (Construcción nacional).

Así como reconocemos el Zazpiak-bat como punto de partida en la lucha de liberación nacional de nuestro país, hemos de señalar que en la sociedad actual un problema central, a saber: *la explotación del trabajo por minorías* que, ajenas a él en la mayoría de los casos, cuentan con el poder de control que les proporciona un fuerte aparato represivo, el *Estado.* Y de ello es consecuencia *la lucha de clases.*

Tanto uno como otro problema adquieren su dimensión concreta al caracterizarse en las diferentes colectividades humanas. Esta es, pues, la dimensión concreta que debemos conocer, combatir y transformar, para obtener nuestra emancipación como hombres concretos, teniendo siempre presente su entronque en la realidad estatal y geo-política mundial.

Ambos problemas fundamentales, se caracterizan de forma diferente en España que en Francia o la URSS; Vasconia difiere a su vez notablemente entre el Norte (Francia) y el Sur (España) e incluso en el Sur varía con las diferentes comarcas. Por lo tanto, consideramos la necesidad de una Confederación Nacional Vasca para solucionar los problemas concernientes a nuestra

comunidad, compuesta de dos federaciones principales: una en el Norte y otra en el Sur, con total autonomía, para cubrir las necesidades de las luchas de clases de ambos Estados, a caballo de los cuales se encuentra hoy nuestro país Euskadi.

Aun cuando más adelante se precisará la portura libertaria respecto del futuro político social de Vasconia, debemos señalar ya nuestra esperanza que la noción semántica « Nación » pierda su significado nacionalista y discriminador y pase a ser una asociación comunitaria de hombre libres (iguales por tanto) que sirva de base para la nueva organización mundial de la producción, la distribución y del disfrute fraternal generalizado.

3. NACIÓN Y ESTADO, CONCEPTOS DIFERENTES

El liberalismo, expresión política de la burguesía, y el marxismo ó socialismo estatalista en sus diversas variantes, tergiversan y confunden, a menudo intencionadamente, los conceptos de: Estado-nación o Estado simplemente y el de Nación, así como las ideas de la lucha de liberación nacional las encuadran en una órbita teórica nacionalista.

La Historia ofrece ejemplos de una nación con varios estados en su seno (Grecia antigua), de un Estado con varias naciones (URSS), naciones sin territorio ni Estado (la nación judia hasta la reciente creación del Estado de Israel), naciones sometidas a otro Estado (países dominados por el imperialismo), etc.

Dado que, con siglos de adelante al nacimiento de la burguesía como clase, encontramos en la vida de los pueblos el uso de la palabra nación, consideramos inadecuada la definición que presenta a ésta como un producto histórico determinado y ligado a la burguesía como clase, esto es, que la noción de nación, nació con ella, y con ella morirá. Pues, bien, no nos asusta la palabra nación, ya que ésta, privada del contenido ideológico opresivo y nacionalista que ha recibido del Estado, queda reducida a la designación de un grupo humano determinado y privada igualmente de ese u otro nacionalismo cualquiera, constituye la célula base de la organización internacional de la clase obrera.

Consiguientemente, entendemos por nación la comunidad humana que habita normalmente un mismo territorio, con una evolución histórica más o menos común y con unas coordenadas, culturales-lingüísticas, económicas y sociogeográficas similares, o la comunidad de individuos (pueblo) dotados de autoconocimiento de grupo, integrados en unos circuitos económicos y sociales, y con voluntad de autogobierno.

Los anarquistas luchamos para que la nación sea la libre asociación de hombres libres.

La aparición de Estado-nacional moderno, al final de la Edad Media, es el resultado de guerras que a veces duraron siglos: España y Portugal nacen de la llamada Reconquista y de la descomposición interna de los reinos y culturas árabes en la Península Ibérica; Francia se forma en la conquista del territorio actual por el reino de los Capetos; Holanda se afirma en la lucha contra España; Bélgica por la lucha entre Holanda y Francia, etc. Los Estados-nacionales no fueron, por lo tanto, la expresión voluntaria de sus habitantes, ni de un determinismo económico, sino mas bien un derivado de la fuerza.

Social-estatalistas y burgueses conciben el Estado, como el poder social en abstracto, representante — siempre abstracto — de los intereses generales y expresión del derecho de todos considerado como límite de los derechos de cada uno. Esta concepción del Estado sirve de apoyo a quienes les interesa salvaguardar el principio de la autoridad, haciéndole sobrevivir a las faltas y a los errores de aquellos que se suceden en el ejercicio del poder.

Para nosotros, el Estado — empleando el término en el sentido actual, corriente y concreto, que constituye el objeto de toda controversia — comprende el conjunto de gobernantes, desde soberano (rey o presidente) hasta el simple funcionario, pasando por los ministros, diputados o comisarios y secretarios generales de cualquier especie. Para nosotros, forman el aparato del Estado todos aquellos que poséen la facultad de hacer leyes para regular las relaciones entre los hombres e imponer su ejecución; los que decretan y perciben los contribuciones; los que aplican al servicio militar, los encargados de juzgar y castigar las contravenciones a las leyes, de vigilar y sancionar los contratos privados; de monopolizar ciertas ramas de la producción o de los servicios públicos.

El Estado, el poder político, sea cual fuere, separa a la sociedad, en dos clases cuando menos: los dominadores y los dominados. Alejandas cada vez más ambas clases, en la primera se crea una mentalidad de casta, como consecuencia lógica del ejercicio del poder. Es asímismo lógico, que considerándose superiores, los estatistas monopolicen también los recursos económicos y caminen juntas la jerarquía en el poder y los privilegios y prebendas económicas y otros.

En suma, el Estado significa: « *La desorganización de la mayoría trabajadora en beneficio de la minoria parasita en el poder* ».

4. EXPLOTACIÓN MANIFIESTA DEL PAÍS

Los intereses de los explotadores y detentadores del poder son totalmente opuestos a los de los explotados y sometidos. Si bien estos intereses son ciertamente económicos, también lo son politicos, pues por medio de la politica se perpetúa y se asienta la explotación. Son igualmente sociales, pues, por la fuerza economica y política de los dominantes, es impuesta una serie de relaciones entre los explotados. Siempre éstas resultan a favor de los intereses de los explotadores, produciendo todos estos intereses político económico-sociales unos nuevos, estables y complejos intereses culturales que a la vez influyan y mistifican a los otros tres y viceversa, en contra siempre de la libertad del explotado.

Es decir que la explotación se manifiesta siempre que existe la detención, el monopolio del poder en manos de unos pocos, en provecho de ellos (lógicamente) aunque tan complejo es el monstruo originado (la actual sociedad) que ellos mismos son tragados por su parte. Las consecuencias de la explotación, de la concentración de la riqueza de la concentración del poder, las podemos ver a escala mundial ó regional. Hoy son el neocolonialismo del Tercer Mundo, su miseria fisica, moral y cultural, su total analfabetismo, la degradación total: física y moral de estos pueblos hasta una aniquilación física en algunos casos.

En el orden regional, encontramos las consecuencias de la explotación de una forma localizada, con problemas propios en cada Estado y comunidad humana. Las consecuencias de la explotación no son las mismas en el Togo que en Euzkadi, ni aquí son semejantes en Galicia ó Bretaña, aun cuando, dada la realidad geográfica, política y económica, si existe una casi-identidad entre Galicia y Euzkadi Sur por un lado, Bretaña y Euzkadi Norte por otro, etc.

El euzkera, por ejemplo y su realizado, la cultura vasca, euskaldum; no interesan hoy el capitalismo español, ni siquiera si esta cultura fuese burguesa, porque para una burguesía vasca euskaldún no hay hoy sitio en las estructuras actuales de Estado en tanto que grupo compacto y no a nivel individual. Y no es porque por esencia esa cultura vasca, euskaldún y burguesa fuera anti-sistema, ya que sería burguesa, sino porque sería euskaldún, es decir: a-histórica, utópica e irrealizable en el Estado capitalista español.

De esto algunos demagogos, quieren hacernos ver que, por lo que acabamos de expresar, la « burguesía euskaldún » será

siempre revolucionaria, que lo ha sido y que lo es dado el « hecho vasco ». Pero por desgracia para ellos — ó quizá por suerte —, la tal burguesía euskaldún no existe y dudamos que haya existido en tanto que grupo alguna vez; lo que por el contrario existen son burgueses vascos euskaldunes — conocedores del vascuence —, que hace mucho tiempo se dieron cuenta que lo que les engorda es lo burgués, a secas: aunque estarían dispuestos naturalmente, a hacerse pasar por abertzles. Todo depende del momento y hasta defender una cultura vasca euskaldún burguesa como método de engaño de otros abertzales tan « ingenuos » que, aunque sabiendo que estos no pretenden ninguna revolución social, prefieren, dado su origen clasista, chupar las migajas de la cultura vasca euskaldún burguesa.

Las consecuencias de la explotación las ve hoy aquí el estudiante que es obligado a ser economista o ingeniero porque otra cosa sale fuera de la programación regional, lo mismo que el empleado programador o la perforadora. Pero la explotación no es solo económica. En el campo cultural la encontramos también. El Estado necesita que sus subditos piensen de una manera. Si obtiene la expansión y la unidad del capital dentro de sus fronteras, facilitará el desarrollo de una conciencia « nacional ». España será, pues, como es, y ha sido: eterna, y el deber de todo español es ser patriota y patriota es defender a España y los colores rojigualda o cualesquieran otros pero « españoles ».

El capital necesita del lavado de cerebro, para lo cual posee numerosos recursos, porque controla la fabricación de lo escrito, su gran industria cerebral. El escrito desalienante se encontrará sometido a la ley del mercado costando dos ó tres veces más caro.

Este control de las ideas, realizado por todos los medios (escuela, universidad, televisión, periódico y radio), es el que encamina y dirige el consumo, el arte y todas las necesidades de la vida humana.

Queremos, en fin, hacer notar, en lo que a Vasconia se refiere, que la explotación en nuestra sociedad es mantenida y prolongada bajo formas de opresión mucho más agudizadas e incluso inexistentes en otros puntos de la geografía española. Porque no olvidemos que el poder político existente hoy en España es no sólo, soporte imperterrito del capital, centralista, y todo lo que se quiera, sino tremendamente gran-nacionalista hispánico también. Y no podemos negar que este chovinismo hispánico pasa del simple racismo organizado para convertirse en represión encarnizada de cualquier manifestación del ser vasco incluso

burgués. Y con lo vasco se han ensañado y se siguen ensañando más que con cualquier otra minoría del Estado. No es de extrañar, pues, que una parte del pueblo vasco sea nacionalista, y no atribuyamos estas suas posiciones, al solo hecho de la ideología burguesa del señor Arana y a las componendas de los « curas vascos ». La realidad es que si alguien se ha beneficiado bajo la dictadura con el desarrollo de la explotación capitalista, el pueblo vasco no se puede olvidar de sus efectos: la opresión.

5. ALGUNOS ACONTECIMIENTOS CONTEMPORÁNEOS

— En 1931, bajo el patrocinio del P.N.V. (Partido Nacionalista Vasco) y de la Comunión Tradicionalista (Partido Carlista), se aprueba el Estatuto de Estella, casi unánimemente refrendado por el país. Con este motivo reuniéronse en Guernica y hablaron en su favor las diversas fuerzas que lo sostenían (por el conde de Rodezno por los carlistas y José Antonio Aguirre por los nacionalistas).

— El mismo año hay concentraciones nacionalistas de hasta 30.000 asistentes, desfilando 5.000 mendigoisales de uniforme. Los alfonsinos hacen a Aguirre propuestas con el fin de derrecar a la Republíca, a cambio de la autonomía, pero tales proposiciones fueron rechazadas por el futuro lendakari.

— En 1932 se celebra el primer Aberri-Eguna (día de la patria vasca) en Bilbao, con 80.000 asistentes. Durante el mismo año, la Diputación y la Camara de Comercio de Logroño formularon a las regiones vascas la demanda de su inclusión en el futuro Estatuto vasco. Por otra parte, el Partido Comunista celebra su IV Congreso y adopta una política en consonancia con el problema nacional existente en Euskadi (peso a restringír este termino a las provincias « vascongadas » de Guipuzcoa, Vizcaya y Alaya y considerar la reinvindicacion nacional vasca come democrática-burguesa).

— En 1933, los tradicionalistas rompen con el nacionalismo: « fueros si, estatuto no ». El P.N.V., pone en marcha sus varias organizaciones populares: « Nekazariak », S.T.V. (Solidaridad de Trabajadores Vascos, fundada en 1912 y con unos 65.000 obreros y empleados afiliados, más una mutual con 12.000 asociados), « Emakumes », « Euzko Ikastola Batzar » (con 30 escuelas de enseñanza en vasco), « Euzko Gastedia Batzar », « Euzko Gastetzu ».

— En 1934, el 31 de marzo, el carlista navarro Antonio Lizarza tiene una entrevista con Mussolini en Roma, suscribiendo (en compañía de Goicoechea de Renovación Española y el teniente general Barrera) un compromiso para ayudarlos con armas y dinero a desencadenar la sublevación fascista. Con dinero italiano, los carlistas compran en Belgica 6.000 fusiles, 150 ametralladoras pesadas, 300 ligeras, 10.000 granadas y cinco millones de cartuchos.

— En 1935, se constituye el Frente Popular de Euskadi, integrado por el P.C., el P.S.O.E., A.N.V. (Acción Nacionalista Vasca) y los republicanos. El P.N.V. hace bloque con las derechas parlamentarias.

— En 1936, el P.N.V. se une al bloque popular. En Navarra se movilizan 42.000 voluntarios facciosos; el Napar Buro Batzar, órgano regional del P.N.V., decide no oponerse al alzamiento, pero el mismo día sus centros y su periódico son asaltados; los paseos nocturnos y las « cunetas » comienzan.

— En San Sebastián. el pueblo en armas toma los cuarteles de Loyola, el Gran Casino y el Hotel Maria Cristina. La C.N.T. anarco-sindicalista (Confederación Nacional de Trabajadores) es el artífice principal de la victoria popular. En Bilbao la guarnición se rinvió sin lucha. Vitoria cayó en manos de los facciosos. Las Milicias organizadas seguidamene en Euskadi comprendían 22 batallones del P.N.V., 14 del P.S.O.E., 7 del P.C., 6 de la C.N.T., 2 de la A.N.V., 1 de los republicanos y otro misto de C.N.T. y gentes diversas.

— El 1° de octubre del mismo año. la República española, aprueba el estatuto de autonomía para Euskadi; el 7 de octubre es elegido presidente del Gobierno de Euskadi José Antonio Aguirre.

— En 1937, el 26 de abril, Guernica es bombardeada con un balance de 1.654 muertos, 889 heridos. Previamente el gobernadór Velarde prohibía el uso del vascuence en todo el territorio bajo su mando. La guerra termina, tras la caída de Bilbao, dejando en Euskadi Sur 50.000 muertos. Unos 200.000 vascos huyeron del país y muchos de ellos prosiguieron la lucha contra el fascismo en los distintos frentes de la Península.

6. LOS VASCOS Y LA GUERRA DE 1936-1939

Considerando las fuerzas polarizadas en torno al Frente Popular unas, y a los militares en armas las otras, en Euskadi

encontramos como fuerzas más importantes a los nacionalistas vascos entre los primeros y a los carlistas entre los segundos. Dicha polarización en Euskadi es aún más fuerte dado que las fuerzas que proponían como alternativa al fascismo la Revolución Social que ha de llevar como consecuencia la total manumisión de los trabajadores y con ellos de toda la sociedad (representadas por la central anarcosindicalista C.N.T.) eran relativamente escasas en el País Vasco, cuyos núcleos principales se encontraban en Irun, Renteria, Pasajes (donde hubo una tentativa de autogestión por los trabajadores), y en zonas industriales de Vizcaya.

Hablar del P.N.V., en esta época y en Vasconia (Vizcaya y Guipúzcoa principalmente) significa, hablar de la mayoría de los vascos politicamente comprometidos.

Las fuerzas principales del P.N.V. salen de la *pequeña burguesía,* son nacionalistas y partidarios de un regímen democrático. Buena parte de los cuadros del Partido mueven de ella. Se encuentran divididos en varias tendencias, desde la estrema derecha ultranacionalista que animava Sabino Araña, hasta los de A.N.V. (Acción Nacionalista Vasca), radicales socialistas, inclinados a compromisos con las izquierdas españolas y unidos al Frente Popular antes de la guerra.

Son abundantes los campesinos, clericales y profundamente conservadores, aferrados a la propiedad privada, son muy vascos y muy nacionalistas. Serán el ideal poetico repetido en los cliches propagandisticos del Partido.

La clase obrera milita sobre todo en las filas de los socialistas, el P.C. y la C.N.T. le siguen con la mitad de importancia en cuanto al numero de militantes. No obstante es relativamente numerosa en el P.N.V. En su gran mayoría trabajan en pequeñas empresas en las cuales el patrón era también del Partido Nacionalista y recibían un trato paternalista y más humano. De la política de colaboración de clases que se deduce de esta situación empresarial y de la identidad en la lucha por la autonomia, salen las bases politicas para la creación de la Solidaridad de Trabajadores Vascos (S.T.V.), que ha ido radicalizandose debido al desarrollo del proletariado, colocándose a partír de octubre de 1934 a la izquierda del P.N.V. y rebasando a este en la defensa de la Republica en el 36.

No obstante, la gran mayoría de la clase obrera autoctona, aún perteneciendo a S.T.V. al P.N.V. carece de objetivos propios en cuanto a su problematica característica como clase explotada y a la del conjunto del pueblo vasco en cuanto pueblo sometido.

La *media burguesía* es la gran artefice y la gran beneficiaria

de la política nacionalista del P.N.V., su desarrollo esta limitado por el marco de una economía (la española) de país agricola y subdesarrollado, dirigido por los capitalistas y terratenientes más reaccionarios de Europa.

El interés de esta media burguesía vasca y parte de la alta burguesía se encuentra representado con nitidez en la política estatutaria del P.N.V. Al Partido Nacionalista le interesa por un lado dar salida a sus productos, para lo cual necesita de un mercado lo más grande posible, y el español es un mercado ideal. Pero, por otro lado, debe librarse de los impuestos y trabas fiscales que la impone el poder central, impidiéndole desarrollarse como burguesía moderna con todas sus aspiraciones de enriquecimiento y control de la sociedad. La politica estatutaria del P.N.V. es, pues, la deducion logica de la situacion de estas clases: ni corte total con España ni dependencia político-económica a España... ¡Estatuto!

Para la alta burguesía — Sarrahil sostenía que casi la cuarta parte de la alta burguesía vasca de Vizcaya se proclama nacionalista — la politica del P.N.V. representaba la alternativa a la revolución social y a esta característica fundamental se unía su enorme atractivo sobre la masas nacionalistas, que, al decir de los propios dirigentes nacionalistas, constituia « el mejor valladar contro el comunismo ».

La explicacion de la politica nacionalista del P.N.V., indecisa y cambiante antes de la guerra y la mantenida a lo largo de ella, se encuentra en los dos frentes de lucha que representaban sus intereses político-economicos: *uno contra el centralismo castellano y otro contra la revolución social.*

No podían, pues, los dirigentes del P.N.V. propiciar el enfrentamiento con la sublevación militar mediante la entrega de armas al pueblo, porque ellos eran parte de sus explotadores y temían que las mismas se volveran contra el propio edificio. Hacia falta, al contrario, tener disciplinado el pueblo en torno a un objetivo que no fúese el de su emancipación que por lo mismo significaría el fin de sus privilegios burgueses y, en aquel momento histórico, el objetivo se concretava en la unidad de las clases anti-oligarquicas contra el fascismo; hoy podrá ser intereses de la Patria por encima de los de la clase obrera. Por consiguiente, tanto ayer como hoy, perderiamos los trabajadores intentando sacarles a los burgueses las castañas del fuego.

En 1936, exceptuados algunos focos en Guipúzcoa extremamente limitados en el tiempo, no conoció Euskadi la revolución social. El territorio quedó desde el primer momento en manos o

bajo el control de carlistas o de las fuerzas concentradas en torno al P.N.V. La propiedad y el « orden » fueron mantenidos. La política del Gobierno vasco se limitó a un dirigismo de ciertas industrias de guerra y a impedir la evasion de capitales. En 1937 el mismo Gobierno se prestó a perseguir a la C.N.T., incantándose de la imprenta donde salía « C.N.T. del Norte », que fue entregada a los comunistas para que sacaran « Euskadi Roja »; al agravarse este asunto, el Comite Regional de la C.N.T. fue detenido, y las tropas confederales se removieron, evitándose por los pelos un choque sangriento.

7. NUEVAS TENDENCIAS NACIONALISTAS

Se entiende por « nacionalismo » la doctrina que se reclama esencialmente de la tradición y de las aspiraciones exclusivamente nacionales. Cuando las reinvindicaciones nacionales de un pueblo están controladas por el capital dan lugar al manejo de los intereses de liberación de los trabajadores por parte de la burguesía local. Hay de otra parte un tipo de « nacional-socialismo » que une las tendencias raciales y militaristas con las realizaciones sociales. (Recordemos al efecto, el nacional-socialismo alemán cuya divisa era: « Un pueblo, un imperio, un jefe »).

Además, se entiende por « nacionalismo revolucionario » la doctrina que une la teoría nacionalista de la lucha por un Estado nacional independiente al objetivo de la eliminación de las clases en un Estado dicho socialista.

Bajo dos formas aparentemente distintas, pero esencialmente semejantes para los trabajadores, la dominación del hombre por el capitalismo, se extiende por todo el planeta. Una de estas formas de vida corresponde al *capitalismo de Estado,* dictadura tecno-burocrática de la casta dirigente en los países del mal llamado « campo socialista » o « comunista » o « democracías populares », y la otra al *capitalismo monopolista* de la Alta Financia o « Banco-cracía » y las compañias « a-nacionales », llamadas multinacionales, que extiende su control y dominación por el resto del mundo bajo dos formas políticas diferenciadas según las condiciones históricas objetivas de cada Estado o nacionalidad, a saber: *a)* dictaturas militares de corte fascista; *b)* democracias parlamentarias basadas en el control político de las clases trabajadoras por las burocracias de los partidos y sindicatos reformistas, y *c)* toda una serie de formas intermedias en dependencia de relaciones de fuerza e intereses creados.

Consideradas así las cosas, nos encontramos con que cual-

quier nación del mundo, ya sea gobernada por el propio Estado (el constituído por la burguesía o la casta dirigente nacional) o por un Estado extranjero (de otra nacionalidad), alberga en su seno clases antagónicas e irreconciliables: los detentadores del poder o explotadores y los gobernados o explotados, en lucha continua de eliminación, en el caso de los explotados, o de control en el caso de los explotadores.

Las ideas nacionalistas defendidas en la « izquierda » por el Komintern (III Internacional dirigida y controlada por el « padrecito » Stalin) se basaron en una política de alianzas frentepopulistas que encontró excelentes sucesores en los « camaradas » Mao Tse Tung, Ho Chi Ming y comparsas, ídolos del marxismo-leninismo. Estos, con título meritorio en su defensa por la « derecha » de los EE.UU. y el resto de los países democráticos, son ejemplares dirigentes de la lucha contra la « dictadura comunista », que dieznaron a los vietnamitas y varios otros pueblos, que pillean la America india y el Tercer Mundo, matando de hambre o con indigestion de plomo a las dos terceras partes de los habitantes de la Tierra. En la actualidad, estas ideas nacionalistas continuan sembrando la confusión en beneficio de los pocos privilegiados y explotadores, dentro y fuera de las filas militantes de la revolución, desviando de esta manera a los explotados y oprimidos de su verdadero objetivo emancipador, la lucha autónoma y radical de la clase trabajadora por su emancipación de todo tipo de esclavitud.

Bajo la bandera del nacionalismo se enfrentaron los obreros y clases mas humildes de la sociedad, en las dos grandes guerras que en el siglo presente conmovieron al mundo. Con ello, los detentadores del Poder cubrieron varios objetivos: eliminar el peligro que para su hegemonía suponía el creciente desarrollo del movimiento obrero mundial destrozando sus organizaciones y sembrar la discordia y el odio fraticida entre los productores de los diferentes países y sumiendo durante largo tiempo toda idea libre en el más obscuro abismo inquisitorial. Verificando todo esto en la aludidas guerras, se ha procedido a un reparto de dominios e influencias a nivel mundial. Así, pues, cabe afirmar que las guerras son una consecuencia de la exitencia de los Estados y todas las desigualdades y dominaciones que conllevan.

Al estar formada la nación actual por clases antagónicas, el nacionalismo, que abstrae ideológicamente este hecho fundamental, deberá ser necesariamente una doctrina que proclame la unidad de las clases contra supuestos enemigos del « exterior » de la nación y en aras de objetivos denominados nacionales: frente-populismo, Frente Nacional de Liberación, etc. Este oportunismo estatalista ha significado históricamente el abandono « para más tarde » de la lucha de la clase obrera contra su real, principal, sino exclusivo enemigo, la clase privilegiada, su explotadora y operosa (burgueses y burócratas); abandono que ha supuesto, con victoria « nacional » o sin ella, la continuidad de la esclavitud y de la explotación para la clase obrera.

En Euskadi, debemos considerar al nacionalismo revolucionario como una ideología de transición, entre el « nacionalismo burgués » y el ideal socialista libertario de total emancipación del hombre. Refleja la situación de una parte de la pequeña y media burguesía (intelectuales principalmente) que se debate entre el temor y el apoyo a la revolución social, entre la necesidad de libertad y el temor de la aventura socialista con la pérdida de los privilegios que en la actualidad poseen, al contrario de los trabajadores que se ven obligados a emprenderla para conseguir su emancipación. Debemos apreciar, en fin, que el nacionalismo revolucionario puede igualmente degenerar en un Estado demócrata burgués o en dictadura burocrática de partido único.

En las filas del nacionalismo vasco militan hoy grupos contradictorios que comprenden desde nacionalistas a secar y reaccionarios derechistas hasta socialistas antiautoritarios y anarkoabertales a quien les comienza a caer ancho al calificativo de nacionalistas, pero siguen pegados a él por temor a la búsqueda de una respuesta netamente obrera y radical, de la « cuestión nacional » desde perspectivas anarquistas.

Por otra parte, en el actual Estado español sobresalen con nitidez dos clases de nacionalismos: el primero, más importante, si bien menos reconocido es el objetiva y practicamente represivo en la realidad vivencial española. Tiene, desde que en su imperio « no se ponía al Sol » brillante tradición histórica en el sentido de la colonización y explotación liquidadora de minorías naciones o etnías. Difundido ampliamente por las castas que se han sucedido en el ejercicio del poder, el nacionalismo « español » condiciona e imprime desgraciadamente en la mentalidad de buena parte de los habitantes de la Península en nuestros días, de modo que contra él es obligado librar combate desde trincheras de libertad que comprendan a los internacionalistas federales del Centro y Sur del Estado al igual que a catalanes, gallegos, vascos y canarios. El segundo, menos importante, por no estar en el poder y expresar un contenido « progresista » de oposición al Estado centralista y a los residuos

de la dictadura franquista, es el que se ha desarrollado en los pueblos periféricos del Estado español (Vasconia, Canarias, Cataluña, Galicia), contestatario del primero y consecuencia de él, pero sobre todo movido por los intereses — grandes e importante intereses — de poder y económicos de las burguesías locales.

A la vista de las « ventajas » que la politicalla nacionalista ha aportado a los trabajadores en la agitada historia del país, consideramos de urgente necesidad, *combatir el nacionalismo,* ideología predominante de nuestra época, enfocándole en sus dimensiones auténticas: *programa de las clases explotadoras para mantenerse o conquistar el poder, ya sea asegurándose la dominación de un Estado propio o bajo la dominación de uno extranjero.* Nacionalismo imperialista en el primer caso, según se ha dado en llamar, « revolucionario » en el segundo.

El actual período de dominación de clase, con su cohorte de guerra, hambre y miserias amenaza catastróficamente con la destrucción de la humanidad, pero puede, si los pueblos se lo providen, conducír al establecimiento de una sociedad sin clases, libre e igualitaria, en suma autogestionada. De todos modos, nuestra lucha como trabajadores, no ha de ser una lucha fundada en privilegios de clase o encaminada hacia la dictadura da una clase sobre la otra — según proclamaban ya, recogiendo el espíritu de los obreros de su época, los estatutos de la Iº Internacional — sino por la abolición de privilegios y dominaciones de clase, lo que implícitamente supone la emancipación de toda la humanidad, de todos los pueblos, de todos los individuos, del Hombre.

8. SOBRE EL ESTADO PRECONIZADO POR EL NACIONALISMO

« El instrumento de las clases populares vascas para consumar su revolución popular será el Estado Vasco democratico-popular, el cual garantizará al mismo tiempo la independencia y soberania nacional de Euskadi ».

« En realidad, las contradicciones entre la burguesía nacional y el proletariado no desaparecen con la unión revolucionaria popular. Pero aun sin desaparecer, pasan a segundo plano subordinándose a la contradicción principal que enfrenta a las clases populares con la oligarquia monopolista ».

« En el capitalismo de libre competencia, la ganancia capitalista dependía de la plusvalía que el empresario directamente se apropiaba, no solo de la plusvalía extraída a sus obreros,

sino además de una parte de la ganancia de los pequeños empresarios independientes ».

(IRAULTZA núm. 1, pag. 95 y 80-90; trabajo de K. de Zumbeltz).

Los leninistas pretenden aliarnos con los « medianos » para matar a los « gordos » y una vez conseguido esto e instaurada la « democracía popular » en un Estado dictatorial y centralista... bajo el control absoluto del partido, ir eliminando poco a poco los « medianos » hasta llegar al socialismo. Además preconizan para Vasconia, como revolucionarios nacionalistas, la creación de un Estado que proteja nuestra conquistas « revolucionarias » frente a la reacción del exterior. Però, en fin, ¿de qué nos sirve a los trabajadores vascos que nos exploten y nos den hostias, en el mejor de los casos, con el garrote envuelto en la « ikurriña » o en cualquier otra bandera?

El « nacionalismo revolucionario » que se nutre ideológicamente del populismo marxista-leninista comete errores fundamentales en sus analisis, como son el confundir o no apreciar la evolucion irreversible del capitalismo de libre competencia hacia el capitalismo de alta concentracion. Hoy el capitalismo es un sistema económico mundial, tentacular, como un inmenso pulpo o tale de araña, al cual todos estamos supeditados a pesar de las diversas formas políticas que este adopta en los diferentes estados o zonas geograficas. No podremos nunca en Euskadi derrotar a la alta finanza sin conseguirlo al mismo tiempo en todo el Estado español y en toda Europa, y aun así, tampoco podremos sin que el proceso revolucionario se extienda de inmediato por el resto del planeta. Es totalmente utópico pensar en alianzas « populares revolucionarias » que serían una « etapa intermedia » hacia el socialismo; en el caso (irreal en Europa) de que estas alianzas triunfasen, solo darían como salida un capitalismo de Estado, una dictadura burocrática de partido único militarizado. No, no es ese el camino. Hay etapas de otro tipo, que se dan en un camino dificil en la lucha por la autogestion obrera generalizada. Sin aliarse con otras clases para desbancar a los más poderosos la clase obrera desarrolla una dinámica de lucha clara y radical, socialista, libre y humana, atrae hacia sus filas a los individuos más sanos de la sociedad constituye un vasto movimiento capaz de ofrecer una alternativa — la gran alternativa de hoy — realizable y deseada por la inmensa mayoría de los habitantes del planeta: ¡socialismo o barbarie!

El Estado popular es un mito peligroso que hay que destruir. Los trabajadores hemos perdido siempre que nos hemos aliado

con otras clases sociales, les hemos sacado les castañas del fuego con nuestra sangre y han sido ellos los que luego se han subido sobre nuestras doloridas espaldas en sustitucion de los antiguos jinetes de opresion y explotacion.

El hombre ha buscado en todo momento de su historia, la libertad. Se es libre no aisladamente — hay ejemplos suficientes que demuestren la vuelta a la animalidad del hombre solitario en medio de la naturaleza — sino en la vida social. Mientras haya un solo hombre encadenado, a nuestra libertad le peseran las cadenas del esclavo. Por lo tanto, nuestra busqueda de la libertad, ha de ser una busqueda social de la libertad de todos.

* * *

Cuando el individuo comienza a revolverse contra la sociedad represiva que le rodea y surge en el la necesidad de organizarse, busca asimismo una estructura orgánica a la que aportar sus esfuerzos en la tarea transformadora. Dada la extension e influencia de la ideologia independista en Vasconia, en buen numero de los casos, se suele caer bajo el influjo de las muchas variantes ideológicas alguna de tipo nacionalista. De esta manera la revuelta espontánea contra aquello que la explota y oprime, se desvía hacia un irracionalismo idealista que, en amor y entrega desbordante a la madre patria, a la bandera, al himno.. desemboca a veces a un activismo desenfrenado de funestas consecuencias o un folklorismo inevitablemente ridiculo.

Perdura no obstante la idea, el ansia siempre insatisfecha (afortunadamente) de libertad, pues en última instancia y en la mayoría de los casos la libertad es el móvil fundamental de la lucha de los vascos, sin penetrar a fondo en las contradicciones ultimas del sistema y encontrandose, por ello, apartados del camino que habría de llevarlos a su ideal libertario.

Se dan, a nuestro parecer dos tipos fundamentales de nacionalistas: 1) el constituido por los dirigentes de las organizaciones y la burguesía local (nacional) antimonopolista, con intereses politicos y de clase en lucha por el poder y los privilegios de la casta actualmente dirigente, y 2) los militantes de base y el pueblo en general, con aspiraciones de libertad que luchan por liberarse del yogo que les oprime y que astutos « teóricos » han desviado de sus intereses objetivos confundiéndoles con los de sus dirigentes y a menudo con los de esa burguesía llamada nacional; de la misma manera que confunden intereses populares democraticos, con intereses comunistas.

Hemos de ser, en fin, conscientes de que la democracia burguesa es superable en la lucha por el comunismo-libertario, sin

pensar que con la « democracia » obtendremos la ruptura de las cadenas que nos oprimen. El blanco de nuestra total emancipación debe estár siempre presente en nuestra acción: mediante la lucha de clases y de la revolucion social, por la autogestión y la libre federación de unidades autónomas, hasta conseguir el comunismo-libertario.

9. POSTURA ANTINACIONALISTA

Los libertarios vascos rechazan el nacionalismo porque, antes de pretender desarrollar una actividad revolucionaria en el país, se impone hacer un profundo estudio crítico de la situación que queremos transformar.

Dado que las ideologías nacionalistas producidas por los Estados español y francés, no encuentran eco sino escaso número de habitantes de Vasconia y la acción de los trabajadores emigrantes y autóctonos de conciencia española o francesa, es mucho menos espectacular y de menor influencia que la de los nacionalistas vascos, nuestra lucha a este nivel se encamina a hacer comprender a los trabajadores y progresistas del resto del Estado español los objetivos que perseguimos y combatir francamente su posible nacionalismo.

En este sentido, tratamos ya de estrechar los lazos fraternales y de igualdad con los camaradas de los Estados español y francés, esperando de ellos que en justicia humana y obrera, sostengan el combate contra el nacionalismo francés y español en su proprio terreno, denunciando el « chovinismo » y negador de los derechos irrenunciables de nuestro pueblo su independencia nacional.

Hemos llegado a la concusion que la ideología predominante en Vasconia, es la nacionalista (con todos los matices y tendencias politicas que van desde el neofascismo hasta el nacionalismo revolucionario) acentuada por el proceso activista de la E.T.A. y asmismo por la toma de conciencia generalizada sobre la opresion nacional. Sin embargo, el P.N.V., el baluarte y difusor principal de la ideologia nacionalista en Vasconia, es probable que mantenga todavia sus posiciones debido a la extension del aparato organizacional y a la tirada y difusion de sus diferentes órganos de propaganda.

Observamos igualmente que la influencia ideológica del « milagro » del « desarrollo español », con la entrada de la casi totalidad de los habitantes del Estado español en la moderna

sociedad de consumo, de una parte, y la autonomia creciente de las luchas obreras y su extension, así como el perfil cada vez más claro de los objetivos que les son propios, por la otra, tienden a contrarrestar la base facilona del nacionalismo en Vasconia, o sea la sociedad industrializada con relacion al resto del Estado español. No obstante, el nacionalismo de rechazo sigue siendo la ideología predominante entre la minoría politicamente activa en Euskadi mientras que para desgracia para los trabajadores, el nacionalismo imperialista, perdura en el rajunto territorial de los Estados español y frances.

Escribía Eliseo Reclus a propósito del Estado y la Revolución Francesa (1) que « el Estado, aunque fuera popular, tiene como principio un defecto de origen, la autoridad caprichosa de un jefe y por consecuencia la disminución o la perdida completa de la iniciativa del individuo ». Un siglo después, en Vasconia, los nacionalistas burgueses, por mucho que afirmen lo contrario, piensan de la misma forma cuando intentan hacer « su » Estado, ni más ni menos que los nacionalistas marxista-leninistas vascos al invocar el socialismo para afianzar la peculiaridad « étnica » y la libertad nacional. Pero ¿qué es la nación si no va acompagnada de la igualidad, la fraternidad y la libertad?

Para nosotros, los trabajadores, la liberación de nuestra comunidad nacional solo tiene un camino: apoderarnos de la gestión de la sociedad eliminando al capitalismo y al Estado por medio de la revolución social y bajo la bandera del internacionalismo, basado en la autonomia y la autogestión nacionales y en la libre federación de los trabajadores de las naciones, regiones o pueblos del mundo entero.

10. E.T.A. EN BUSCA DE SU IDENTIDAD

En 1952 y a iniciativa de un puñado de militantes nacionalistas radicales, nace ETA. Surge del seno de EGI grupo dependiente del P.N.V. como consecuencia de la experiencia EKIN y tras el rompimiento de este grupo de intelectuales y universitarios, pertenecientes a la pequeña y media burguesía en una linea de prodencia legalista propria de la burguesía nacional de Euskadi. EKIN, lo mismo que más tarde ETA, consideran que

(1) Cita de « Evolución, Revolución y Anarquismo ».

el P.N.V., evolucionando en sentido fuerista, ha traicionado los objetivos de la lucha nacional (2).

Entre 1958 y 1962, hay un periodo de transición en el que la propaganda de las ideas etistas es contigava con multas, y sus actividades originan detenciones y huidas al extranjero. Va emergiendo así el principio de la lucha patriótica radical: acción, represión y concienciación del pueblo, hasta que la conocida espiral insurreccional y populista de la línea tercermundista repercute en la propia organización y se produce cierto control de la policía política del capitalismo. Con ello pierde ETA la iniciatura de la acción y la espiral es ya fomentada por medio de provocaciones que, en los momentos coyunturales permiten al capital desarticular, no solo a ETA, sino al aún incipiente movimiento obrero y ciudadano.

No obstante, ETA radicaliza la estrategía y celebra la Primera Asamblea Nacional en 1962. En esta ocasión se define a sí misma como « Movimiento revolucionario de acción nacional », abarcando las regiones históricas de Araba, Guipuzkoa, Bizkaia, Nafarroa, Laburdi, Denafarroa y Suberoa. La reunificación e independencia es considerada como el único medio realista de desarrollo y vigorización de la nación vasca en el marce político, el área nacional y el orden cultural. Para lograr estos objetivos se constituyen cuatro frentes de lucha o sea político, social, cultural y militar.

Definida la ideología y propósitos combatientes, ETA señala una evolución con relación a EKIN al radicalizar algunos de sus fundamentos. Para ETA, por ejemplo, un ateo puede ser un buen patriota vasco y puede no serlo quien considera la pertenencia a la etnía vasca como un título racista de superioridad. Defiende, por lo tanto, la igualdad de todos los hombres de Euskadi y prescinde de su dimensión transcendente. Asímismo intensífica o renueva lo social en el campo económico y en el político. De un EKIN (para emplear una fórmula) demócrata-cristiano, se ha deslizado hacia una especie di socialdemocracía e intenta adentrarse en el campo de una nueva ética de la revolución.

En el año 1963, ETA, cuenta en sus filas con unos 65 activistas, a los que se ha agregado el Frente de Liberación Nacional. Así, en la segunda Asamblea se clarifican los objetivos y estra-

(2) Sobre ETA, Jesus M.a de Leiazola, presidente del Gobierno de Euskadi en el exilio, en unas declaraciones del 24-4-76 diría: « El fenómeno ETA, como todo el mundo sabe, es una serie di fracciones, enfrentadas entre sí; ellos mismos se encuentran y se desautorizan mutuamente ».

tegía. Adoptando el principio de la lucha armada, un editorial de « Zutik » afirma: « La violencia es necesaria, una violencia contagiosa destructiva, que apoye nuestro combate, un buén combate, el que han enseñado los israelitas, los congoleños, los argelinos, los cubanos ». Por otra parte « Zutik », en una carta dirigida a los intelectuales precisa: « Luchamos por la autodeterminación... porque vemos en ella la única posibilidad de que el socialismo se implante en Euskadi ».

Estos objetivos no estan encuadrados en una ideología marxista, sino personalista: « La primacia de la persona humana y de sus derechos — se dice —, es para nosotros el fundamento de cualquier posición política ». Esta primacia inalienable constituye el criterio básico para el análisis del entronque social y nacional.

Tras algún tiempo de tanteos, en diciembre de 1966 se constituye la Quinta Asamblea Nacional, en cuya primera sesión se hace constar que la intervencia violenta de los activistas, se adelanta a la concienciación popular y entonces actuaciones armadas como la de Irún en el Aberri Eguna del '66, implican el riesgo de conducir la Organización al desastre, sin más recurso que el de entonar el canto lastimero de las torturas o las injusticias de los Tribunales. En resumen, ETA se escinde y, con el responsable del Frente Militar, se separan unos veinte militantes — conocidos por los « cabras » — que actuarían como Grupo Autónomo de ETA y se desarticularon hacia 1968.

En la segunda sesión, dos miembros del Comité Ejecutivo son acusados de « españolistas » porque, tras admitir la legalidad vigente, se inclinaban a participar en las elecciones sindicales y sostenian formas evolutivas para reforzar el « poder » del proletariado — de hecho español — contra toda la burguesía, incluida la respetablemente denominada « popular vasca », lo que, en la ideología — ya de influencia marxista-leninista — de ETA, resultava inadmisible. Ambas posiciones eran globalmente erróneas, aunque sin duda una y otra contenían elementos parciales correctos.

El caso es que a los « españolistas » expulsados de la organización los acompañaban algunos miembros procedentes del F.L.P. (Frente de Liberación Popular), llamados corrientemente « felipes » o « liquis ». De ahí surgió el nuevo grupo ETA-BERRI, que luego pasaría a denominarse « Komunistak » y más tarde, tras una evolución considerable, « M.C.E. ».

11. DEL ACTIVISMO AL MARXISMO-LENINISMO

A pesar de los conflictos, hasta la quinta Asamblea permanecen claros y en pie los objetivos: liberación nacional y liberación social, si bien la segunda es en la práctica abandonada en beneficio de la primera. A ella se le va a dar una nueva base ideológica, que no es ya personalista ni será — como la de los antepasados — un humanismo individualo-grupal. De los treinta y nueve asistentes a la Asamblea, trece son comunistas, los cuales, desbancando la anterior ideología etista, encuadran los restos que quedan dentro de una ideología marxista-leninista vasquizada.

Así, pues, el « proceso histórico » ha hecho que en Euskadi, haya un único explotador: la gran burguesía monopolista que utiliza para su opresión a los Estados español y francés y establece dos tipos de explotación: el nacional y el social. Franceses y españoles oprimen nacionalmente a los Euskaldunes, cuyas peculiaridades son el lengua y la conciencia nacional. La opresión social la sufren la mediana e la pequeña burguesía nacional y el pueblo trabajador vasco, el proletariado.

Entre los grupos oprimidos, el proletariado es la clase más revolucionaria y poderosa de Euskadi, pero hallándose bajo la dictadura alienada e inconsciente, es preciso que, además de la conciencia de clase asuma la conciencia nacional, pués sólo ésta puede alentar la tensión que culminará en la revolución.

Llevada de sus intereses económicos, la burguesía vasca puede detener o intentará frenar la revolución, pero ETA supone que, excitada por su amor a la patria y a su liberación nacional, se sume a la lucha popular para derrocar de un solo golpe a la gran burguesía. Pretensión historicamente errónea, pues que a menudo burgueses de distinto rango colaboran con los poderes políticos españoles y franceses que les sostienen y se identifican con sus intereses.

La opresión creciente, el ritmo de acción y represión, irán provocando aparentemente, el clima adecuado para la revolución en Euskadi, una revolución popular vasca, segun ETA. Esta por lo tanto, no es una revolución simplemente socialista, porque en ella intervienen también los pequeños burgueses, pero tampoco es simplemente vasca, porque supone que sus bases dialécticas son también económicas.

En verdad, no ha sido ETA, con su contenido programático y analítico, la última respuesta a una necesidad material de aparente caracter objetivo — que es exclusivamente subjetivo e

ideológico — según el cual la burguesía nacional vasca y el proletariado debían unirse bajo la dirección de este en la lucha revolucionaria contra la oligarquía monopolista. De ahí su fracaso en una sociedad, como la vasca, que ya ha realizado la acumulación de capital en los Estados español y francés y se siente estimulada en el continente europeo por un sistema capitalista avanzado.

Diremos, no obstante, que ETA ha sido instrumento de concienciación del pueblo vasco, hacia posturas revolucionarias que, en estos momentos, una parte importante del pueblo vasco — trabajadores jóvenes, sobre todo — han asumido y desbordado en su contenido « socialista ». Serada añadiose que ETA ha jugado un papel muy importante en la lucha de liberación nacional de Euskadi y hoy nos toca coger el relevo y superar las contradicciones lógicas de su época y de su medio para elaborar una alternativa que básicamente siga la línea de independencia nacional y socialismo autogestionado, es decir libertario.

12. RESPUESTA A LA ACTUAL PROBLEMATICA VASCA

El Estado español, como expresión política del sistema al cual nos enfrentamos, está basado en la explotación de los trabajadores por una minoría que detenta el poder y el control de la plus-valía, es decir, en la propiedad privada de los medios de distribución y de producción y la concentración de esta propiedad en grupos monopolistas, protegidos por un fuerte aparado militar judicial de represión y explotación.

Combatimos la idea de formar un Estado vasco, ya sea democrático o socialista, por considerar que nuestra emancipación debe pasar por la abolición del Estado, sea cual fuere el significado del mismo.

Existen dos fuentes principales — economía y poder político o de conquista — de las cuales surgen diferencias de clases y, por lo tanto, el sometimiento del hombre por el hombre. Las que nacen de la economía, se perpetúan al amparo del poder, por lo que cabe afirmar que el poder está dialecticamente ligado a las desigualdades sociales y económicas; asimismo el poder es creador de privilegios, de donde resulta que el Estado representa siempre, alguna forma de propiedad explotadora.

Combatimos en suma la idea del Estado, porque ésta conlleva, intrínsecamente, la de uniformidad despersonalizadora y deshumanizante del individuo y de la sociedad, y la multiplicidad

del ser humano y de su problemática son contrarias a ésta uniformidad.

Necesitamos, pues, de la libre federación para vivir en sociedad, por lo tanto para ser libres. Porque la libertad o se dá en sociedad o no se dá. Igualmente se hace preciso arrancar la gestión de la sociedad, de nuestro trabajo, y de todo lo que concierne a nuestra vida de las manos de minorías privilegiadas que detentan y monopolizan el poder en contra de nuestros intereses directos.

Nos reiteramos, además, en nuestra posición antiautoritaria, aun cuando la autoridad proceda del Estado llamado proletario o del partido sedicente de los trabajadores. El estudio de los países que posteriormente a la Revolución Rusa han llevado a cabo ensayos de tipo comunista-estatista revela en estos un enorme fracaso, que la situación que de ellos se desprende es que los trabajadores se encuentran bajo la bota dictatorial del Partido y del Estado. Así la observación del hecho histórico en el mundo biológico muestra todo organismo es creado para desarrollar unas funciones determinadas, si dichas funciones llegan a resultar nocivas, hay que sustituir el organismo por otro que desarrolle las funciones deseadas. La razón por la cual los comunistas libertarios luchamos por abolir el Estado y la autoridad es que queremos cambiar la sociedad por una auténticamente humana, igualitaria y libre, y no nos sirven para ello como a la naturaleza ni organismos ni principios de la vieja sociedad de autoridad y represión, de explotación y cadenas.

Sabemos de lo imposible de alcanzar nuestra meta por una vía de respeto democrático de la mayoría a nivel de las instituciones parlamentarias del Estado, pues es la minoría privilegiada la que unas veces ha recurrido en la historia al golpe de fuerza contra sus propias instituciones políticas cuando presentian que sus privilegios estaban en peligro. Nuestra libertad y el socialismo autogestionado que preconizamos no lo conseguiremos sin una victoria total y generalizada sobre la vieja y sanguinaria sociedad y todas sus instituciones y modos de vida y pensamiento, pero tampoco llegaremos a esta victoria de los oprimidos explotados desarrollando una política y una línea de intervención de tipo insurreccional y militar pues el enemigo ha demostrado que es mas fuerte y que ese es precisamente « su » terreno. ¿Que hacer? Solo nos queda la alternativa del desarrollo de un contrapoder que ponga en marcha el vasto movimiento autogestionado directamente por la base y que, previniendo en

todo momento la posibilidad del golpe militar capitalista o burocrático, esté en condiciones en su día de ofrecer una alternativa de cambio socialista a nivel mundial en la que se encuentran implicados la inmensa mayoría de los trabajadores y ciudadanos libres del orbe. Un movimiento antimilitarista, pacífico en la medida de lo posible (asegurar la autodefensa radical), antiparlamentario y apartidista pero con un respeto profundo por las diferentes opciones politicas; un movimiento global y generalizado que abarque todos los campos de la vita cotidiana y que todos les influencie y transforme corrompiendo las bases del mismo sistema opresor hasta dejarle en el aire sin defensa y enterrarle para siempre.

Nuestra concepción de la organización social.

Es necesario dejar sentadas para evitar « confusiones », la concepción anarquista de la organización de la sociedad y de las organizaciones revolucionarias aunque solo sea de manera esquemática.

Dos lineamientos esenciales y coordinados son precisos en la sociedad anarquista para su organización: *el trabajo y la vida social.*

El primero corresponde a la estructura y ejecución de los procesos económicos de producción, planificación, estadísticas concernientes y su distribución a los lugares de consumo y un largo etc. Todo ello a realizar por medio de las organizaciones obreras *federaciones de rama industrial* en autogestión total desde hoy y por su base militante.

El segundo concierne a la organización de la vida comunitaria en general, es decir, enseñanza y cultura, sanidad, urbanismo, relaciones, diversiones, estudios estadisticos, control y programación de las necesidades ciudadanas, *distribución de los productos.* Todo ello desde hoy en autogestión directa.

Anarquía es una palabra di origen griego cuyo significado etimológico *(negación del poder)* no *supone* la *negación de la organización,* sino su *afirmación libertaria.* Los anarquistas, negamos que pueda haber, una participación directa de los interesados en la vida social, si ésta se estructura bajo el principio autoritario del centralismo verticalizante, cuna de privilegios de todo tipo y por tanto de explotación y opresión humanas.

Propiciamos por todo ello una sociedad basada en relaciones libres e igualitarias entre los hombres y de los grupos nacionales entre si. ¿Como se puede poner esto en práctica? Por medio de las asambleas, de los consejos obreros y ciudadanos del sindicalismo revolucionario y del federalismo en autogestión generalizada.

Existirán, por lo tanto, una federación de Consejos a partir de la fábrica por ramas de industria y comarca, región, nación, etc., que posean en orden técnico Consejos económicos consultativos y una federación de Consejos de Barrio, Comunales o de Ayuntamiento a nivel igualmente comarcal, nacional, etc.

Queda fuera de duda, la estrecha colaboración que es necesaria entre las dos ramas organizacionales de los diferentes grupos de consejos federados, y la única obligación existente en ellos y para los individuos es la de cumplir los acuerdos tomados a nivel de congresos o asambleas en el uso de la democracia obrera directa.

Para la organización específica, se hará necesario el desarrollo de grupos autónomos de estudio y acción por zonas, hasta conseguir la Federación Anarquista Vasca que consiga la unidad en la acción de todos los grupos, y una vez vertebrada en el país, forman un todo con el movimiento de masas a través de los consejos, dando aliento con su actividad diaria al proceso revolucionario y, digámoslo una vez mas, sin intención alguna de *tomar el poder* sino todo lo contrario, de *disolverlo* en la masa revolucionaria, única constructora del comunismo libre, autogestionado.

13. HACIA UNA PLATAFORMA LIBERTARIA

Las *bases teoricas* de la *plataforma* de los *libertarios vascos frente a la realidad de Euskadi* podrían ser resumidas como sigue: 1) Materialismo científico como metodo de estudio y elaboración teorica. - 2) Acción directa y autogestión como metodo de trabajo practico. - 3) Federalismo (como método de coordinación y unificación de esfuerzos) y gestion directa de la lucha y de la organización por todos los afiliados o concernidos. - 4) La fase de transición de la explotación del hombre por el hombre (sistema capitalista) a la libre asociación de productores (comunismo libre) comenzó en el siglo pasado con la lucha de clases; su final llegará, junto con el desrumbamiento de la vieja estructura social de explotación y miseria y el establecimiento de una nueva sociedad basada en la libre e igualitaria relación de todos los hombres entre si. - 5) Negamos por lo tanto, como etapa de transición al comunismo, la necesidad del llamado « Estado obrero » (dictadura del proletariado) que consideramos cuna de las mayores injusticias, miserias y desventuras para la

clase trabajadora, afirmaciones éstas que basamos en el estudio materialista de las experiencias revolucionarias y las derrotas de la clase obrera mundial. - 6) La etapa actual de la lucha por nuestra emancipación del salario (trabajo-mercancía) y de la supeditación jerarquica del hombre a otros hombres (Estado etc.), es la de la *revolución social mundial.* Nuestra lucha en Euskadi, el Estado español y Europa forma parte integrante de este movimiento internacional.

A corto plazo se trata de la formación de grupos de estudio y acción, de donde, a través de un proceso de maduración, pueden surgir las bases de una organización comunista libertaria que permitan ofrecer a la opinion publica y a los trabajadores en particular, una opción política adecuada (posible a corto plazo); deseable, realizable y necesaria (a larzo plazo) en el marco de la Euskadi de nuestros dias y en un uno más amplio, a nivel geográfico peninsular e internacional si elementos hubiera para ello. Las circunstancias actuales y sobre todo las que se van a presentar, son las que nos hacen ver dicha unificación y plataforma como absolutamente necesaria.

En principio, como vascos, dedicamos nuestra atención a Euskadi en el contexto general del Estado y Europa. Sacamos la conclusion de la necesidad urgente de una respuesta de tipo libertario frente a las diversas opciones políticas que en un futuro próximo pueden tener viabilidad en nuestro país.

Intentamos partir del análisis científico de las condiciones reales económicas, políticas y sociales de la Euskadi de nuestros días, teniendo bien presente, el cuadro de reivindicaciones culturales y lingüísticas de nuestras comunidades vascas y la elaboración de soluciones de carácter libertario y viables, en las condiciones inmediatas.

Dentro de ese contexto, nuestra labor, nuestra opción política es de tipo educacional y pragmatico. Es decír, de intervencion practica constante a todos los niveles posibles:
a) clandestinos, y *b*) mediante plataformas culturales y reivindicativas en un marco absolutamente legal al objeto de aprovechar todas las posibilidades utiles de lucha.

Dentro de las opciones de tipo socialista que tienen o van a tener vigor en Euskadi, nuestra tarea es mostrar la necesidad de la opción libertaria como garantizadora y única via real posible para la emancipación de la clase obrera y de los pueblos de Euskadi. Para hacer efectiva a corto plazo dicha fase educacional, necesitamos las garantías democráticas (equilibrio de fuerzas). Somos conscientes de la gravisima desviación que a

medio y largo plazo representa para los intereses de la clase obrera la instauración del centralismo democrático como método organizativo de clase. No negamos todo tipo di organización, sino que queremos y luchamos por una organización humana y libre, descentralizada y federativa, donde la mayoría actuante sea la que disponga del poder real de decision.

Para lograr que, nuestra labor educativa sea positiva, logre audiencia y pueda ofrecer viabilidad política, es necesario tener en cuenta las necesidades históricas del momento en que vivimos, hacer un balance de las principales fuerzas de prestigio político presentes en el juego y fuertemente arraigadas en nuestro pueblo.

Y para que nuestra imagen no sea la falsa imagen de la oposición por la oposición, consideramos como oportuna la creación de una organización libertaria que presente su teoria dentro de un programa de realizaciones prácticas que garantice una imagen realista de nosotros y de oportunidades que nos posibiliten la tarea educacional y de acción directa revolucionaria. Tarea necesaria ante los enormes problemas generalizados de tipo cultural y socioeconómico que dejará tras de sí el viejo mundo y que debemos aprestarnos a solucionar urgentemente para evitar el suicidio de una humanidad que perece en su propia salsa bajo la dirección de capitalistas y burócratas.

14. PUNTUALIZACIONES NECESARIAS

1. - Para que un grupo u organización sea eficaz en la lucha de clases necesita de una homogeneidad ideológica, dialécticamente ligada a una homogeneidad práctica para su intervención en la lucha diaria.

2. - Existen en el seno del movimiento obrero mundial de caracter socialista o comunista dos formas de conseguir esa homogeneidad: *a*) imposición a la mayoría organica actuante de los puntos de vista de la minoría pensante que controla la vida de la organización o del partido, y *b*) obtención de esa cohesión ideológica y práctica basándose en la comunidad de intereses de la clase obrera y en la experiencia que dice que los trabajadores sólo podrán liberarse a sí mismos y al resto de la sociedad por medio de un movimiento propio, comunista y libre, utilizando la libre discusión, la libertad de crítica y de actuación, partiendo de los extremos al centro sin ninguna clase de verticalismo organico, manteniendo siempre el poder

de decisión en las asambleas de militantes o en el conjunto del movimiento, en la base, una base militante que ha de ser responsable ante ella misma y ante las generaciones futuras. Nosotros debemos optár por el segundo metodo, el metodo anarco-comunista. Al mismo tiempo combatimos como fiel representación del despotismo ilustrado jacobinista y burgués, elitista y autoritario, opuesto a los intereses comunistas y libertarios del conjunto de la humanidad y de los trabajadores al primero de los metodos expuestos en este apartado.

3. - En la fase actual, el movimiento obrero carece de organizaciones revolucionarias propias (la C.N.T. se encuentra en todo el Estado español, Euskadi incluída, en un período de reconstrucción y en el animo de todos nosotros, que participamos activamente en su seno, está la interrogante de lo que será mañana, pues depende del predominio de unas u otras tendencias ya claramente manifiestas en su interior bien que aún no éstan decantadas y organizadas como tales). Este movimiento obrero se encuentra mayoritariamente bajo el control de políticos y burócratas oportunistas o reformistas de fraseología « revolucionaria » y « vanguardista » y hechos de sobra conocidos por todos nosotros del más fino manipuleo político de los intereses inmediatos de las masas populares y trabajadoras. Por lo expuesto en este apartado se deduce: *a)* la necesidad de crear y desarrollar de inmediato en Euskadi la organización unitaria de los comunistas libertarios vascos (los que vivimos y trabajamos en Euskadi y sentimos sus problemas de nación oprimida y negada en su derecho inalienable a la propia representacion e independencia y a federarse o no con quien quiera) para defender e imprimir democráticamente a la C.N.T. de Euskadi, y a través de ella influenciar en la C.N.T. del resto de las regiones y naciones que componen hoy el marco del Estado totalitario y unitarista español, con nuestras teorías y prácticas del tipo comunista libertario ó anarco-comunista; *b)* para defender y difundir nuestras alternativas y teorias en el seno del movimiento obrero, revolucionario y progresista vasco e internacional con el maximo de eficacia y resultados. Combatiendo en nuestro propio terreno (las asambleas obreras y populares) a las ideas autoritarias y reformistas, y *c)* para asegurar la eficacia y la autodefensa de los anarquistas vascos.

4. - Vivimos igualmente en la actualidad un proceso de recuperación y fortalecimiento del movimiento obrero autónomo y revolucionario que se puede comprobar entre otras causas por

el enorme auge que conocen las luchas por la autogestion obrera y contro el dirigismo y la manipulación. Es necesario, por lo tanto, realizar junto a lo expuesto, una teorización y análisis profundos que permitan la comprension del sistema mundial del capitalismo monopolista y de Estado y la elaboración de un proyecto de lucha y alternativa socialista viable a escala mundial, concretizado en el logro de las aspraciones que tenemos los trabajadores y progresistas en cada una de las comunidades humanas naturales (naciones no estatalizadas). Estamos hablando de la alternativa global libertaria para el mundo del trabajo, y para ello, de la formación y desarrollo de organizaciones de clase amplias y estructuradas a todos los niveles de la vida económica, social y política. Que se rijan por la acción directa y la autogestion en oposición a la delegación de poderes en « líderes » o ejecutivos más o menos permanentes.

5. - El tipo de organización a adoptar deberá estar basado en las últimas experiencias de las luchas obreras y en el estudio crítico de los diferentes tipos de organización con los cuales la clase obrera y los revolucionarios de todo el mundo se han dotado en la historia.

6. - Todo grupo anarquista deberá desarrollarse en base a un movimiento dialéctico de práctica y estudio; de crítica y autocrítica constantes. Ha de elaborar así un patrimonio teórico propio que sèa la base de discusión y de acuerdos federativos, así como de su intervención autónoma cuando fuere requerido por las circunstancias en el proceso de la lucha de clases. Para que un grupo exista ha de darse dicho movimiento dialéctico en cada uno de sus militantes.

7. - Para formar un grupo es necesario que un cierto numero de personas se decidan a trabajar en común por la emancipación del hombre, de los trabajadores y la sociedad de todo tipo de explotación y opresiones. Con posterioridad y por medio de la práctica y el estudio, todo militante ha de ser capaz de asimilar y de desarrollar de manera crítica la teoría y la práctica anarco-comunista basada en la lucha de clases y en la experiencia del movimiento obrero mundial y en el caso de Euskadi en las luchas de nuestro pueblo por sus libertades y autoorganización nacionales.

8. - Todo grupo debe dotarse de unas normas de funcionamiento interno que faciliten la orientación y el trabajo responsable de sus militantes. Cualquier norma de disciplina que sirva en un grupo anarquista ha de salir de la libre discusión y acepta-

ción posterior de todos los componentes. Estas normas han de ser sometidas a discusión y reelaboración cada vez que la práctica y los militantes lo indiquen como oportuno y necesario.

9. - Desarrollo de las posiciones del grupo a nivel de intervención táctica (práctica de la sociedad de hoy de lucha diaria) y estratégica, así como de los enormes problemas y soluciones que serían deseables para ellos. Conocimiento de otras organizaciones afines u opuestas y de sus alternativas y prácticas concretas, etc.

10. - Una federación anarquista debe constituirse a partir de la existencia real de grupos y militantes entroncados en las luchas cotidianas y que se pongan en funcionamiento conjunto para elaborar las bases de acuerdo y trabajo común a todos los niveles.

11. - La federación de grupos deberá dotarse de una « plataforma organizacional » a doble carácter: *a*) que regule el funcionamiento interno entre los diferentes grupos, y *b*) que analice la realidad y fije soluciones deseables y métodos para conseguirlos, tanto de carácter inmediato, como a medio y largo plazo. Esto, teniendo en cuenta que los planes o programas deben estar en todo momento, sometidos a la evolución de las luchas y no al contrario.

12. - La *plataforma,* ha de ser el producto de la libre discusión entre todos los grupos que componen la federación y será de obligado cumplimiento para los que participen en su elaboración y la acepten como suya. Será sometida a discusión, cada vez que lo deseen uno o varios de los grupos adheridos a la federación. El recurso de todo militante o grupo, en desacuerdo con las posiciones del Congreso federal de grupos, es el abandono de la federación. Si el desacuerdo se pusiese de manifiesto entre uno y otro congreso, la solución, será de constituirse en fracción y desarrollar las propias tesis, informando al resto de los militantes de los grupos federados, por medio de los portavoces de la federación, hasta que el siguiente congreso decida la « línea » a seguír.

15. DESARROLLO CRÍTICO DE LAS BASES DE ORGANIZACIÓN

■ La Eusko Federación Anarkista (Federación Anarquista Vasca), en formación, se propone contribuir a la par, al debate y a la clarificación de las inmensas cuestiones que se nos plantean a los trabajadores y pueblo de Euskadi, interviniendo a todos los niveles (fábricas, barrios, escuelas y universidades, clubs y centros culturales, etc.) promoviendo autonomía y autoorganización, de la clase obrera con relación a partidos y grupos políticos (incluido el nuestro) y fomentando el desarrollo de C.N.T. de Euskadi como expresión de la alternativa orgánica de ese movimiento revolucionario.

■ Se define como organización comunista-libertaria y llama a todos los individuos, grupos u organizaciones que representan las diferentes tendencias del antiautoritarismo de Euskadi, a su participación activa para la estructuración de un movimiento de todos los revolucionarios antiautoritarios del país en base a la coordinación nacional vasca de todas las organizaciones libertarias existentes o que se creen en el futuro.

■ Rechaza el capitalismo en todas sus formas, sea el privado o el estatal-burocrático y supuestamente popular, y luchará por su abolición, al mismo tiempo que por la abolición de la esclavitud económica del salario y de cualquier tipo de explotación y alienación del hombre.

■ Preconiza como métodos generales de actuación la acción directa y la solidaridad de todos los oprimidos y explotados. Lucha por la revolución social y por un socialismo antiautoritario y autogestionario, obra directa de los propios trabajadores, donde el gobierno de los hombres sea sustituido por la administración de las cosas.

■ Rechaza el centralismo (opuesto a nuestros anhelos de igualdad) por antidemocrático y por ser cuna de dictaduras y toda clase de manipulaciones sufridas por la gran mayoría actuante en manos de una minoría que dirige.

■ Adopta el federalismo y la descentralización como método de trabajo y organización. Consideramos el lema de « todo el poder a los trabajadores » solamente alcanzable a través de la representación directa y revocable de las comisiones de delegados obreros. Elegidos para una tarea concreta, su mandato deja de tener validez cuando finaliza la tarea o por decisión de la asamblea que los eligió. El federalismo significa también la posibilidad de una relación estrecha entre comisiones o asambleas de fábricas y de pueblo en base al mutuo reconocimiento, identidad de intereses de clase y solidaridad obrera total en unas perspectivas comunistas libres.

■ Es profundamente internacionalista y encuadra su actividad en una perspectiva revolucionaria mundial. Rechaza cualquier

tipo de nacionalismo y de imperialismo, abierto o camuflado, militar, económico o escudado en los problemas culturales, al mismo tiempo que se compromete en la lucha activa por la liberación real de las comunidades humanas (naciones o nacionalidades) oprimidas, y en particular la nuestra. Rechaza la guerra, el militarismo, el colonialismo y cualquier tipo di dictadura burocrática y de partido.

■ Afirma que la *emancipación de los trabajadores será la obra de los trabajadores mismos,* negando al mismo tiempo toda veleidad dirigísta o de control político por cuales quiera minorías (inclusives de nuestro campo) del movimiento de los trabajadores libremente asociados, que afirmamos, debe bastarse a sí mismo para la transformación de la sociedad actual en una fraterna, igualitaria y libre.

■ Reclama y defiende para los trabajadores y el pueblo, el derecho a la libre esperimentación en la construcción de la nueva sociedad. El derecho a confundirse y rectificar, el derecho a ser *libres.*

■ Entiende la nación como « la libre asociación de hombres libres de una determinada sociedad, poseyendo un aglutinante común que unas veces es la lengua o un determinado proceso histórico, otras un mundo psicológico, otras unos intereses económicos y otras la mezcla de todos ellos ».

■ Propugna con relación a una estrategia vasca (Euskadi Norte y Euskadi Sur): *a*) independiente para combatír el Estado y su aparato represivo, así como toda forma concreta en que se manifiesta la explotación capitalista, o sea esempleo y subdesarrollo en el Norte, sociedad industrial en el Sur, etc., y *b*) común en lo correspondiente problema cultural, lingüístico y problemas específicos de la comunidad vasca.
El terreno de coincidencia en la lucha dependerá de manera fundamental de las decisiones que al respecto tomen las comunidades vascas que habitan a ambos lados de los Pirineos y de su sentido de la solidaridad.

■ Desea la realización de una Confederación de Comunas Libres de Euskadi que comprenda los territorios vascos hoy ocupados por los estados español y francés y ésto solo puede ser la obra constructiva y libre de los trabajadores (campesinos y obreros industriales, pescadores, etc.) del Norte y del Sur.

■ No propugna la creación de una Federación Libertaria de Euskadi por « nuestras esencias nacionales », sino porque creemos, es la única forma de luchar contra todo centralismo y como respuesta a nuestra realidad comunitaria y humana.

■ Se pronuncia por la autonomía total de los libertarios y de los revolucionarios de Euskadi para elaborar sus propias soluciones y poder de esta manera responder adecuadamente a problemas específicos de minoría nacional oprimida.

■ Asume el compromiso de realizar un trabajo unitario con los anarquístas y libertarios del resto del Estado español, en base al mutuo reconocimiento del derecho de autogestión de las organizaciones y de las luchas por las comunidades naturales del actual territorio del Estado que así lo desen. Aplicación práctica del derecho de autodeterminación.

■ Considera que la revolución social libertaria en Euskadi, solo podrá llevarse a cabo con éxito en el marco de un movimiento revolucionario internacional y sobre todo, en una estrecha y fraternal colaboración con la clase obrera de todos los pueblos geográficamente comprendidos en las actuales fronteras del Estado español.

■ Se opone a la creación de cualquier tipo de Estado, juzgando esta fase «intermediaria» inútil y peligrosa. Nos pronunciamos por el establecimiento inmediato en las tierras de Euskadi del socialismo sin Estado, bajo la forma de Confederación de Comunas Libres.

■ Estima que la emancipación del hombre vasco (del obrero de Euskadi) sólo podrá realizarse en el marco de una sociedad igualitaria y libre, orientada y administrada por los propios trabajadores, nacida de su victoriosa lucha frente a los vascos capitalistas.
Conscientes, no obstante, de nuestras actuales limitaciones, propugnamos una acción diaria en pro de conquistas parciales que aumentan el grado de libertad social, económica, política, cultural, sexual, nacional etc. de los trabajadores y de toda la sociedad vasca.

■ Propugna llevar la actividad revolucionaria y la lucha constante en el seno de las organizaciones revolucionarias, culturales u otras de la clase obrera, contribuyendo a su creación donde no existen y potenciando la C.N.T. como expresión orgánica de los obreros libertarios de Euskadi.

■ Considera que la actividad constructiva comunista ha de ser llevada a cabo por las organizaciones de los trabajadores, nunca por los partidos políticos. Esta actividad estará basada,

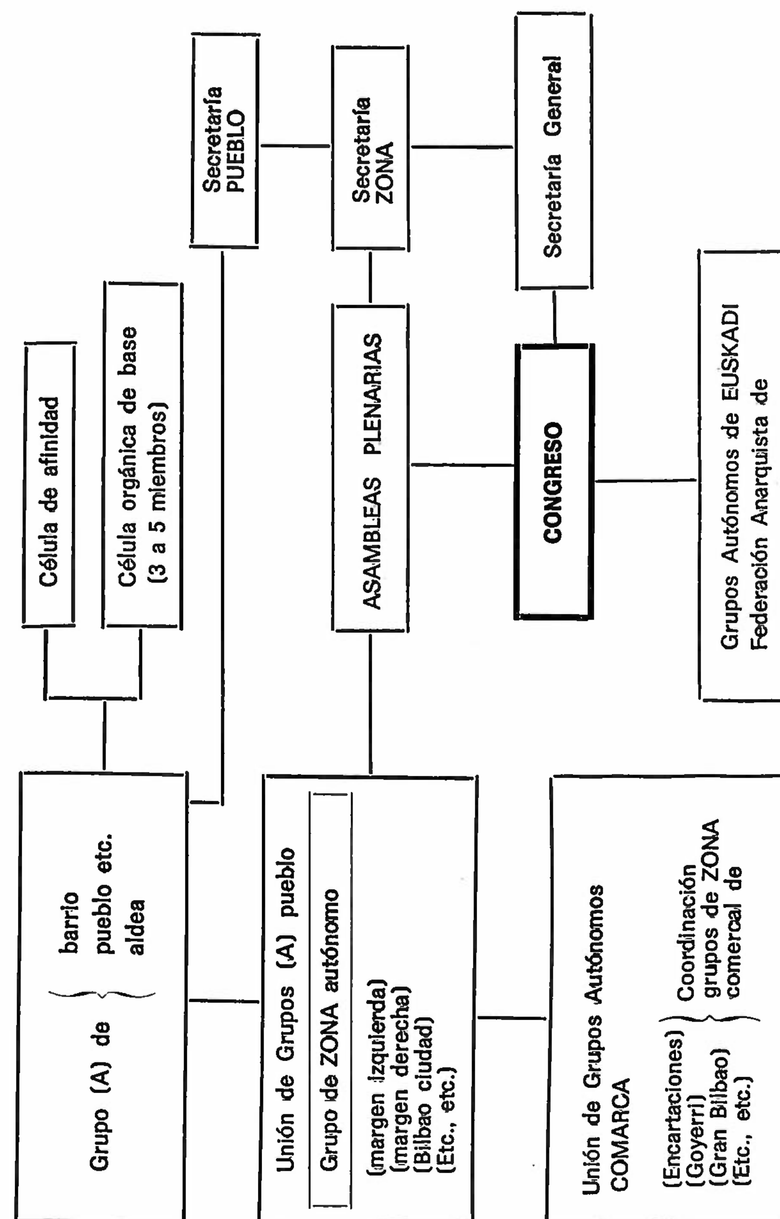
en la autogestión generalizada y en la destrucción de todo aparato represivo estatal u otro que pueda impedír — desviándola o anulándola — la obra emancipadora del proletariado.

■ Apoya todas las estructuras de base, tanto en la producción como en el consumo (cooperativas de trabajadores, de consumidores, etc.) y en todos los sectores de la vida social (asociaciones culturales, recreativas, educacionales, etc.) tendentes a la gestión directa de las luchas y de las experiencias constructivas y formativas por los propios interesados, denunciando el representativismo profesional y la delegación de poderes sin control y revocabilidad por las bases; trampolín para todas las maniobras y manipulaciones de individuos ambiciosos y vanguardias dirigentes autoritarias.

■ Simpatiza y ofrece su apoyo crítico a todo movimiento de trabajadores que, en la actual sociedad, tienda a ensayar formas de autogestión capaces de servir de soporte a la gran transformación social que se aproxima, a fin de que estas formas de gestión directa eliminen las estructuras burocráticas y autoritarias sin perder de vista los condicionamientos de la sociedad capitalista actual.

■ Propone la formación y el desarrollo de una Federación de Consejos Obreros (comisiones o comités, etc.): *a*) al nivel de fábrica y por ramos de industria, rebasando siempre que sea necesario los límites geográficos para combatír con un mínimo de eficacia al capital multinacional y a los grandes monopolios, y *b*) al nivel de zona, comarca o comuna con objeto de resolver los acuciantes problemas que los trabajadores tenemos planteados en los lugares de residencia, y esto como expresión unitaria de la clase obrera, instando a la C.N.T. a potenciar desde la base estos organismos unitarios.

■ Se compromete a la solidaridad internacional militante con todos los grupos, individuos u organizaciones afines del mundo y cree necesaria la realización de una Confederación Mundial de los comunistas libertarios y anarquístas, paso absolutamente necesario para realizar con éxito la revolución social libertaria a través de las fronteras.



16. LA C.N.T. Y LA « CUESTIÓN NACIONAL »

Señalemos, para comenzar, que hay dos formas fundamentales de considerar a España: *a*) como « nación » con su Estado, administración y cultura, cúmulo de intereses diversos, y con distintas « regiones » — que hoy en día determinadas fuerzas políticas prefieren denominar « nacionalidades » — en su ámbito geográfico, y *b*) come Estado plurinacional o como una de las naciones « naturales » — comunidades humanas sociológicamente diferenciables — que componen el actual Estado (plurinacional) español, la nación castellana. Cualquiera de estas dos últimas definiciones encuadran con las tendencias actuales de las luchas de liberación nacional de los pueblos ibéricos, más naturalmente, la final depende, desde nuestra optica, de la voluntad determinante de los propios castellanos, a los cuales corresponde definír sus opciones comunitarias en un cuadro de derechos iguales a los que deseamos para nuestra propia comunidad nacional vasca.

El actual Estado español al que erroneamente se denomina « nación española » fue formado, como la gran mayoría de los actuales Estados del mundo, durante el desarrollo militar, económico y cultural de una de las naciones que los componen, en nuestro caso la castellana. Su expansión imperialista, desde la época de los Reyes Católicos en el final de la Reconquista, sólo es frenada por las naciones fronterizas que se encontraban igualmente en expansión: Portugal y el Estado francés e inglés de la época. Cascos peninsulares (los continentales caen bajo el dominio francés), aragoneses, catalanes, andaluces, gallegos, etc. son sometidos por la fuerza de las armas tras encarnizadas guerras de colonización que costaron decenas de miles de muertos y la pérdida para los vencidos — así como para el pueblo de los vencedores — de sus libertades, cultura, identidad, etc. nacionales.

En la actualidad el Estado español abarca con su control cinco naciones diferentes: Euskadi, Cataluña, Canarias, Galicia y la España propiamente dicha, formada a su vez cada una de ellas por varias regiones.

Sentadas, pues estas premisas se constata, no sin pesar, que la C.N.T. no supo jamás dar una respuesta válida a la importante cuestión de las reivindicaciones nacionales de los pueblos sometidos por el aparato represivo del Estado español. Se ha dicho que « su » federalismo libertario era suficiente, pero no se cayo en la cuenta que la aplicación justa y humanamente equili-

brada de ese federalismo y del internacionalismo obrero libertario pasaban por el reconocimiento previo de la realidad plurinacional del Estado español. Hoy en día esta premisa se ha convertido en algo insoslayable. No es suficiente la autonomía y la libertad propias al funcionamiento orgánico clásico y federalista de la C.N.T., y resulta absolutamente imprescindible la adopción de nuevas formas orgánicas o estructurales de los sindicatos de industria y de la federaciones locales. Asimismo se hace preciso reconocer, estudiar, debatír etc... el hecho nacional vasco, catalan, gallego, canario y español.

La C.N.T. que ayer fue de España, debe ser hoy de cada una de las referidas naciones (España incluída) que se estructuran y organizan a nivel interno con absoluta independencia y autonomía y que pasan a ser miembros de pleno derecho de la A.I.T., al mismo tiempo que, mientras exista el Estado español — y después, si así lo desean, — creen una coordinación y una unidad de intervención a nivel estatal en lo que podríamos denominar la C.N.T. Iberica. He *aqui*, a modo de ejemplo:

PROPUESTA DE ORGANIZACIÓN
A.I.T. (todas las naciones)

C.N.T. de EUSKADI (4 regiones peninsulares) (3=1 regional continental)	CONGRESO NACIONAL + Comité Confederal secretariado permanente
C.N.T. de GALICIA (x regionales)	CONGRESO NACIONAL + Comité Confederal
C.N.T. de PAÍSES CATALANES (x regionales)	CONGRESO NACIONAL + Comité Confederal secretariado permanente
C.N.T. DE CANARIAS (x regionales)	CONGRESO NACIONAL + Comité Confederal secretariado permanente
C.N.T. de ESPAÑA (x regionales)	CONGRESO NACIONAL + Comité Confederal secretariado permanente

ASAMBLEA PENINSULAR
C.N.T. IBERICA

SECRETARIADO PERMANENTE	COMITE CONFEDERAL (coordinación)

Pasamos a explicar brevemente la propuesta. En primer lugar la AIT dejaría inmediatamente de ser un fantasma mantenido casi de manera exclusiva por la C.N.T. de España en el exilio (próxima a su desaparición, afortunadamente) y paseria a ser un organismo vivo y dinámico capaz de asimilar y coordinar las aspiraciones y las luchas libertarias de los trabajadores y pueblos del mundo. Estaría dotado — como más adelante explicaremos — de su respectivo Comité Confederal y de un secretariado de coordinación permanente, elegido y revocable (sin ningún poder ejecutivo) por la Asamblea Confederal Mundial de los delegados (mandatados) de todas las Confederaciones Nacionales (¡no estatales!) afiliadas a la AIT.

Las Confederaciones Nacionales estarían coordinadas entre si en una doble dimensión: *a*) a nivel del Estado o Estados en los que se encuentran ubicadas geográfica y políticamente (es el caso de Euskadi, en los Estados español y francés), y *b*) a nivel mundial (pasando por las coordinaciones necesarias a la lucha revolucionaria y a los diversos niveles geopolíticos necesarios, de continental u otros) y esta coordinación sería la AIT.

Cada una de las Confederaciones Nacionales estaría compuesta por las respectivas federaciones de rama industrial, que tendrían autonomia propia en todo lo que directamente las concierne y se hallarían representadas y coordinadas a nivel continental, mundial y estatal.

La columna vertebral decisoria a nivel global descansaría en las Federaciones Locales (sindicatos de rama local) + comités de barrio y secciones de lucha ciudadanas (ecología, sanidad, enseñanza, transportes, equipamientos, etc.) y en su Asamblea Local de Pueblo o Barrio soberana.

El Comité Confederal (o comités) de cada nación estarían compuestos por un delegado de cada regional y los de cada zona estatal o el mundial por dos o tres delegados de cada Nacional, los cuales en el plano meramente sindical se verían asistidos por un delegado o dos de cada Federación Nacional de rama industrial.

Las diferentes Federaciones de Industria tendrían sus respectivos comités y secretariados particulares y de coordinación económica y social conjuntos de los diferentes niveles geopolíticos señalados, cuya actividad estaría fundamentalmente circunscrita a la lucha y alternativas de los trabajadores en las fábricas, compañias trust, multinacionales, etc...

El Secretariado Permanente tendría su residencia en una de las Confederaciones Nacionales afiliadas y estaría compuesto

por designación rotativa de dos años como máximo y de preferencia por designación universal y por compañeros de la Nacional de residencia del secretariado. Su tarea sería la de representar y coordinar a nivel mundial a las Confederaciones Nacionales entre cada asamblea del Comité Confederal mundial y de la Asamblea Mundial. Cuando se reuna el Comité Confederal respectivo y mandatado, los miembros del secretariado concernido asistiran con voz pero sin voto, por considerar que en ese momento y ante los delegados mandatados por la base no tienen ninguna representatividad fuera de la suya personal. El secretariado permanente estaría compuesto por una secretaría general y todas las que hubiera lugar en funcion de las necesidades y posibilidades organicas.

El Congreso Nacional sería el máximo representante (aun cuando la Asamblea de cada federación local correspondería el unico poder ejecutivo) de la Organización. A el asistirían los mandatados de las diferentes Federaciones Locales (FF.LL.) en número de dos por tendencia orgánica existente en cada Federación Local (F.L.) y portadores de los votos contabilizados estadísticamente en las Asambleas orgánicas locales.

Asistirían igualmente y con carácter informativo dos delegados por cada Federación de rama industrial regional existente (comprendida como tal la de Oficios Varios que englobe a los trabajadores que por determinadas circunstancias no pueden formar su Federación Industrial propia). El carácter informativo y no decisorio vendría dado por la doble militancia objetiva: *a*) en la F.L. donde se decide la táctica y la estrategía global entre todos los afiliados, y *b*) en la Federación Industrial donde se milita por el tipo de trabajo y rama de la producción en la que se produce y en la que se participa en la decisión de todo lo que concierne a ella específicamente considerado y siempre en uno y otro caso teniendo presentes los intereses globales de toda la clase trabajadora y pueblo llano.

Idénticos principios de representación y participación serían los válidos para el funcionamiento de las asambleas y congresos a los niveles geopolíticos de los diferentes Estados, continentes y de la AIT a nivel mundial.

Sestao (Vizcaya), mayo de 1977.

RIASSUNTO

La comunità Basca (oggi situata parte in territorio spagnolo e parte in territorio francese) non è mai stata uno « stato » unitario, eppure ha sempre dimostrato una grande volontà di « esistere ».

Gli anarchici pensano che solo una struttura federalista e autogestionaria (Libere Federazioni di Comuni, di Provincie, ecc.) possa garantire ai Baschi il diritto ad essere una nazione, *non nel senso nazionalistico del termine, ma nel senso di una libera associazione di uomini liberi.*

Il documento traccia la storia del nazionalismo basco, a partire dal 1930 fino alla rivoluzione del 1936, e quindi ai nostri giorni, notando come al carattere inizialmente reazionario di esso siano venute affiancandosi connotazioni sempre più di « sinistra », fino a forme di nazionalismo rivoluzionario considerabili come forme di transizione verso concezioni veramente libertarie. Viene presa in considerazione anche l'evoluzione ideologica dell'ETA, con le scissioni avvenute al suo interno, e vengono avanzate proposte per il superamento in senso libertario dei limiti della sua azione.

Il documento conclude con una proposta di piattaforma organizzativa federalista, base per un intervento libertario in Euskadi.

SUMMARY

Although the Basque community (to day partially situated in the Spanish territory and partially in tre French one) has never been an united « state », yet it has always demonstrated a great will of « existing ».

The anarchists think that only a federalist and self-managed organisation (Free Federations of Communes, of Counties, ecc.) can grant to the Basque people the right of been a nation, *not in the nationalistic sense of the term, but in the sense of a free association of free men.*

The document traces the history of the Basque nationalism, from 1930 until the 1936 revolution, and then to the present time, pointing out the fact that its first reactionary character has been successively accompanied also by « leftward » connotations, up to revolutionary nationalism forms which can be considered as a transition to more truly libertarian ideas. ETA's ideological evolution and the partitions occurred inside it, are also examined, and some aims for the libertarian overcoming of ETA's limits are proposed.

The document concludes with a federalist organisation platform which is considered as a base for a libertarian intervention in Euskadi.

RESUME

La communauté basque (placé part en territoir espagnol et part en territoir français) n'a jamais été un « Etat unitaire » cependant il a toujours demontré une grande volonté « d'être ».

Les anarchistes croyant que seulement une structure fédéraliste et autogestionaire (Libres Fédérations des Communautés, Départements, ecc.) puisse garantir aux basques le droit d'être une Nation, *non dans le sens nationaliste du mot, mais dans le sens d'un libre association d'hommes libres.*

Le document trace l'histoire du nationalisme basque, à partir de 1930 jusqu'à la revolution de 1936, et alors jusqu'aujourd'hui, remarquand comme à son caractère initial reactionnaire, ont été flanqué par des contestations toujours plus à « gauche » jusqu'aux formes de nationalisme revolutionnaire considérable comme formes de transition mirant à conceptions vraiment libertaires et aussi en consideration l'évolution ideologique de l'E.T.A., avec les scissions qui se sont produites dans ce milieu, et on été faite des propositions au but du vaincre les limites de son action en sens libertaire.

Le document conclue avec une proposition de plate-forme d'organisation fédéraliste, base pour une intervention libertaire en Euskadi.

Document

Le Groupe Social pour le Respect des accords d'Helsinki en URSS

Le « Groupe Social pour le respect des accords d'Helsinki en URSS » a été formé à Moscou le 12 mai 1976. En font notamment partie le Professeur Yourii ORLOV (président du Groupe), l'épouse de l'Académicien SAKHAROV, Elena BONNER, le Général GRIGORENKO, l'ouvrier Anatolii MARTCHENKO, ancien détenu politique, Malva LANDA, une militante des droits de l'homme, de même que plusieurs représentants des milieux dissidents juifs. Au de là de toute considération idéologique, les rapports que le Groupe fait periodiquément parvenir en Occident, constituent une source d'informations certainement intéressantes pour la compréhension tant du phénomène de la dissidence soviétique que de la situation générale en URSS.

EVALUATION DE L'INFLUENCE DE LA CONFERENCE D'HELSINKI POUR LA PARTIE CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME EN URSS (1)

1. Appréciation générale

Dans cet aperçu ne sont pas examinés les problèmes de politique extérieure, car ceux-ci n'entrent pas dans le cadre de l'activité du Groupe social. Nous rappelons, cependant, qu'il existe un lien profond entre la lutte pour les droits de l'homme et les efforts en vue de créer des garanties de sécurité véritablement stables.

Les articles de l'Acte final relatifs aux droits de l'homme ont été formulés de façon beaucoup plus faible que les articles correspondants d'autres conventions internationales, comme par exemple de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les obligations de cet ordre dans l'Acte final concernent prioritairement non la garantie des droits civiques et humains de la personne, mais l'amélioration de l'organisation par l'Etat des contacts internationaux jugés utiles par les gouvernements (ce qui a automatiquement placé dans une situation plus avantageuse les gouvernements de pays joussant d'un monopole légalisé sur les droits fondamentaux de la personne). Néanmoins, l'article VII de la section 1, de même que quelques autres articles se rapportent strictement aux droits de l'homme.

L'analyse des aspects correspondants de la politique intérieure *démontre que le Gouvernement soviétique n'a pas l'intention de remplir ses obligations internationales en ce qui concerne les droits de l'homme.*

Dans les prisons et les camps languissent comme avant des centaines de détenus politiques, condamnés uniquement pour leurs convictions politiques, éthiques ou religieuses ou pour leurs tentatives de donner à l'opinion publique une information indépendante. Leurs conditions de détention, sous certains aspects, se sont considérablement durcies durant cette année.

La pratique des répressions psychiatriques n'a été ni condamnée ni abolie.

---

(1) Dans ce très important rapport le « Groupe social » évalue les effets en URSS des accords d'Helsinki sur les plans des droits civiques et de la libre circulation des hommes et des idées, un an après leur entrée en vigueur.

Il n'y a eu aucune amélioration ni en matière de liberté d'émigration, ni en matière de réunion des familles. Le nombre des refus d'autorisation à émigrer, connus de nous, s'est même accru durant cette année.

Toutes les formes d'information indépendante font l'objet de poursuites.

Est également poursuivie toute tentative de création d'associations, échappant au contrôle du PCUS.

Cependant, dans se tableau d'ensemble, qui demeure sans changement depuis de nombreuses années, on relève certains détails instructifs en relation directe avec la Conférence Européenne.

Les effets combinés d'une série de facteurs intérieurs et internationaux ont contraint les autorités soviétiques à manoeuvrer plus largement et en même temps à reagir plus concrètement devant les accusations de violation des droits de l'homme en URSS. Enumérons quelques-uns de ces facteurs.

1. A la différence des déclarations précédentes contenant des obligations en matière de droits de l'homme, dans l'Acte final le Gouvernement soviétique a « échangé » ces obligations contre d'importantes concessions politiques de la part des gouvernements occidentaux. Cela a suscité chez les leaders occidentaux des tentatives très timides, mais néanmoins sans précédent au cours des dernières décennies, pour insister sur le respect de ces engagements.
2. L'information sur les poursuites pour motif d'opinion, sur la violation des droits fondamentaux de l'homme, sur le caractère véritable de la démocratie soviétique, communiquée avec persévérance à l'opinion publique mondiale par les participants au mouvement pour les droits civiques en URSS, a semblet-il commencé à atteindre de larges couches de la société occidentale, et a même influencé la tactique de certains partis communistes d'Occident.
3. Ont agi dans le même sens des facteurs aussi différents que la préparation et la tenue du XXVe Congrès du PCUS, l'arrêt par les Etats-Unis de la guerre au Viet-Nam, la guerre en Angola, commencée après la Conférence Européenne, le gros échecs de l'agriculture soviétique qui ont entraîné des achats massifs de blé à l'étranger, ainsi que certains autres facteurs.

Tout cela pris ensemble a contraint les autorités soviétiques, inquiètes de la perte de leur prestige en Occident, à faire fin 1975 et début 1976 des concessions à l'égard de certaines personnes individuelles persécutées pour leurs convictions et largement connues à l'étranger (voir à ce sujet plus de détails dans la section suivante) et à interrompre dans une certaine mesure leur évidente offensive contre le mouvement de défense des droits de l'homme en URSS, offensive déclenchée avant la Conférence Européenne, suspendue pendant la Conférence et relancée de plus belle tout de suite après. Maintenant les répressions se poursuivent, parfois même plus durement que précédemment, particulièrement dans les cas où pour une raison quelconque l'information à leur sujet n'est pas diffusée en temps utile.

Une extrapolation à long terme basée sur l'expérience de l'année écoulée semble montrer que:

— si le mouvement pour la défense des droits civiques en URSS pouvait élargir considérablement son oeuvre d'information tant auprès de la population à l'intérieur du pays qu'en Occident,

— si en même temps l'opinion publique occidentale refusait l'actuelle interprétation inégale du principe de non-ingérence et soutenait efficacement le mouvement pour la défense des droits de l'homme en URSS, alors

— les autorités soviétiques seraient contraintes de modérer leur politique répressive, ce qui contribuerait par le fait même à la réalisation des droits démocratiques.

Le peu de probabilité d'un pareil développement ne doit pas freiner nos efforts, puisque se sont précisément ceux-ci qui en augmentent les chances.

2. Evolution de la réaction officielle à la Conférence Européenne

Avant la signature del'Acte final par le Gouvernement soviétique, la presse officielle condamnait énergiquement le principe d'un libre échange des personnes et des idées, en tant qu'« ingérence dans les affaires intérieures ».

Après la signature et la publication de l'Acte final, les autorités soviétiques ont complètement ignoré ses articles humanitaires et ont même tenté une « démonstration de force », en essayant dans une certaine mesure de s'appuyer sur leur propre interprétation du principe de « non-ingérence dans les affaires intérieures », souligné dans l'Acte final.

Des tribunaux ont siégé et ont prononcé de cruelles condamnations pour leurs activités sociales contre: Vladimir OS-

SIPOV, rédacteur de la revue dactylographiée « Vetche »; Sergueï KOVALIOV, membre du Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en URSS, membre d'Amnesty International; Sergueï SOLDATOV, Kaliou MYATTIK, Matti KIIREND, Artiom YOUSKEVITCH, membres du mouvement démocratique en Estonie, et d'autres.

Toutes ces personnes furent arrêtées plusieurs mois avant la Conférence Européenne et jugées après. On a agi de même avec Andreï TVERDOKHLEBOV, Moustapha DJEMILIEV contre lequel, comme on sait, on entreprit une nouvelle procédure à la veille de sa sortie du camp; Viatcheslav IGROUNOV; avec les militants du mouvement juif pour l'émigration: Lev ROTTBOURG (Odessa), Jacob VINAROV (Kiev), Anatolii MALKINE (Moscou). Les autorités se sont manifestement efforcées de porter le coup le plus dur possible au mouvement pour les droits de l'homme avant le début de la Conférence.

Les procès ont commencé peu après la Conférence et ont revêtu les traits d'un règlement de comptes à peine camouflé. Il s'agissait à la fois d'un coup porté au mouvement pour les droits de l'homme, d'une manoeuvre d'intimidation à l'égard de ses sympathisants, et d'un coup d'essai pour connaître l'état de l'opinion publique occidentale après la Conférence. En cas de réaction molle de la part de l'Occident, la « démonstration de force » consoliderait définitivement l'interprétation soviétique des articles humanitaires de l'Acte final et l'interprétation unilatérale, devenue coutumière, du principe de non-igérence dans les affaires intérieures.

Cependant au cours de l'année 1975 il semble qu'au moins une partie de l'opinion publique occidentale se soit peu à peu affranchie de ses illusions au sujet du système soviétique. Les discussions au niveau gouvernemental sur les problèmes humanitaires en rapport avec la Conférence Européenne ont attiré une plus grande attention de la part de l'opinion publique, que les autorités soviétiques ne l'avaient escompté. En ce sens, le résultat de la Conférence n'a pas été entièrement favorable pour le Gouvernement sovietique. Les dures répressions qui l'ont suivie immédiatement, en particulier la prolongation du traitement en hôpital psychiatrique spécial de Leonid PLIOUSHTCH, provoquèrent en Occident une réaction qui contraignit les autorités à faire quelques concessions isolées et spectaculaires. En réalité, elles utilisèrent une partie des dissidents préalablement arrêtés pour « lâcher de la vapeur ».

Viatcheslav IGROUNOV fut condamné (pour diffusion de littérature) à un « traitement » dans un hôpital psychiatrique de type

général, bien que la commission d'expertise de l'Institut Serbsky l'eut qualifié (avant la Conférence Européenne) de « particulièrement dangereux » et eut recommandé l'hôpital psychiatrique spécial.

Mikhaïl NARITSA, écrivain, précédemment détenu dans un camp et dans un hôpital psychiatrique spécial, puis de nouveau arrêté en novembre 1975 sous l'inculpation de propagande antisoviétique et envoyé à l'expertise psychiatrique, fut relâché.

Junsqu'à présent on ne met pas à exécution les décisions déjà prises antérieurement au sujet du retrait d'enfants de parents croyants

On autorisa le départ de quelques militants connus du mouvement juif, qui avaient longtemps essuyé des refus.

Plus tard, Andreï TVERDOKHLEBOV fut condamné à une peine tout à fait illégale, mais du point de vue des autorités, « légère », de 5 années d'exil.

Valentin MOROZ, envoyé à l'expertise psychiatrique à l'Institut Serbsky, fut par précaution déclaré sain d'esprit.

Nous soulignons encore une fois que toutes ces personnes sont innocentes même du point de vue de la législation soviétique et que les poursuites exercées contre elles sont le fruit d'une illégalité déliberée.

Les arrestations, les internements psychiatriques et autres formes de répression se sont poursuivis pendant toute cette période contre les dissidents, dans des circonstances et pour des motifs mal connus de l'opinion publique. Nous attirons l'attention sur l'évidente spéculation des autorités sur cette ignorance.

Nous reproduisons ci-après une liste de dissidents qui ont fait l'objet de répressions après la signature de l'Acte final par le Gouvernement soviétique. (Nous sommes persuadés qu'elle ne représente qu'un faible pourcentage de tous ceux qui ont été poursuivis pendant cette periode).

1. Alexandre AVAKOV, étudiant de l'Université de Sverdlovsk (Art. 70 du Code Pènal de la RSFSR).
2. Anatolii OUVAROV, collaborateur scientifique de la Section sibérienne de l'Académie des Sciences d'URSS, envoyé à l'Institut de psychiatrie légale Serbsky pour avoir manifesté près de l'Ambassade de Suède (2).

---

(2) A l'occasion de la visite en URSS d'Olof PALME, alors Premier Ministre de Suède, OUVAROV s'était présenté devant l'Ambassade revêtu de placards portant les inscriptions « Je demande asile », « Je ne possède pas de secrets militaires » (N. des C. du S.).

3. Yourii TSARIEV, ouvrier de Leningrad (Art. 190-1 du Code Pénal de la RSFSR) (3).

4. Valerii TIMOKHINE (Art. 70 du Code Pénal de la RSFSR), interné dans l'hôpital psychiatrique spécial de Sytchevka.

5. Alexandre SILNITSKY (Krasnodar), condamné pour refus de service militaire; il avait été appelé sous les drapeaux après avoir introduit une demande d'émigration en Israël.

6. Andreï MATKO (Art. 70 du code Pénal de la RSFSR), interné dans un hôpital psychiatrique spècial (arrêté avant Helsinki et interné après).

7. Pavel BASHKIROV (Yakoutsk), arrêté en vertu de l'Art. 190-1 du Code Pénal de la RSFSR (4).

8. Alexandre ARGENTOV, interné le 14 juillet 1967 dans l'hôpital psychiatrique n. 14 de Moscou. C'est le cas le plus recent, à notre connaissance, d'application pour des motifs politiques de l'Instruction relative à l'hospitalisation forcée dans les établissements psychiatriques.

Le Groupe dispose d'autre part de nombreuses informations concernant l'envoi dans des hôpitaux psychiatriques de plaignants arrêtés dans les antichambres des hautes instances soviétiques.

3. Manoeuvres des autorités en matière d'émigration

C'est selon un schéma à peu près analogue que se déroulent les manoeuvres des autorités dans les questions d'émigration.

Dans les premiers mois qui suivirent la Conférence d'Helsinki les instances officielles concernées par les questions d'émigration hors des frontières d'URSS ignorèrent tout simplement les articles humanitaires de l'Acte finale. «Ceux qui invoquèrent cette Déclaration dans leurs démarches s'entendirent répondre qu'elle n'avait aucun rapport avec le départ pour Israël, dans la mesure ou Israël ne l'avait pas signée, ou que le nom de famille en question n'étant pas mentionné dans la Déclaration, il n'y avait pas de motif de s'y référer. Néanmoins, cette approche se modifia par la suite dans la mesure où l'Occident est devenu plus attentif aux problèmes des droits de l'homme en URSS. Le 16 fevrier 1976, l'adjoint du chef de la Section administrative du Comité Central du PCUS déclara, lors d'une entrevue avec des Juifs qui sollicitaient leur départ pour Israël, que les autorités soviétiques étaient disposées à tenir leurs engagements internationaux, et qu'elles les tenaient à condition de ne pas porter préjudice à l'Etat. Il souligna que lors de la solution du problème de la réunion des familles, comme d'ailleurs des autres questions liées aux droits de l'homme, les organes soviétiques partent du principe que « les intérêts de l'Etat priment les droits de l'homme ».

Enfin, en juin, le directeur général de l'OVIR, Vladimir OBIDINE, expliqua que pour la délivrance d'autorisations de sortie d'URSS les organes sovietiques compétents allaient se conformer strictement aux dispositions de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, qu'elles n'accorderaient de visas que pour la réunion des familles, et qu'elles ne considéraient comme faisant partie d'une famille, conformément au Code du mariage et de la famille, que les époux et leurs enfants non mariés. Les refus pour « degré de parenté insuffisant » deviennent maintenant un phénomène aussi habituel que les refus « pour motif de possession de secret ». De cette manière, l'Acte final de la Confèrence d'Helsinki est devenu un moyen de... limiter l'émigration.

Il n'est pas besoin de s'étendre sur l'hipocrisie de pareille interprétation de la Déclaration d'Helsinki, dont les articles humanitaires ont pour but de rendre plus libérale la politique d'émigration, ce qui est d'ailleurs confirmé par l'engagement des participants à la Conference d'agir conformément aux buts et principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Pacte relatif aux droits civils et politiques, dans lesquels est clairement affirmé le droit pour chaque citoyen de quitter tout pays, y compris le sien. De plus, les décisions des autorités soviétiques sont inconséquentes même par rapport à leur propre interprétation de la question de la réunion des familles, car on enregistre des refus d'autorisations de départ même dans des cas où la qualité de « membre de la famille » est conforme à la définition qu'en donne le Code soviétique (voir Document n. 5 du Groupe).

Il faut souligner que sette inadmissible distorsion de l'Acte final, à laquelle recourent maintenant les autorités, rend impossible la sortie du pays de citoyens soviétiques désireux d'émi-

---

(3) Art. 190-1: Diffamation du régime social et politique de l'URSS.
(4) Pavel BASHKIROV, employé du Musée d'Etat des arts figuratifs. Il a été arrêté pour avoir tenté de rendre visite au savant Andreï TVERDOKHLEBOV, en exil en Sibérie.

grer non pour raison de réunion des familles, mais pour des motifs religieux, politiques, de nationalité, professionnels et autres. Selon nos renseignements, le nombre de personnes dans ce cas croît sans cesse.

Au total, la politique d'émigration ne s'est pas assouplie au cours de la dernière année. L'autorisation de partir accordée dans qffuelques cas individuels connus (surtout avant le XXVe Congrès du PCUS), cache l'augmentation du nombre total de personnes qui se heurtent à un refus.

Les modifications dans la procédure de dépôt des demandes d'émigration qui firent l'objet d'une publicité tapageuse, sont sans signification réelle et ne sont d'ailleurs pratiquement pas appliquées.

En dépit des positions de la Déclaration d'Helsinki, la présentation de requêtes pour quitter le pays même comme avant au changement de statut du solliciteur et des membres de sa famille (perte de l'emploi, exclusion de l'université, appel sous les drapeaux, etc.). Précisément dans le courant de l'année écoulée on a, à maintes reprises, utilisé comme moyen de lutte contre l'émigration l'appel sous les armes de jeunes gens après qu'ils eurent introduit une demande de sortie. C'est le motif de la condamnation de A. MALKINE, Ya. VINAROV, A. SILNITSKY. Cette menace pèse sur le nombreux jeunes gens désireux de quitter l'URSS.

Depuis un an les campagnes se sont notablement multipliées dans la presse centrale et surtout locale contre les persones qui ont exprimé le désir de quitter l'Union Soviétique.

La position de l'Acte final d'Helsinki recommandant l'examen prioritaire et la satisfaction des requêtes de personnes malades et âgées relatives à la réunion des familles est complètement ignorée par les autorités.

4. Lutte des autorités contre la diffusion de l'information indépendante

Les autorités soviétiques voient dans la diffusion de l'information indépendante un danger extrême pour elles. Elles considèrent à juste titre que l'absence d'une information indépendante crée des difficultés essentielles pour le mouvement pour les droits civiques à l'intérieur de l'URSS, et le prive du soutien de l'opinion publique mondiale.

Les autorités ont toujours durement combattu l'information indépendante, mais il est possible que, depuis précisément la

fin de 1975, elles aient senti avec une particulière acuité sa force réelle et son influence sur l'opinion publique mondiale. C'est pourquoi, ignorant totalement les engagements relatifs au développement des échanges d'information signés à Helsinki, et conformément à leur attitude habituelle vis-à-vis d'engagements de ce genre, les autorités soviétiques ont entrepris une série de mesures visant à rendre plus difficiles les échanges d'informations.

On a coupé la correspondance postale et téléphonique de nombreuses personnes qui continuaient à échanger entre elles et avec l'Occident des informations non censurées. Mais ce train de mesures s'est répercuté avec une dureté particulière sur les détenus politiques et les déportés.

On a brutalement multiplié les interdictions d'entrevues, déjà très rares dès avant, entre les détenus politiques et leurs proches. Les mesures d'intimidation ont été renforcées contre les personnes venues visiter les prisonniers. Pendant la visite on coupe court à toute tentative du détenu de communiquer quoi que ce soit au sujet de ses conditions de vie ou même de parler de sa santé. Le détenu politique de la prison de Vladimir Jacob SOUSLENSKY, dont la santé a été à ce point èbranlée par des séjours continuels au cachot qu'en juin 1976 il ne put se rendre lui-même à l'entrevue avec sa femme mais dut être soutenu, essaya de lui parler de son état de santé, mais le contrôleur assistant à leur entrevue de lui interdit, menaçant de mettre fin à la visite.

On a entrepris une offensive contre le droit des détenus politiques à la correspondance. Les lettres qui leur sont adressées ou qu'ils écrivent sont interceptées sous les prétextes les plus divers: soi-disant que dans la lettre sont employées des « expressions inadmissible » ou qu'elle renferme un « sens caché ». Souvent les lettres disparaissent sans trace sur le chemin de leur destination.

La censure de la correspondance atteint une rigueur extrême. Au détenu politique de la prison de Vladimir Jacob SOUSLENSKY, déjà cité, fut retournée une lettre de lui à sa femme, pour qu'il expurge de son texte les plaintes concernant sa santé. En signe de protestation certains détenus politiques (Kronid LIOUBARSKY, prison de Vladimir) ont refusé d'écrire. Tout cela a amené des interruptions dans la correspondance postale avec les prisonniers de conscience. Ainsi la mère de Vladimir BOUKOVSKY (Prison de Vladimir) n'a reçu aucune lettre de lui depuis plus de sept mois et ne peut établir s'il reçoit

les siennes. Maria GUEL, la femme d'Ivan GUEL (Camp de Mordovie n. 1), est restée 3 mois sans recevoir de lettres de son mari. En avril-mai aucune lettre n'a été reçue de Vyatcheslav TCHERNOVOL (Camp de Mordovie), etc...

Depuis un an les perquisitions se sont multipliées dans tous les camps politiques et à la prison de Vladimir. Dans le camp n. 1 (Mordovie) l'inspection des effets personnels se fait régulièrement deux fois par semaine (autrefois, de temps à autre). On confisque les manuscrits, poèmes, dessins, notes copiées du dossier judiciaire et copies de plaintes aux instances officielles, afin « qu'ils ne soient pas publiés en Occident ». Au détenu politique Parouïr AIRIKIAN, auquel on confisqua la copie de sa lettre au Praesidium du Soviet Suprême de l'URSS, le chef du régime (disciplinaire) déclara que si cette lettre devait paraître dans la presse occidentale, une nouvelle poursuite serait intentée contre AIRIKIAN. Pour avoir tenté de transmettre des informations à l'extérieur on a condamné au cachot les détenus politiques de la prison de Vladimir: Georgii DAVYDOV, Vitold ABANKINE, Babour CHAKIROV, Vladimir BALANKHONOV. Pour avoir transmis des information à l'extérieur on a menacé d'une nouvelle condamnation Semion GLOUZMAN (camp de Perm Vyatcheslav TCHERNOVOL et Boris PENSON (camps de Mordovie).

Encore une fois nous attirons l'attention sur le fait que couper les sources de l'information humanitaire constitue une grossière violation de la lettre et de l'esprit de l'Acte final.

5. Incompatibilité entre les lois du pays et les conventions signées

Une des raisons d'être sceptique quant à l'avenir des droits de l'homme en URSS est l'absence de toute tendance à mettre la législation soviétique en concordance formelle avec les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, auxquelles se réfère en particulier l'Acte final.

Il est vrai que les moeurs peuvent, en principe, se révéler finalement meilleures que les lois formelles du pays, mais étant donnée l'actuelle manière d'agir des autorités, qui exerce une forte influence sur les moeurs, il esta difficile de l'espérer.

Certaines incompatibilités entre les lois soviétiques et les conventions internationales présentent un caractère de principe qui reflète des aspects cruciaux de la structure du pouvoir en URSS.

C'est ainsi que l'Article 126 de la Constitution stipule que le PCUS constitue « le noyau directeur de toutes les organisations des travailleurs, tant sociales que de l'Etat ». Ceci est en contradiction avec les conventions n. 87, 98 et 11 sur le droit à l'association, ratifiées par l'Union Soviétique (5). Conformément à l'article cité de la Constitution, ni les ouvriers, ni les paysans, ni, dirons-nous, les travailleurs scientifiques, n'ont le droit de formes quelque organisation professionnelle que ce soit (sans même parler d'organisations politiques) pour la défense de leurs intérêts en dehors des syndicats d'Etat, dirigés par le Parti Communiste. Par conséquent, aucune catégorie de travailleurs ne possède de délégués indépendants qui puissent représenter ses intérêts; d'autre part, les personnes privées de leur emploi pour des motifs idéologiques ne peuvent compter sur le soutien de leurs camarades dans la profession.

Un autre exemple est l'Article 52 du Code du mariage et de la famille de la RSFSR (et les articles correspondants dans les codes des Républiques de l'Union). Cet article oblige les parents à « élever leurs enfants dans l'esprit du code moral des édificateurs du communisme ». Les Articles 50 à 64 réglementent les conditions de déchéance des droits parentaux et du retrait de l'enfant, en particulier pour raison de non observance de l'obligation mentionnée ci-dessus, ce qui est en contradiction flagrante, et avec le texte de l'Acte final, et avec la Déclaration Universelle des droits de l'homme.

Sont également en contradiction avec l'Acte final (dans la partie relative aux droits de l'homme), et avec d'autres conventions, les Articles 70 et 190-1 du Code Pénal de la RSFSR (et les articles correspondants dans les codes des Républiques de l'Union).

6. Activité du Groupe pour le respect des accords d'Helsinki

Se fondant sur l'expérience du passé, les dissidents soviétiques se sont d'abord montrés sceptiques quant aux résultats possibles de la Conférence Européenne, redoutant non sans

---

(5) Accords de la Conférence générale de l'Organisation Internationale du travail adoptées en 1948, 1949 et 1971 respectivement, ratifiées par le Praesidium du Soviet Suprême en 1956 et entrées en vigueur sur le territoire de l'URSS le 10 août 1957.

raison que les autorités ne visent à l'exploiter à leur propre profit. Les premiers mois qui suivirent la Conférence semblaient devoir confirmer ces craintes. Mais il apparut, avec le temps, que de plus en plus souvent des personnes subissant des pressions pour des motifs idéologiques, politiques, nationaux et autres motifs analogues, prirent l'habitude de se référer aux articles humanitaires de l'Acte final dans les plaintes qu'elles adressaient aux autorités. Il va de soi que, dans le meilleur des cas, les autorités ont ignoré les références de ce genre. Mais les protestations de l'opinion publique mondiale, avec références à l'Acte final, ont montré qu'il peut servir de support juridique dans cette lutte. Partant de cette considération, 11 membres du mouvement pour les droits de l'homme en URSS ont fondé le 12 mai 1976 le « Groupe social pour le respect des accords d'Helsinki ». Au cours des mois qui suivirent, le Groupe communiqua à l'opinion publique et aux chefs des gouvernements qui avaient signé l'Acte final cinq documents d'information relatifs aux violations de ses articles humanitaires:

1. sur les poursuites contre Maoustapha DJEMILIEV (18 mai 1976);
2. sur les violations des contacts entre les gens dans le domaine des communications postales et téléphoniques internationales (27 mai 1976);
3. sur les conditions de détention des prisonniers de conscience (17 juin 1976);
4. sur les familles dispersées sollicitant leur réunion (17 juin 1976);
5. sur les pressions contre les familles de croyants (17 juin 1976).

En outre, au nom du Groupe ont été lancés plusieurs appels invitant à la formation de commissions internationales (au sujet des informations n. 1 et 3, ainsi qu'à propos de l'internement de Valentin MOROZ à l'Institut Serbsky pour expertise psychiatrique).

Malheureusement, nous n'avons pas connaissance de réactions à nos appels à propos des informations concernant DJEMILIEV et les contidions de détention des prisonniers de conscience.

Valentin MOROZ, comme on sait, n'a pas été envoyé dans

une prison psychiatrique, et à cet égard les efforts de l'opinion publique mondiale ont joué un rôle décisif.

Une difficulté fondamentale dans le travail du Groupe n'est pas seulement de recevoir l'information (nous avons conscience que seule une partie insignifiante des violations des articles humanitaires de l'Acte final parvient à notre connaissance), mais aussi de faire parvenir les documents aux chefs de gouvernements. Pour les documents adressés par lettres recommandées avec accusés de réception, aux Ambassadeurs des gouvernements respectifs à Moscou, nous n'avons pas eu d'accusés de réception.

Moscou, 22 juillet 1976

DEMANDES D'ÉMIGRATION D'OUVRIERS POUR DES MOTIFS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES (*)

Dans le présent recueil sont réunis les cas de quatre familles qui désirent émigrer hors de l'URSS et qui se sont adressées pour de l'aide au Groupe social pour le respect des accords d'Helsinki.

Ces familles vivent toutes dans des endroits différents, le trait commun entre elles étant le fait qu'elles sont des familles ouvrières, représentantes de la classe qualifiée en URSS de « dirigeante » selon l'idéologie officielle. En outre, elle n'appartiennent aucune aux minorité nationales; les motifs qui les incitent à solliciter l'autorisation de quitter le pays sont d'ordre économique et politique.

En présentant ce recueil, nous nous adressons non seulement aux gouvernements des pays qui ont signé les accords d'Helsinki, mais aussi aux syndicats ouvriers et aux partis socialistes et communistes dans les pays de l'Ouest.

(*) Ce document qui est rédigé par le savant soviétique Valentin TOURTCHINE (Moscou) sous l'égide du « Groupe social pour le respect des accords d'Helsinki en URSS » constitue un des témoignages les plus importants à être parvenus à ce jour en Occident, sur la condition ouvrière en Union Soviétique. On notera combien sont concordants ces témoignages, venus de régions différentes et éloignées les unes des autres, sur les contraintes dont font l'objet les milieux ouvriers. On notera aussi que ces contraintes sont identiques à celles que l'on associe habituellement avec le milieu intellectuel, y compris l'utilisation des moyens psychiatriques à des fins répressives.

1. LEONID MIKHAILOVITCH SERY, Ukrainien, né en 1936, habite avec sa femme et ses six enfants à Odessa, oul. Frounze 199, appt. 128. Dans son appel aux gouvernements des pays occidentaux et aux organisations humanitaires internationales, L. SERY décrit dans le détail la situation matérielle de sa famille, il cite de nombreux chiffres. Le texte complet de l'appel fait l'objet de l'annexe 1 (*) à ce document. Leonid SERY écrit notamment:

« ...Je travaille comme tourneur dans les chantiers de réparation maritimes du port de pêche d'Ilitchev... Ma femme ne travaille pas, puisque nos enfants sont encore petits... Après tous les achats et les prélèvements, il nous reste pour l'alimentation de 15 à 20 Roubles par personne et par mois. Nous avons toujours faim, et, en outre, les plus faibles tombent malades. ...Les médecins disent que nos organismes sont très affaiblis, épuisés. C'est pour cela que nous prenons froid. Nous manquons de vitamines et de matières grasses, et c'est pour cela que nos taux d'hémoglobine sont faibles, que nous avons des évanouissements et que nos enfants sont rachitiques. Tout cela est le résultat d'une mauvaise alimentation. Mais si vous vous alimentez correctement, nous disent-il, vous vous porterez tous bien...

Malgré toutes les difficultés et les privations, je m'efforce tout de même de travailler mieux, peut-être arriverai-je ainsi à faire fléchir mes chefs pour qu'ils me permettent de gagner suffisamment afin de pouvoir nourrir ma famille nombreuse. Je remplis la norme à 140-150%, on ne me donne pas de travail au-delà. Je ne bois pas, ne fume pas, je ne fais pas d'absentéisme.

Ce que représente le processus pénible, humiliant et inutile de la correspondance en Union Soviétique, seul ceux qui y vivent peuvent le comprendre. Ici on fait beaucoup de réclame autour des lettres des travailleurs, mais en réalité on ne demande aux travailleurs leur avis sur rien, on ne fait même pas attention à leur plaintes, leurs protestations, leurs revendications. Et s'ils ont affaire à un client particulièrement obstiné, on peut lui dire: " Vous aves des pensées malsaines et nous pouvons vous en guérir ". C'est comme cela qu'ils m'ont parlé à Moscou, au Comité Central du PCUS. Tandis qu'à Kiev, devant le bâtiment du Comité Central, ils ont envoyé une ambulance pour enlever ma femme qui y était venue pour se plaindre. Mais, grâce à des passants, à des ouvriers-plâtriers occupés à la réfection d'un bâtiment d'en face, ils ne purent mettre leur projet à exécution, tandis que les enfants s'enfuyaient dans toutes les directions...

Voyant tout cela et le vivant de notre propre expérience, nous nous sommes convaincus que chez nous le travailleur n'a pas le droit de protester: nos syndicats n'ont pas de droits et n'essaient pas d'en avoir.

A toutes nos lettres nous ne recevons comme réponse que des intimidations et des paroles moqueuses...

Aidez-nous, ne nous laissez pas mourir ici de sous-alimentation chronique... Et puissent nos dirigeants avoir honte, que leur ouvrier ne sache pas nourrir sa famille, et il est honteux de nourrir son peuple de promesse et de slogans. Aidez-nous, s'il vous plaît, à partir. Nous aimerions aller en Amérique ou au Canada. Au Canada, il y a aussi des Ukrainiens, et nous aurions plus facile avec la langue. Nous sommes aussi des Ukrainiens. Nous attendrons, si nous restons en vie! Nous gardons l'espoir! ».

En sollicitant l'appui de l'opinion publique en faveur de Leonid SERY dans ses efforts pour émigrer, nous nous adressons également aux organisations ouvrières et aux organisation de bienfaisance en leur demandant d'apporter une aide matérielle à la famille SERY. En URSS il n'y a pas de possibilité de créer des organisations de bienfaisance, et ceux qui s'en occupent de manière semilégale risquent de faire l'objet de poursuites. Quant aux syndicats, la lettre de L. SERY est suffisamment explicite à leur sujet.

2. VALENTIN ANATOLIEVITCH IVANOV, Russe, né en 1930, ouvrier-électricien, habite à l'adresse: Kaloujskaya Oblast, District Borovsky, village d'Ermolino, oul. Ostrovskogo 75.

Dans la déclaration qu'il a adressée le 3 août 1976 au Présidium du Soviet Suprême il écrit:

« En vertu de la " Loi sur la citoyenneté de l'URSS " de même que de l'Art. 13 de la " Déclaration universelle des droits de l'homme " et l' "Acte final " de la conférence d'Helsinki, je vous demande de m'autoriser à quitter l'URSS.

Je suis Russe, ouvrier, âgé de 46 ans. Je travaille à l'usine depuis 30 ans, dont 22 passés dans les ateliers de montage électrique. Dans les archives du KGB sont conservées trois fardes de documents attestant que je suis un électricien com-

(*) Les annexes dont fait état M. Tourtchine ne sont pas données ici (N.d.R.).

pétent et consciencieux, que je ne bois pratiquement pas d'alcool et ne fume pas.

J'énumère quelques-uns des motifs qui m'ont poussé en 1959 à prendre le risque de franchir illégalement la frontière, de demander à quitter le pays en 1964 et 1966 et d'adresser de nouveau la même demand au Présidium.

1. Le bas niveau des salaires. Je puis déclarer en toute responsabilité que j'ai travaillé les meilleures années de ma vie pour une croûte de pain.

2. L'absence totale de droits de l'ouvrier face à l'arbitraire de l'administration, du fait de l'absence de syndicats libres. Ainsi, par exemple, en septembre 1974 j'ai été obligé de travailler le samedi et le dimanche sans toucher aucun salaire. Le syndicat, auquel je me suis plaint, a pris le parti de l'administration. Des cas de ce genre peuvent être cités par dizaines.

3. L'absence de tribunaux indépendants et objectifs. C'est seulement pour ce motif qu'en automne 1966, à Bakou, le juge ALIEV a pu me déclarer coupable soi-disant pour une tentative de franchir illégalement la frontière. C'est le KGB d'Azerbaïdjan qui a instruit cette affaire, et ALIEV s'est démené comme il fallait sans se gêner quant au respect des règles de procédure.

4. L'attitude cruelle et humiliante pour la dignité humaine de l'administration dans les camps de travail. Je puis en parler en connaissance de cause, puisque j'ai passé de longues journées dans les cachots gelés du camp n. 8 de l'Administration pénitentiaire d'Omsk. Là, outre les contraintes habituelles par la faim et le froid, on m'a refusé à boire pendant trois jours, sur les instructions du major POLYAKOV.

5. La tendance de plus en plus fréquente du KGB à utiliser la psychiatrie pour renforcer ses moyens d'enquête et de coercition. Ainsi, en automne 1966, le capitaine TALANOV, interrogateur du KGB d'Arzerbaïdjan, m'a envoyé à l'hôpital psychiatrique parce que je ne me reconnaissais pas coupable. C'est de toute façon ce qu'il ma déclaré au moment de l'envoi. Lorsque, quittant l'hôpital après 20 jours d'internement, je refusai à nouveau de me reconnaître coupable, TALANOV menaça de m'y renvoyer.

En automne 1972, à Omsk, le lieutenant-colonel OUDOVYDTCHENKO donna l'ordre de m'interner dans l'hôpital psychiatrique, et le médecin-chef de cet hôpital, qui n'avait jamais posé les yeux sur moi, donna des instructions pour me faire interner dans le pavillon des malades violents. Par bonheur, la doctoresse de

service ce soir-là soupçonna quelque chose et annula cet ordre meurtrier de sa propre initiative. Sept jour plus tard j'étais déclaré sain d'esprit.

L'expérience montre que les autorités ignorent les déclaration de ce genre, et c'est pourquoi j'adresse une copie de la présente à l'ambassade des USA en demandant qu'elle soit publiée dans la presse libre, afin de la porter à la connaissance de notre gouvernement et d'attirer l'attention de l'opinion publique occidentale, et en particulier des ouvriers occidentaux, sur la situation de l'ouvrier russe qui s'efforce de défendre ses intérêts économiques et sa dignité humaine ».

Le 21 septembre 1976, V. A. IVANOV est sorti sur la place de la Révolution à Moscou portant une pancarte: « Je m'adresse au pouvoir soviétique. J'exige de partir. Je suis passé par l'enfer de vos camps et de vos maisons de fous. Que dois-je encore supporter? L'ouvrier russe IVANOV V. A. ». Dix minutes plus tard, IVANOV était arrêté par la Milice et amené au poste où il fut détenu 24 heures. Après quoi, il fut ramené chez lui.

Le 9 novembre 1976, Valentin IVANOV s'est adressé par lettre au Président de la Conféderation américain du travail (AFL), M. G. MEANY. Il écrit:

« Monsieur MEANY!

Je suis un ouvrier russe, électricien qualifié avec 30 ans de métier, je m'adresse à vous en votre qualité de dirigeant des syndicats américains.

Depuis 1949 je suis exposé aux persécutions du KGB ici dans notre pays. Au début parce que j'avais refusé de lire un discours sur STALINE, et ensuite pour avoir essayé de faire valoir les droits de l'ouvrier en Russie.

Je me suis adressé plusieurs fois aux autorités soviétiques pour demander l'autorisation de quitter le pays, et chaque fois elles ont répondu par des mesures répressive. A l'heure actuelle ma situation est devenue critique, et je me suis décidé à m'adresser à vous en vous demandant de m'aider à recevoir une invitation de la part du syndicat américain des électriciens. Je vous prie de m'aider à quitter la Russie et à échapper ainsi à de nouvelles répressions... ».

3. IVAN MIKHAÏLOVITCH SIVAK, Ukrainien, né en 1926, vit avec son épouse et ses trois fils dans le bourg de Doubrava, District de Dolinsky, Oblast d'Ivano-Frankovsk.

Peu après la naissance d'Ivan SIVAK, son père partit au Canada où il vécut jusqu'à sa mort en 1965. En 1970, I. M. SIVAK

demanda l'autorisation de partir pour le Canada. On la lui refusa, du fait qu'il n'avait pas d'invitation à présenter à l'appui de sa demande, et on lui proposa de demander à aller en Israël. Il donna son accord, mais ne reçut toujours pas d'autorisation. Par contre, quelque temps après, il était interné dans l'hôpital psychiatrique d'Ivano-Frankovsk. Dans une lettre à L. I. BREJNEV, Ivan SIVAK écrit:

« Je vis depuis 30 ans en Union Soviétique, je ne vis pas, j'existe. En ces trente années, il ya bien peu qui ait changé dans la vie de l'ouvrier. Je vis dans la pauvreté et le besoin. Les salaires suffisent à peine à assurer le pain quotidien. En outre, il n'y a ni vérité ni liberté nulle part en Union Soviétique. Les contraintes se font sentir dans tous les aspects de l'existence. On se sent esclave partout et toujours...

Il y a plus d'un an qu'a été signé solennellement à Helsinki l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, par les dirigeants des pays européens et les Etats-Unis, et personnelement par vous. On peut dire sans exagération que le Gouvernement de l'Union Soviétique non seulement n'observe pas les engagements inscrits dans ce document, mais... ignore, ne tient aucun compte de l'opinion de ses citoyens. Je désire rappeler que la Déclaration des droits de l'homme a aussi été signée par le Gouvernement soviétique. Mais dans la pratique, en Union Soviétique, l'homme est privé même du droit à être maître de son propre destin...

Je vous demande encore une fois personnellement, Leonid Ilitch, donnez-moi l'autorisation de partir avec ma famille en Israël ».

Dans sa lettre adressée au Groupe pour le respect des accords d'Helsinki, I. M. SIVAK demande « de l'aider à émigrer en Israël ou dans tout autre pays du monde libre ».

4. VLADIMIR MAKSIMOVITCH PAVLOV, Russe, né en 1929, chauffer d'autobus, vit avec sa femme et son fils dans la ville de Maïkop, oul. Shkolnaya n. 5. Il fit état de son désir d'émigrer hors de l'URSS pour la première fois en 1966. En 1971, il a été condamné à trois ans de privation de liberté, en vertu de l'Art. 190-1 (1) du Code pénal de la RSFSR. Le texte de la sen-

(1) Cet article vise la diffusion « d'assertion sciemment mensongères calomniant le régime soviétique ».

tence dont PAVLOV a fait l'objet appartient aux documents qui reflètent avec une clarté et un relief parfaits le caractère d'une époque; de tels documents serviront de modèles pour les études futures et entreront dans les recueils anthologiques. Par conséquent, nous joignons le texte complet de cette condamnation en annexe 2 au présent recueil. Pour comprendre ce qu'est l'Art. 190-1 et comment on s'en sert dans la pratique, il n'est pas besoin de s'adresser aux spécialistes, de fouiller dans les livres, d'interroger les témoins. Il suffit de prendre connaissance de ce document officiel, sur lequel est posé le sceau du Ministère de la Justice de la RSFSR, et qui tient en moins de quatre pages dactylographiées. Tout devient clair.

La sentence montre qu'il est reproché à V. M. PAVLOV non seulement d'avoir exprimé ses jugements et ses opinions, mais aussi le fait qu'il « a manifesté sa satisfaction lorsque des délits ou des crimes ont été commis par des membres du Parti ». Elle montre qu'outre sa condamnation en 1971 en vertu de l'Art. 190-1, V. M. PAVLOV avait déjà été condamné en 1949 à deux ans de privation de liberté en vertu de l'Art. 74 du Code pénal d'alors, *c'est-à-dire pour voyouterie. Voici ce qu'il raconte à ce sujet.*

En 1949, lorsqu'il était jeune homme, il travaillait comme chauffeur dans l'Oural. Devant l'immeuble collectif où il habitait se dressait une statue de STALINE, la main tendue en avant. Un jour quelqu'un accrocha de nuit sur la main tendue de STALINE un vieux soulier troué. Les organes de la Sûreté estimèrent qu'on ne pouvait laisser passer cet incident sans réagir. Ils arrêtèrent PAVLOV, dont on savait qu'il était capable de déclarations non conformistes. Pendant les six mois qu'il passa en détention préventive, aucune preuve ne fut trouvée contre lui. Manifestement, l'affaire du soulier avai déjà perdu toute espèce d'intérêt, et il avait été décidé de ne pas monter un procès politique. L'interrogateur intima à PAVLOV:

« Tu comprends, nous ne pouvons pas simplement te relâcher. Tu veux qu'on te fasse des excuses, quoi? Voici une déclaration que nous possédons, comme quoi tu es l'instigateur d'une bagarre dans l'immeuble. Choisis: ou bien tu te reconnais responsable et on te donne deux ans pour voyouterie, ou bien nous faisons un procès politique ».

Il y avait eu, en effet, une rixe dans l'immeuble, bien que PAVLOV n'en ait été nullement l'instigateur, au contraire il n'avait fait que se défendre. Dans cette situation, il jugea préférable « d'avouer », afin d'éviter une condamnation plus lourde.

Bien que V. M. PAVLOV ait été condamné en 1971 en vertu

de l'Art. 190-1 et ait été relaxé en 1974, il faut considérer cette affaire comme tout à fait actuelle, reflétant la situation telle qu'elle est en ce moment, un an après la signature des Accords d'Helsinki. Car V. M. PAVLOV a adressé une protestation à la Cour Suprême de la RSFSR en demandant une révision du procès et il a reçu un refus, dans lequel il est écrit noir sur blanc que la « qualification juridique du corps du délit selon l'Art. 190-1 du Code pénal de la RSFSR est correcte ». Ce document (qui fait l'objet de l'Annexe 3) est signé par le Président de la Cour Suprême de la RSFSR, A. K. ORLOV, en date du 10 mai 1976. De ce fait, la Cour Suprême de la RSFSR invite une nouvelle fois les tribunaux de district, urbains, d'Ablast et autres à travers tout le pays à enfermer les gens en vertu d'accusations analogues.

Recueil réuni par Valentine TOURTCHINE (2)

COMMUNICATION SUR L'ARRESTATION DE QUATRE OUVRIERS DU PORT DE RIGA (*)

Au début d'août 1976, à Riga, quatre ouvriers du port, arrêtés en mai après la « grève du jour de poisson » dans le port de Riga, ont été condamnés par la Cour Suprême de la RSS de Lettonie, pour « inventions mensongères calomniant le régime social et gouvernemental soviétique ».

Ce printemps, en raison de la pénurie de viande, des « jours de poisson », en effet, on été introduits dans les établissements d'alimentation collective (réfectoires, restaurants) de notre pays. En vertu de cette mesure, la viande a disparu des menus pour un nombre de jours variant de 1 à 6 par semaine, ce qui naturellement a suscité du mécontentement.

---

(2) Valentin TOURTCHINE, Dr. en Sciences physiques et mathématique, Moscou, auteur de nombreuses communications scientifiques. Président de la section soviétique d'Amnesty International.

(*) Dans ce document, diffusé sur papier à en-tête et daté du 30 octobre 1976, quatre membres du « Groupe social pour le respect des accords d'Helsinki en URSS » font état de l'arrestation et de la condamnatiion, en août 1976, de 4 jeunes ouvriers de Riga, pour faits de grève.

On été condamnés à 3 ans de détention:

FROLOV, Sergueï Ivanovitch, né en 1946, père de deux enfants de 5 et 3 ans, adresse de la famille: District de Riga, p/o Tsarnikava, oul. Liniou 23;

VARNA, Yanis Kristapovitch, né en 1949, deux enfants de 2 et 4 ans, habitant Saulkrasty, pr. Meja, 8.

A été condamné à 2 ans de détention:

LARTCHENKOV, Mikhaïl Stepanovitch, né en 1939, son enfant da 13 ans vit à Riga, oul. Elviras, 16, kv. 2.

GOLDBERG, Andres Petrovitch, né en 1936, père de trois enfants, âgés de 15, 12 et 8 ans, habitant la ville de Tsesis, oul. Rigas 18, kv. 3, a été condamné à 1,5 an de détention.

En ce moment, ils purgent leurs peines avec les criminels dans les camps à régime ordinaire de Lettonie.

En publiant ces informations, nous espérons que le sort de ces quatre ouvriers attirera l'attention non seulement des gouvernements signataires des Accords d'Helsinki, mais également de l'opinion publique de ces pays et en particulier des syndicats d'Europe, des Etats-Unis et du Canada.

Les membres du Groupe: Lioudmilla ALEKSEEVA
Alexandre GUINZBOURG
Malva LANDA
Yourii ORLOV

RESUMEN

El dia 12 de mayo 1976, se constitui en Moscú el « Grupo Social por el respeto de los acuerdos de Helsinki en Rusia ». Pertenecen al grupo el profesor Yourii Orlov (Presidente del Grupo), la consorte del academico Sakharov y otros exponentes del disenso soviético. Los « informes » que, periódicamente y clandestinamente, el Grupo envia en Occidente, proporcionan noticias y datos interesantes por la compresión del sistema represivo y de la situación general en Rusia. Citamos aquí tres ejemplos de estos informes. El primero contiene una perspectiva sobre el disenso soviético y sobre la actitud de las autoridades contra

él, sobre las tentativas de emigración y de difusión de informaciones independientes. Proporcionan también algunos datos sobre las actividades del Grupo.

El segundo y tercero informe consideran algunos casos de represión, con encierro en hospitales psiquiátricos, realizados contra obreros, responsables de tentativas de emigración o de manifestaciones de protestación, o de ambas las « culpas ». Estos informes representan una importante atestación sobre la condición obrera en URSS.

RIASSUNTO

Il « Gruppo Sociale per il rispetto degli accordi d'Helsinki in URSS » si è costituito a Mosca, il 12 maggio 1976. Ne fanno parte il professor Yourii Orlov (presidente del Gruppo), la moglie dell'accademico Sakharov ed altri esponenti del dissenso sovietico. I « rapporti » che, periodicamente e clandestinamente, il Gruppo fa pervenire in Occidente, forniscono notizie e dati interessanti per la comprensione del sistema repressivo e della situazione generale in Russia. Abbiamo qui riportato tre esempi di questi rapporti. Il primo contiene una panoramica sul dissenso sovietico e sull'atteggiamento delle autorità nei confronti di esso, dei tentativi di emigrazione e della diffusione di informazioni indipendenti. Fornisce anche qualche notizia sulle attività del Gruppo. Il secondo ed il terzo rapporto trattano alcuni casi di repressione, con internamento in ospedali psichiatrici, messi in atto contro operai, responsabili di tentativi di emigrazione o di manifestazioni di protesta, o di entrambe le « colpe ». Rappresentano una testimonianza importante sulla condizione operaia in URSS.

SUMMARY

The "Social Group for the respect of Helsinki agreements in S.U." has been constituted in Moscow, the 12th of may 1976. President of the Group is professor Yourii Orlov, and among the people who take past in it there are the wife of the academician Sakharov and other representants o S.U. dissent. The "reports" which, periodically and clandestineli, the Group sends to the Western countries, give interesting news and data, useful to undestand the repression system as well as the general situation in Russia. We publish here three examples of these reports. Te first one gives a general view on the dissent in S.U. and the behaviour of the government against it, against the emigration attempts and the diffusion of independent informations. It also gives some news about the activities of the Group. The second and third report analyze some cases of repression, connexed with the use of psychiathric treatment, against workers charged with accusations of emigration attempts or protest manifestations or both. They are an important witness of the working class situation in S.U.

DANS LES PROCHAINS NUMEROS / EN LOS PROXIMOS NUMEROS / IN THE VERY NEXT ISSUES / NEI PROSSIMI NUMERI

ARGENTON A.	- Psichiatria, antipsichiatria e controllo sociale.
KAN EGUCHI	- Montée et décadence du mouvement étudiant japonais.
DANIELE MADRID	- Le mouvement provo en Belgique.
JOHN GALTUNG	- Self-reliance.

DOCUMENTOS SOBRE CHILE

interrogations

LUGLIO / JUILLET
JULIO / JULY

1977

10 francs f.
1000 lire
1 pound U.K.
3 dollars U.S.